

ROYAUME DU MAROC

**BULLETIN OFFICIEL**

EDITION DE TRADUCTION OFFICIELLE

| EDITIONS  | TARIFS D'ABONNEMENT |        | ABONNEMENT<br>IMPRIMERIE OFFICIELLE<br>RABAT - CHELLAH<br>Tél. : 05.37.76.50.24 - 05.37.76.50.25<br>05.37.76.54.13<br>Compte n° :<br>310 810 1014029004423101 33<br>ouvert à la Trésorerie Préfectorale de Rabat<br>au nom du régisseur des recettes<br>de l'Imprimerie officielle |              |
|---|---------------------|--------|--|--------------|
|   | AU MAROC            |        |  | A L'ETRANGER |
|   | 6 mois              | 1 an   |  |              |
| Edition générale.....   | 250 DH              | 400 DH | A destination de l'étranger, par voies ordinaire, aérienne ou de la poste rapide internationale, les tarifs prévus ci-contre sont majorés des frais d'envoi, tels qu'ils sont fixés par la réglementation postale en vigueur.  |              |
| Edition des débats de la Chambre des Représentants.....         | —                   | 200 DH |  |              |
| Edition des débats de la Chambre des Conseillers.....           | —                   | 200 DH |  |              |
| Edition des annonces légales, judiciaires et administratives... | 250 DH              | 300 DH |  |              |
| Edition des annonces relatives à l'immatriculation foncière...  | 250 DH              | 300 DH |  |              |
| Edition de traduction officielle.....                           | 150 DH              | 200 DH |  |              |

L'édition de traduction officielle contient la traduction officielle des lois et règlements ainsi que le texte en langue étrangère des accords internationaux lorsqu'aux termes de ces accords, ledit texte fait foi, soit seul, soit concurremment avec le texte arabe

| SOMMAIRE   |  | Pages |
|--|--|-------|
| <b>TEXTES GENERAUX</b>   |  |       |
| <b>Loi de finances pour l'année budgétaire 2012.</b>   |  |       |
| <i>Dahir n° 1-12-10 du 24 jourmada II 1433 (16 mai 2012) portant promulgation de la loi de finances n° 22-12 pour l'année budgétaire 2012.....</i>   |  | 1989  |
| <b>Ministre de l'économie et des finances. – Délégation de pouvoir.</b>  |  |       |
| <i>Décret n° 2-12-80 du 24 jourmada II 1433 (16 mai 2012) portant délégation de pouvoir, au ministre de l'économie et des finances, en matière d'emprunts intérieurs.....</i>  |  | 2058  |
| <i>Décret n° 2-12-81 du 24 jourmada II 1433 (16 mai 2012) portant délégation de pouvoir, au ministre de l'économie et des finances, en matière de financements extérieurs.....</i>   |  | 2058  |
| <i>Décret n° 2-12-82 du 24 jourmada II 1433 (16 mai 2012) portant délégation de pouvoir, au ministre de l'économie et des finances, en vue de conclure des contrats d'emprunts pour le remboursement de la dette extérieure onéreuse et des accords de couverture de risques de taux d'intérêts et d'échange de devises.....</i> |  | 2058  |
| <b>Taxe parafiscale sur les spectacles cinématographiques :</b>  |  |       |
| • Centre cinématographique marocain.   |  |       |
| <i>Décret n° 2-12-83 du 24 jourmada II 1433 (16 mai 2012) abrogeant le décret n° 2-87-749 du 8 jourmada I 1408 (30 décembre 1987) instituant au profit du centre cinématographique marocain une taxe parafiscale sur les spectacles cinématographiques.....</i>  |  | 2059  |
| • Entraide nationale.  |  |       |
| <i>Décret n° 2-12-84 du 24 jourmada II 1433 (16 mai 2012) abrogeant le décret n° 2-87-750 du 8 jourmada I 1408 (30 décembre 1987) instituant au profit de l'entraide nationale une taxe parafiscale sur les spectacles cinématographiques.....</i>   |  | 2059  |
| <b>Taxe sur la valeur ajoutée.</b>   |  |       |
| <i>Décret n° 2-12-85 du 24 jourmada II 1433 (16 mai 2012) modifiant et complétant le décret n° 2-06-574 du 10 hijja 1427 (31 décembre 2006) pris pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée prévue au titre III du Code général des impôts.....</i>   |  | 2059  |

|   | Pages |  | Pages |
|---|-------|--|-------|
| <b>Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain. – Procédures d'exécution des dépenses.</b>   |       | <b>Unité de fabrication de masques de la Gendarmerie Royale. – Institution d'une rémunération au titre des prestations.</b>  |       |
| <i>Décret n° 2-12-86 du 24 jourmada II 1433 (16 mai 2012) modifiant et complétant le décret n° 2-05-1017 du 12 jourmada II 1426 (19 juillet 2005) relatif aux procédures d'exécution des dépenses prévues dans le cadre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain ».....</i> | 2060  | <i>Décret n° 2-12-114 du 24 jourmada II 1433 (16 mai 2012) instituant une rémunération au titre des prestations effectués par l'unité de fabrication de masques de la Gendarmerie Royale relevant de l'administration de la défense nationale.....</i> | 2061  |

## TEXTES GENERAUX

**Dahir n° 1-12-10 du 24 jourmada II 1433 (16 mai 2012) portant  
promulgation de la loi de finances n° 22-12 pour l'année budgétaire 2012**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50 et 75 ;

Vu la loi organique n° 7-98 relative à la loi de finances, promulguée par le dahir n° 1-98-138 du 7 chaabane 1419 (26 novembre 1998), telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi organique n° 14-00 promulguée par le dahir n° 1-00-195 du 14 moharrem 1421 (19 avril 2000),

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi de finances n° 22-12 pour l'année budgétaire 2012, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la Chambre des conseillers.

*Fait à Rabat, le 24 jourmada II 1433 (16 mai 2012).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

\*

\* \*

**LOI DE FINANCES N° 22-12  
POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2012**

**PREMIERE PARTIE**

**DONNEES GENERALES DE L'EQUILIBRE  
FINANCIER**

**TITRE PREMIER**

**Dispositions relatives aux recettes publiques**

**I. – IMPOTS ET REVENUS AUTORISES**

**Article premier**

I. – Sous réserve des dispositions de la présente loi de finances, continueront d'être opérées, pendant l'année budgétaire 2012, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur :

1° la perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat ;

2° la perception des impôts, produits, taxes et revenus affectés aux collectivités territoriales, aux établissements publics et organismes dûment habilités.

II. – Le gouvernement est autorisé à procéder aux émissions d'emprunts dans les conditions prévues par la présente loi de finances.

III. – Toutes contributions, directes ou indirectes, autres que celles autorisées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et par la présente loi de finances, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et fixeraient les tarifs et contre ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre les receveurs, percepteurs ou autres personnes qui en auraient fait la perception.

Sont également punissables des peines prévues à l'égard des concussionnaires, tous détenteurs de l'autorité publique ou fonctionnaires publics qui, sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation législative ou réglementaire, accordé des exonérations ou franchises de droits, impôts ou taxes publiques, ou auront effectués gratuitement la délivrance de produits ou services des établissements de l'Etat.

*Droits de douane et impôts indirects*

**Article 2**

I. – Conformément aux dispositions de l'article 70 de la Constitution et pendant la période allant de la date de publication de la présente loi de finances au « Bulletin officiel » et jusqu'au 31 décembre 2012, le gouvernement est autorisé à :

- modifier ou suspendre par décrets à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée, les quotités tarifaires et les autres droits et taxes perçus à l'importation et à l'exportation ainsi que les taxes intérieures de consommation prévus

par le dahir portant loi n° 1-77-340 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977) déterminant les quotités applicables aux marchandises et ouvrages soumis à taxes intérieures de consommation ainsi que les dispositions spécifiques à ces marchandises et ouvrages ;

- modifier ou compléter par décrets, les listes des produits originaires et en provenance de certains pays d'Afrique, bénéficiant de l'exonération du droit d'importation ainsi que la liste de ces pays.

Les décrets visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du Parlement dans la plus prochaine loi de finances.

II. – Conformément aux dispositions de l'article 70 de la Constitution, sont ratifiés les décrets ci-après indiqués, pris en vertu des dispositions de l'article 2 – I de la loi de finances n° 43-10 pour l'année budgétaire 2011 :

1 – décret n° 2-10-524 du 23 jourmada II 1432 (27 mai 2011) portant modification des quotités du droit d'importation applicable à certains produits agroalimentaires ;

2 – décret n° 2-11-256 du 7 chaoual 1432 (6 septembre 2011) portant modification du droit d'importation applicable à certains produits ;

3 – décret n° 2-11-574 du 5 kaada 1432 (3 octobre 2011) portant suspension de la perception du droit d'importation applicable au blé dur et au blé tendre ;

4 – décret n° 2-11-747 du 6 safar 1433 (31 décembre 2011) modifiant le décret n° 2-11-574 du 5 kaada 1432 (3 octobre 2011) portant suspension de la perception du droit d'importation applicable au blé dur et au blé tendre.

*Code des douanes et impôts indirects*

**Article 3**

Les dispositions des articles 5 (1°), 49 (1°), 57 (1°), 65, 183 et 215 du code des douanes et impôts indirects relevant de l'administration des douanes et impôts indirects, approuvé par le dahir portant loi n° 1-77-339 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977), sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 5. – 1° En cas d'urgence, les quotités tarifaires « ..... conformément aux dispositions de l'article 70 « de la Constitution, être modifiés ou suspendus par le « gouvernement, en vertu d'une habilitation législative ;

« 2° – .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 49. – 1° Le capitaine ou son représentant dûment « mandaté doit déposer une déclaration sommaire au bureau de « douane avant l'arrivée du navire dans le port et ce, dans les « délais fixés par arrêté du ministre chargé des finances.

« Lorsque le navire est affrété ..... à débarquer « et dont il a la charge.

« La déclaration sommaire ne produit ses effets qu'à partir « de la date d'arrivée dudit navire.

« Si à l'expiration d'un délai fixé par arrêté du ministre « chargé des finances, le navire n'est pas arrivé, la déclaration « sommaire est annulée par l'administration.

« 2° a) .....

(la suite sans modification.)

« Article 57. – 1° Le pilote commandant de bord ou son « représentant dûment mandaté doit déposer une déclaration « sommaire au bureau de douane de l'aérodrome avant l'arrivée « de l'aéronef et ce, dans un délai fixé par arrêté du ministre « chargé des finances.

« Lorsque..... mandaté doit, dans le délai précité, « déposer au bureau de douane de l'aérodrome une déclaration « sommaire des marchandises à décharger et dont il a la charge.

« Lorsque l'aéronef, ne ..... à décharger : « néant ».

« La déclaration sommaire ne produit ses effets qu'à partir « de la date d'arrivée de l'aéronef considéré.

« Si à l'expiration d'un délai fixé par arrêté du ministre « chargé des finances, l'aéronef considéré n'est pas arrivé, la « déclaration sommaire est annulée par l'administration.

« La déclaration sommaire..... est immédiatement « enregistrée.

« 2° .....

(la suite sans modification.)

« Article 65. – 1° Toutes les marchandises ..... un « régime douanier.

« 2° .....

« 3° Sont dispensés de cette déclaration :

« – les navires de commerce ..... au Maroc ;

« – les navires de commerce ..... un pavillon étranger ;

« – les conteneurs lors de leur importation temporaire ou « exportation temporaire sous réserve des conditions « fixées par le directeur de l'administration.

« Article 183. – En cas d'urgence, les quotités des taxes « intérieures de consommation ..... aux dispositions « de l'article 70 de la Constitution, être modifiées ou suspendues « par le gouvernement, en vertu d'une habilitation législative. »

« Article 215. – En cas de concours.....

« ..... « établies. Toutefois, lorsque ces infractions portent sur la même « marchandise, il y a lieu d'appliquer la condamnation la plus « grave. »

*Tarif des droits de douane*

Article 4

I. – Le tarif des droits d'importation fixé par l'article 4 §1 de la loi de finances n° 25-00 pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2000, promulguée par le dahir n° 1-00-241 du 25 rabii I 1421 (28 juin 2000), tel qu'il a été modifié et complété, est modifié comme suit :

| CODIFICATION |         | DESIGNATION DES PRODUITS  | DROIT d'importation | UNITE de quantité normalisée | UNITES complémentaires |
|--------------|---------|---|---------------------|------------------------------|------------------------|
| 8            | 87.11   | Motocycles (y compris les cyclomoteurs) et cycles équipés d'un moteur auxiliaire, avec ou sans side-cars ; side-cars. | 2,5                 | u                            | N                      |
| 8            | 8711.90 | .....   |                     |                              |                        |
|              |         | – Autres  |                     |                              |                        |
|              |         | – – – à moteur électrique.....  |                     |                              |                        |
|              | 05 00   | .....   |                     |                              |                        |
|              | 10 00   | .....   |                     |                              |                        |

II. – Par dérogation aux dispositions de l'article 4 §1 de la loi de finances n° 25-00 pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2000, promulguée par le dahir n° 1-00-241 du 25 rabii I 1421 (28 juin 2000), tel qu'il a été modifié et complété, les marchandises fabriquées dans les zones franches d'exportation telles que définies par la loi n° 19-94 sont soumises lors de leur mise à la consommation sur le territoire assujéti à un droit d'importation minimum au taux de 2,5%.

Toutefois, la proportion maximale des marchandises éligibles à ce taux minimum ne peut dépasser 30% du chiffre d'affaires annuel à l'exportation.

Les conditions d'octroi de cet avantage sont fixées par voie réglementaire.

III. – A compter du 1<sup>er</sup> juin 2012, est fixé à 17,5% le droit d'importation applicable au blé tendre relevant de la position tarifaire n° 10019090 du tarif des droits de douanes, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 13 du code des douanes et impôt indirects.

*Taxes intérieures de consommation*

Article 5

Les articles 2 et 9 (A, C et G) du dahir portant loi n° 1-77-340 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977) déterminant les quotités applicables aux marchandises et ouvrages soumis à taxes intérieures de consommation ainsi que les dispositions spécifiques à ces marchandises et ouvrages, sont modifiés comme suit :

« Article 2. – Pour l'application du présent texte, on entend « par :

« .....

« .....

« – « vins » : ..... le régime des alcools ;

« – « distilleries » : .....

(la suite sans modification.)

## « TITRE II

« TABLEAUX DES MARCHANDISES ET DES OUVRAGES  
« SOUMIS A TAXES INTERIEURES DE CONSOMMATION PERCUES  
« PAR L'ADMINISTRATION ET QUOTITES APPLICABLES

« Article 9. – Les quotités..... ci-après :

« A. – Taxes intérieures de consommation sur les boissons,  
« alcools, produits à base d'alcool :

| DESIGNATION DES PRODUITS  | UNITE DE PERCEPTION   | QUOTITE (DH) |
|---|---|--------------|
| I. – Eaux gazeuses ou non gazeuses, eaux minérales, eaux de table ou autres, aromatisées ou non aromatisées, limonades préparées avec du jus de citron :  | I. Hectolitre volume  |              |
| II. – Bières :  | II. Hectolitre volume   |              |
| a) bières sans alcool .....   | -id-  | 900,00       |
| b) autres bières .....  | III. Hectolitre volume  | 500,00       |
| III. – Vins .....   | IV. Hectolitre d'alcool pur (les dixièmes de degré étant taxables). |              |
| IV. – Alcool éthylique ainsi que les autres alcools susceptibles de recevoir les applications de l'alcool éthylique :   |   |              |
| a) – 1° .....   |   |              |
| d) – Destinés à la préparation ou contenus dans les eaux-de-vie, liqueurs, apéritifs, vermouths, fruits conservés à l'alcool, vins de liqueurs, mistelles, confiseries à l'alcool et autres spiritueux..... | -id-  | 15 000,00    |

« C. – Taxes intérieures de consommation applicables aux  
« produits énergétiques et aux bitumes :

| DESIGNATION DES PRODUITS  | UNITE DE PERCEPTION | QUOTITE (DH) |
|---|---------------------|--------------|
| Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux<br>– A l'entrée dans les raffineries .....   |                     |              |
| Huiles de pétroles ou de minéraux bitumineux (autres que les huiles brutes) ; préparations non dénommées ni comprises ailleurs contenant, en poids, une proportion d'huile de pétrole ou de minéraux bitumineux supérieure ou égale à 70 % et dont ces huiles constituent l'élément de base : |                     |              |
| – Huiles légères :  |                     |              |
| – Carburants constitués par le mélange d'essence de pétrole ou de minéraux bitumineux avec d'autres combustibles liquides.....  |                     |              |

| DESIGNATION DES PRODUITS  | UNITE DE PERCEPTION | QUOTITE (DH) |
|---|---------------------|--------------|
| – Préparations non dénommées ni comprises ailleurs contenant, en poids, une proportion d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux supérieure à 70 % et dont ces huiles constituent l'élément de base .....   | 100 kgs             | 228,00       |
| – Préparations lubrifiantes contenant comme constituants de base moins de 70 % en poids d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux à l'exception de celles utilisées pour le traitement des matières textiles, du cuir, des pelleteries ou d'autres..... | 100 kgs             | 228,00       |
| <i>(la suite sans modification.)</i>  |                     |              |

« G. – Taxes intérieures de consommation applicables aux  
« tabacs manufacturés :

| DESIGNATION DES PRODUITS         | ASSIETTE DE TAXATION                                  | QUOTITE (en pourcentage) |
|----------------------------------|---|--------------------------|
| Cigares et cigarillos .....      | Prix de vente public hors taxe sur la valeur ajoutée* | 35                       |
| Cigarettes .....                 | – id –  | 61                       |
| Autres tabacs manufacturés ..... | – id –  | 65                       |

\* hors coût du marquage fiscal.

II. – sont abrogées les dispositions de l'article 14 du dahir portant loi précitée n° 1-77-340 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977).

## Taxe sur les bois importés

## Article 6

Le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 10 de la loi de finances pour l'année 1986 n° 33-85 promulguée par le dahir n° 1-85-353 du 18 rabii II 1406 (31 décembre 1985), tel qu'il a été modifié par l'article 28 de la loi de finances n° 26-99 pour l'année budgétaire 1999-2000, est modifié comme suit :

« Article 10 (1<sup>er</sup> alinéa). – Il est créé une taxe au taux de « 12% *ad valorem* sur les bois et ouvrages en bois, importés « relevant des chapitres 44 et 94 du tarif des droits d'importation. « Toutefois, le taux de cette taxe est fixé à 6% *ad valorem* pour « les produits relevant de la position tarifaire n° 44-08. Cette « taxe qui est à la charge de l'importateur, est liquidée et perçue, « les infractions constatées et réprimées et les poursuites « effectuées, comme en matière de douane. »

## Régime fiscal de faveur

## Article 6 bis

I. – Est suspendue la perception du droit d'importation applicable au blé dur relevant de la position tarifaire n° 1001109090 du tarif des droits de douanes, pour la période du 1<sup>er</sup> mai au 31 décembre 2012, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 13 du code des douanes et impôts indirects.

II. – Est suspendue la perception du droit d'importation applicable au blé tendre relevant de la position tarifaire n° 10019090 du tarif des droits de douanes, pour la période du 1<sup>er</sup> au 31 mai 2012, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 13 du code des douanes et impôts indirects.

## Code général des impôts

## Article 7

I. – Les dispositions des articles 6- II, 7, 11- IV, 19- II, 20, 31- II, 57, 60, 63-II, 65-II, 70, 82, 86, 91, 92, 106, 121, 123, 124, 129, 130, 133, 134, 137, 191, 205, 207, 220, 225 (II- D), 232-VIII, 242, 247, 252 (II- L), 260 et 262 du code général des impôts, institué par l'article 5 de la loi de finances n° 43-06 pour l'année budgétaire 2007, promulguée par le dahir n° 1-06-232 du 10 hiza 1427 (31 décembre 2006) tel que modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 6. – II. – Exonérations et imposition au taux réduit  
« temporaires

« A. – Exonérations suivies de l'imposition temporaire au  
« taux réduit

« 1° – Les entreprises qui exercent leurs activités dans les  
« zones franches d'exportation bénéficient :

« – .....

« – ....., pour les vingt (20) exercices  
« consécutifs suivants.

« L'exonération et l'imposition au taux réduit précitées  
« s'appliquent également, dans les conditions prévues à  
« l'article 7- IX ci-dessous, aux opérations réalisées :

« – entre les entreprises installées dans la même zone  
« franche d'exportation ;

« – et entre les entreprises installées dans différentes zones  
« franches d'exportation.

« Toutefois, sont soumises à l'impôt sur les sociétés.....

« 2° – .....

« B. – .....

« C. – .....

« 1° – Bénéficiaire du taux prévu à l'article 19-II-C ci-dessous  
« pendant les cinq (5) premiers exercices consécutifs suivant  
« la date du début de leur exploitation :

« a) .....

« b) .....

« c) ..... formation professionnelle ;

« d) les sociétés sportives régulièrement constituées  
« conformément aux dispositions de la loi n° 30-09 relative à  
« l'éducation physique et aux sports, promulguée par le dahir  
« n° 1-10-150 du 13 ramadan 1431 (24 août 2010).

« 2° – Bénéficiaire.....

*(la suite sans modification.)*

« Article 7. – Conditions d'exonération

« I. – .....

« II. – .....

« .....  
« VIII. – .....

« ..... en monnaies étrangères convertibles.

« IX. – Le bénéfice des dispositions de l'article 6 (II- A- 1°-  
« 2° alinéa) ci-dessus est subordonné aux conditions suivantes :

« – le produit final doit être destiné à l'exportation ;

« – le transfert des marchandises entre les entreprises  
« installées dans différentes zones franches d'exportation  
« doit être effectué conformément à la législation et la  
« réglementation douanières en vigueur. »

« Article 11. – IV. – Ne sont pas déductibles du résultat fiscal :

« – les montants des achats et prestations revêtant un  
« caractère de libéralité ;

« – le montant de la contribution pour l'appui à la cohésion  
« sociale mise à la charge des sociétés, instituée par  
« l'article 9 de la loi de finances n° 22-12 pour l'année  
« budgétaire 2012. »

« Article 19. – II. – Taux spécifiques de l'impôt

« Les taux spécifiques de l'impôt sur les sociétés sont fixés à :

« A. – .....

« B. – .....

« C. – 17,50% pour :

« 1° – .....

« .....  
« .....  
« .....  
« 7° – ..... prévus à l'article 6 (II-C-2°) ci- dessus ;

« 8° – les sociétés sportives prévues à l'article 6 (II- C- 1°- d)  
« ci-dessus.

« D. – .....

*(la suite sans modification.)*

« Article 20. – Déclaration du résultat fiscal et du chiffre  
« d'affaires

« I. – .....

« II. – .....

« III. – ..... ont été réalisées.

« IV. – Les sociétés sont tenues de joindre à toute  
« déclaration de résultat fiscal nul ou déficitaire un état explicatif  
« de l'origine du déficit ou du résultat nul déclaré, établi sur ou  
« d'après un imprimé - modèle de l'administration et signé par le  
« représentant légal de la société concernée, sous peine de  
« l'application des dispositions de l'article 198 bis ci-dessous. »

« Article 31. – II. – Exonérations et imposition au taux réduit  
« temporaires

« A. – Exonération suivie d'une réduction temporaire

« Les entreprises qui exercent leurs activités dans les zones  
« franches d'exportation bénéficient :

« – .....

« – ..... pour les vingt (20) années consécutives  
« suivantes.

« L'exonération et l'abattement précités s'appliquent  
« également, dans les conditions prévues à l'article 7- IX ci-dessus,  
« aux opérations réalisées :

« – entre les entreprises installées dans la même zone  
« franche d'exportation ;

« – et entre les entreprises installées dans différentes zones  
« franches d'exportation.

« Toutefois, sont soumises à l'impôt sur le revenu.....

*(la suite sans modification.)*

« Article 57. – Exonérations

« Sont exonérés de l'impôt :

« 1° .....

« .....  
« .....  
« ..... »

« 17° – les bourses d'études ;  
 « 18° – les prix littéraires et artistiques dont le montant ne  
 « dépasse pas annuellement cent mille (100 000) dirhams. »  
 « Article 60. – Abattements forfaitaires  
 « I. – .....  
 « II. – ..... 174-I ci-dessous.  
 « III. – Les revenus salariaux versés aux sportifs professionnels  
 « Pour la détermination du revenu net soumis à l'impôt sur  
 « le revenu au titre des salaires versés aux sportifs  
 « professionnels, il est appliqué un abattement forfaitaire de 40 %  
 « sur le montant brut imposable desdits salaires. Cet abattement  
 « n'est cumulable avec aucune autre déduction.  
 « On entend par sportif professionnel, tout sportif qui  
 « pratique contre rémunération, à titre principal ou exclusif, une  
 « activité sportive en vue de participer à des compétitions ou  
 « manifestations sportives. »  
 « Article 63. II. – A. – le profit réalisé par toute personne  
 « qui effectue dans l'année civile des cessions d'immeubles dont  
 « la valeur totale n'excède pas cent quarante mille (140.000) dirhams ;  
 « B. – .....  
 (la suite sans modification.)  
 « Article 65. II. – Le prix d'acquisition.....  
 « .....  
 « Les prix d'acquisition et de cession ..... l'une des parties.  
 « En cas de taxation d'office, la base d'imposition est égale  
 « au prix de cession diminué de 20%. »  
 « Article 70. – Détermination du profit net imposable  
 « Le profit net de cession .....  
 « .....  
 « .....  
 « – soit la valeur vénale ..... postérieure à la  
 « dernière cession.  
 « En cas de taxation d'office, l'imposition est égale à 15%  
 « du prix de cession. »  
 « Article 82. – Déclaration annuelle du revenu global  
 « I. – .....  
 « .....  
 « ..... visées à l'article 76 ci-dessus.  
 « IV. – Les contribuables soumis à l'impôt sur le revenu au  
 « titre de leur revenu professionnel, déterminé selon le régime du  
 « résultat net réel ou celui du résultat net simplifié sont tenus,  
 « en cas de résultat nul ou déficitaire, de joindre à leur  
 « déclaration de revenu global un état explicatif de l'origine du  
 « déficit ou du résultat nul déclaré, établi sur ou d'après un  
 « imprimé-modèle de l'administration et signé par le  
 « contribuable concerné, sous peine de l'application des  
 « dispositions de l'article 198 bis ci-dessous. »  
 « Article 86. – Dispense de la déclaration annuelle du  
 « revenu global  
 « Ne sont pas tenus..... ci-dessus :  
 « 1° – .....  
 « 2° – ..... à l'article 156- I ci-dessous ;  
 « 3° – les contribuables disposant uniquement de revenus et  
 « profits soumis à l'impôt sur le revenu selon les taux libératoires  
 « prévus au dernier alinéa de l'article 73- II ci-dessus. »

« Article 91. – Exonérations sans droit à déduction  
 « Sont exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée :  
 « I. – A) Les ventes.....  
 « .....  
 « E) Les opérations de ventes portant sur :  
 « 1° – les journaux, les publications .....  
 « 2° – ..... imprimerie ;  
 « 3° – les films documentaires ou éducatifs ;  
 « 4° – (abrogé)  
 « 5° – (abrogé)  
 « II. – 1° – les ventes et prestations réalisées.....  
 « .....  
 « .....  
 « VI. – les opérations portant sur :  
 « 1° – les prestations .....  
 « 2° – les ventes ..... d'utilité publique.  
 « 3° – (abrogé)  
 « VII. – Les opérations de crédit effectuées par les  
 « associations de micro-crédit régies par la loi n° 18-97 précitée,  
 « au profit de leur clientèle. Cette exonération est applicable du  
 « 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 31 décembre 2012.  
 « VIII. – Les opérations nécessaires .....  
 (la suite sans modification.)  
 « Article 92. – Exonérations avec droit à déduction  
 « I. – Sont exonérés .....  
 « 1° – .....  
 « .....  
 « 18° – les produits et équipements .....  
 « .....péritonéale ;  
 « 19° – les médicaments anticancéreux, les médicaments  
 « antiviraux des hépatites B et C et les médicaments destinés au  
 « traitement du diabète, de l'asthme, des maladies cardio-  
 « vasculaires et de la maladie du syndrome immunodéficitaire  
 « acquis (SIDA) ;  
 « 20° – les biens, marchandises, travaux .....  
 « .....  
 « 35° – les opérations ..... dudit transport ;  
 « 36° – les produits livrés et les prestations de services  
 « rendues aux zones franches d'exportation et provenant du  
 « territoire assujetti.  
 « Les opérations effectuées à l'intérieur et entre lesdites  
 « zones demeurent hors champ d'application de la taxe sur  
 « la valeur ajoutée ;  
 « 37° – .....  
 « .....  
 « 43° – les opérations ..... ;  
 « 44° – les biens, matériels, marchandises et services acquis  
 « ainsi que les prestations effectuées par la Fondation Mohammed VI  
 « pour la promotion des œuvres sociales des préposés religieux,  
 « créée par le dahir n° 1-09-200 du 8 rabii I 1431 (23 février 2010),  
 « conformément aux missions qui lui sont dévolues.



« II. – Sous réserve .....  
*(la suite sans modification.)*  
 « Article 106. – Opérations exclues du droit à déduction  
 « I. – N'ouvre pas droit à déduction, la taxe ayant grevé :  
 « 1° – .....  
 « .....  
 « 4° – les produits pétroliers non utilisés comme  
 « combustibles, matières premières ou agents de fabrication, à  
 « l'exclusion du :  
 « – gasoil utilisé pour les besoins d'exploitation des  
 « véhicules de transport collectif routier des personnes et  
 « des marchandises ainsi que le transport routier des  
 « marchandises effectué par les assujettis pour leur  
 « compte et par leurs propres moyens ;  
 « – gasoil utilisé pour les besoins d'exploitation des  
 « véhicules de transport ferroviaire des personnes et des  
 « marchandises ;  
 « – gasoil et kérosène utilisés pour les besoins du transport  
 « aérien.  
 « Les modalités d'application .....  
*(la suite sans modification.)*  
 « Article 121. – Fait générateur et assiette  
 « Le fait générateur de la taxe .....  
 « Le taux de la taxe .....  
 « Ce taux est réduit à :  
 « 1°-7 % :  
 « .....  
 « 2°-10 % :  
 « .....  
 « .....  
 « .....  
 « – pour les veaux destinés à l'engraissement visés à  
 « l'article 4 du paragraphe 2 de la loi de finances n° 48-09  
 « pour l'année budgétaire 2010. Ce taux est applicable à  
 « compter de la date de publication de la loi de finances  
 « n° 22-12 pour l'année budgétaire 2012 au *Bulletin officiel*  
 « jusqu'au 31 décembre 2012.  
 « 3°-14% :  
 « .....  
*(la suite sans modification.)*  
 « Article 123. – Exonérations  
 « Sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée à l'importation :  
 « 1° – .....  
 « .....  
 « .....  
 « 27° – les acquisitions ..... précité ;  
 « 28° – les films documentaires ou éducatifs destinés .....  
 « dans un but lucratif ;  
 « 29° – les biens .....  
 « .....  
 « 33° – les opérations d'importation de biens ..... précité ;

« 34° – les équipements et matériels destinés exclusivement  
 « au fonctionnement des associations de micro-crédit. Cette  
 « exonération est applicable du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 31 décembre 2012 ;  
 « 35° – les produits .....  
 « ..... péritonéale ;  
 « 36° – (abrogé)  
 « 37° – les médicaments anticancéreux, les médicaments  
 « antiviraux des hépatites B et C et les médicaments destinés au  
 « traitement du diabète, de l'asthme, des maladies cardio-  
 « vasculaires et de la maladie du syndrome immunodéficitaire  
 « acquis (SIDA) ;  
 « 38° – les biens mobiliers ou immobiliers .....  
 « .....  
 « 42° – les engins, équipements.....  
 « ..... de la Défense Nationale ;  
 « 43° – les biens, matériels, marchandises et services acquis  
 « par la Fondation Mohammed VI pour la promotion des œuvres  
 « sociales des préposés religieux créée par le dahir n° 1-09-200  
 « du 8 rabii I 1431 (23 février 2010), conformément aux  
 « missions qui lui sont dévolues.  
 « Article 124. – Modalités d'exonérations  
 « I. – Les exonérations prévues aux articles 91 (I- E- 2°),  
 « 92 (I- 3°, 6°, ..... 43°, 44° et II), 123 (22°- a)  
 « .....39°, 41° et 43°) ci-dessus.....  
*(la suite sans modification.)*  
 « Article 129. – Exonérations  
 « Sont exonérés des droits d'enregistrement :  
 « I. – .....  
 « .....  
 « .....  
 « IV. – Actes relatifs à l'investissement :  
 « 1° – .....  
 « .....  
 « 5° – les actes..... la loi n° 19-94 précitée.  
 « Bénéficiaire également de l'exonération, les acquisitions  
 « par les entreprises installées dans les zones franches  
 « d'exportation de terrains nécessaires à la réalisation de leur  
 « projet d'investissement ;  
 « 6° – .....  
 « 7° – le transfert à la société.....  
 « ..... décret-loi n° 2-02-644 précité.  
 « L'Agence spéciale.....  
 « ..... bénéficiaire des exonérations prévues au 5°  
 « ci-dessus ;  
 « 8° – les opérations.....  
*(la suite sans modification.)*  
 « Article 130. – Conditions d'exonération  
 « I. – .....  
 « .....  
 « V. – (abrogé)  
 « VI. – .....  
*(la suite sans modification.)*

« Article 133. – Droits proportionnels

« I. – Taux applicables

« A. – Sont soumis au taux de 6% :

« .....

« .....

« B. – Sont soumis au taux de 3% :

« 1° – les cessions de parts .....

« ..... l'apport desdits biens ;

« 2° – les cessions et transferts de rentes .....

« à titre onéreux ;

« 3° – (abrogé)

« 4° – (abrogé)

« 5° – les adjudications, ventes, reventes .....

« biens meubles ;

« 6° – les titres constitutifs de propriété .....

« l'article 127 (I-C-2°) ci-dessus ;

« 7° – la première vente de logements sociaux et de  
« logements à faible valeur immobilière tels que définis,  
« respectivement, aux articles 92 (I- 28°) ci-dessus et 247 (XII- A)  
« ci-dessous.

« C. – .....

« D. – .....

« E. – .....

« F. – Sont soumis au taux de 4% :

« 1° – l'acquisition de locaux construits, par des personnes  
« physiques ou morales autres que les établissements de crédit et  
« organismes assimilés, Bank Al-Maghib, la Caisse de dépôt et  
« de gestion et les sociétés d'assurances et de réassurance, que  
« ces locaux soient à usage d'habitation, commercial,  
« professionnel ou administratif.

« Bénéficiaire également du taux de 4 %, les terrains sur  
« lesquels sont édifiés les locaux précités, dans la limite de cinq (5)  
« fois la superficie couverte ;

« 2° – l'acquisition, à titre onéreux, de terrains nus ou  
« comportant des constructions destinées à être démolies et  
« réservés à la réalisation d'opérations de lotissement ou de  
« construction de locaux à usage d'habitation, commercial,  
« professionnel ou administratif, sous réserve des conditions  
« prévues à l'article 134-I ci-après.

« Article 134. – Conditions d'application des taux réduits

« I. – Pour l'application du taux réduit de 4% prévu à  
« l'article 133 (I- F- 2°) ci-dessus, l'acte d'acquisition doit  
« comporter.....

(la suite sans modification.)

« Article 137. – Obligations des notaires, des adoul, des cadi  
« chargés du taoutiq et des secrétaires greffiers

« I. – Obligations des notaires

« Les notaires sont tenus..... la liquidation des droits.

« Les notaires ..... des droits.

« Les notaires doivent..... dans le délai  
« prescrit, au vu d'une expédition qu'ils établissent à cet effet.

« Toutefois, les insuffisances de perception.....

(la suite sans modification.)

« Article 191. – Sanctions pour infraction aux dispositions  
« relatives au droit de contrôle et aux programmes de logements  
« sociaux ou de cités universitaires.

« I. – .....

« II. – .....

« III. – .....

« IV. – ..... montant précité.

« V. – Une amende de 15% du montant de l'impôt sur  
« les sociétés ou de l'impôt sur le revenu est applicable aux  
« bailleurs qui n'ont pas respecté les conditions prévues à  
« l'article 247-XVI-B bis ci-dessous, assortie des sanctions pour  
« paiement tardif prévues à l'article 208 ci-dessous. »

« Article 205. – Sanctions pour non respect des conditions  
« d'exonération ou de réduction des droits d'enregistrement

« I. – Une majoration de 15% est.....

« ..... de construction visés à l'article 133 (I- F- 2°)  
« ci-dessus.

« Cette majoration.....

« II. – .....

« .....

« III. – Les droits d'enregistrement sont liquidés au plein  
« tarif prévu à l'article 133- I- A ci-dessus, augmentés d'une  
« majoration de 15% de leur montant, de la pénalité et de la  
« majoration de retard prévues à l'article 208 ci-dessous en cas  
« de rétrocession des terrains ou immeubles visés à l'article 129  
« (IV- 6°- 2° alinéa) ci-dessus avant l'expiration de la dixième  
« année suivant la date de l'obtention de l'agrément, sauf si la  
« rétrocession est réalisée au profit d'une banque offshore ou  
« société holding offshore.

« IV. – .....

(la suite sans modification.)

« Article 207. – Sanctions applicables aux notaires

« Une amende de cent (100) dirhams..... cette quittance.

« Une amende de deux cent cinquante (250) dirhams par  
« infraction est applicable au notaire qui délivre une grosse, copie  
« ou expédition pour tout acte qui n'a pas été préalablement  
« enregistré.

« Les notaires sont.....

(la suite sans modification.)

« Article 220. – Procédure normale de rectification des  
« impositions

« I. – .....

« .....

« .....

« IV. – Les décisions de la commission locale .....

« ..... exposé des arguments invoqués.

« Le recours du contribuable..... suivant la date  
« de la notification aux parties susvisées de la décision de la  
« commission locale de taxation.

« Le défaut de recours.....

(la suite sans modification.)

« Article 225. – II. – D. – La commission peut s'adjoindre,  
« ..... ou égal à cinquante mille  
« (50.000) dirhams.

« Les décisions des commissions locales de taxation.....  
« ..... peuvent être contestées par  
« l'administration et le contribuable, par voie judiciaire, dans les  
« conditions et les délais prévus à l'article 242 ci-dessous. »

« Article 232. – VIII. – Par dérogation aux dispositions  
« relatives aux délais de prescription visés ci-dessus :

« 1° – .....

« .....

« .....

« 11° – sont immédiatement exigibles ..... a expiré.

« 12° – sont immédiatement exigibles, le montant de  
« l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, la pénalité  
« et les sanctions pour paiement tardif prévues à l'article 191-V  
« susvisé, dont sont redevables les bailleurs contrevenants visés à  
« l'article 247-XVI-B *bis* ci-dessous, même si le délai de  
« prescription a expiré. »

« Article 242. – Procédure judiciaire suite au contrôle fiscal

« Les décisions définitives.....  
« ..... peuvent être contestées par  
« l'administration et le contribuable, par voie judiciaire, dans le  
« délai de soixante (60) jours suivant la date de notification des  
« décisions desdites commissions.

« L'administration et le contribuable peuvent également .....  
« ..... ou de fait.

« Les rectifications des impositions.....

*(la suite sans modification.)*

« Article 247. – Dates d'effet et dispositions transitoires

« I. – .....

« .....

« .....

« .....

« .....

« XII. – A. – Les promoteurs immobiliers .....

« ..... droits d'enregistrement.

« On entend par logement à faible valeur immobilière, toute  
« unité d'habitation dont la superficie couverte est de cinquante (50)  
« à soixante (60) mètre carré et dont le prix de la première vente  
« ne doit pas excéder cent quarante mille (140.000) dirhams.

« Peuvent bénéficier .....  
« à réaliser un programme de construction intégré de deux cents  
« (200) logements en milieu urbain et/ou cinquante (50) logements  
« en milieu rural, compte tenu des critères retenus ci-dessus.

« Ces logements doivent être destinés, à titre d'habitation  
« principale, aux citoyens dont le revenu mensuel ne dépasse  
« pas deux (2) fois le salaire minimum interprofessionnel garanti  
« ou son équivalent, à condition qu'ils ne soient pas propriétaires  
« d'un logement dans la commune considérée.

« Lesdits logements doivent être réalisés conformément à la  
« législation et la réglementation en vigueur en matière  
« d'urbanisme.

« Ce programme de construction .....

« XIII. – .....

« XIV. – .....

« XV. – ..... à l'article 221 ci-dessus.

« XVI. – A. – Les avantages accordés aux promoteurs immobiliers

« Les promoteurs immobiliers .....

« .....

« ..... d'enregistrement et de timbre.

« Ne peuvent bénéficier de ces exonérations .....

« ..... autorisation de construire.

« Toutefois, les promoteurs immobiliers précités peuvent  
« céder au prix de vente prévu à l'article 92-I-28° ci-dessus avec  
« application de la taxe sur la valeur ajoutée, au plus 10% des  
« logements sociaux construits, aux fins de location à des bailleurs  
« personnes morales ou personnes physiques relevant du régime de  
« résultat net réel dans les conditions prévues au B *bis* ci-dessous.

« Les promoteurs immobiliers .....

« ..... aux articles 20 et 82 ou 85 et 150 ci-dessus :

« – un exemplaire ..... la première année ;

« – un état du nombre ..... du chiffre d'affaires  
« y afférent ;

« – un état faisant ressortir, le cas échéant, le nombre de  
« logements cédés aux bailleurs visés ci-dessus aux fins de  
« location et le montant du chiffre d'affaires y afférent ;

« – un état faisant ressortir ..... la construction  
« desdits logements.

« A défaut ..... y afférentes.

« B. – .....

« B *bis*. – Avantages accordés aux bailleurs de logements sociaux

« Les bailleurs, personnes morales ou personnes physiques,  
« visés au A-3° alinéa ci-dessus qui concluent une convention  
« avec l'Etat ayant pour objet l'acquisition d'au moins vingt cinq (25)  
« logements sociaux, en vue de les affecter pendant une durée  
« minimale de huit (8) ans à la location à usage d'habitation  
« principale, bénéficient pour une période maximum de vingt (20) ans  
« à partir de l'année du premier contrat de location de :

« – l'exonération de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt  
« sur le revenu au titre de leurs revenus professionnels  
« afférents à ladite location ;

« – l'exonération de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt  
« sur le revenu au titre de la plus-value réalisée en cas de  
« cession des logements précités au-delà de la période de  
« huit (8) ans susvisée.

« Ces logements doivent être acquis dans un délai  
« n'excédant pas douze (12) mois à compter de la date de la  
« signature de ladite convention et mis en location dans un délai  
« n'excédant pas six (6) mois à compter de la date d'acquisition  
« desdits logements.

« Nonobstant toutes dispositions contraires, le montant du  
« loyer est fixé au maximum à mille deux cents (1.200) dirhams.

« Le locataire est tenu de fournir au bailleur une attestation « délivrée par l'administration fiscale justifiant qu'il n'est pas « assujetti dans la commune considérée à l'impôt sur le revenu « au titre des revenus fonciers, à la taxe d'habitation et à la taxe « de services communaux assise sur les immeubles soumis à la « taxe d'habitation.

« En cas de non respect de ces conditions, la convention « précitée est réputée nulle.

« Pour bénéficier des exonérations précitées, les bailleurs « susvisés sont tenus de tenir une comptabilité séparée pour « l'activité de location et joindre à la déclaration prévue selon le « cas, aux articles 20 et 82 ou 85 et 150 ci-dessus :

« – un exemplaire de la convention et du cahier des charges, « en ce qui concerne la première année ;

« – un état faisant ressortir le nombre de logements mis en « location et la durée de la location par unité de logement « ainsi que le montant du chiffre d'affaires y afférent.

« A défaut d'affectation de tout ou partie desdits logements « à la location dans les conditions précitées, un ordre de recettes « est émis pour le recouvrement de l'impôt sur les sociétés ou de « l'impôt sur le revenu, sans avoir recours à la procédure de « rectification des bases d'imposition et sans préjudice de « l'application des amendes, pénalités et majorations y afférentes.

« C. – Dates d'effet

« 1) .....

« .....

« .....

« 4) A titre transitoire..... (100) logements ;

« 5) Les dispositions du B *bis* ci-dessus sont applicables « aux bailleurs précités ayant conclu une convention avec l'Etat « au cours de la période allant de la date de publication au « *Bulletin officiel* de la loi de finances n° 22-12 pour l'année « budgétaire 2012 jusqu'au 31 décembre 2020.

« 6) Les dispositions relatives à la cession aux bailleurs des « logements sociaux visés au 3° alinéa du A ci-dessus « s'appliquent aux conventions signées par les promoteurs « immobiliers avec l'Etat à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010.

« XVII. – Les personnes physiques ..... « dans l'indivision, au 31 décembre 2011, une activité professionnelle « ..... « ..... « ..... qu'elles créent entre le 1<sup>er</sup> janvier « et le 31 décembre 2012 dans les conditions suivantes :

« – .....

« – le dit apport doit être effectué à compter de la date de la « publication de la loi de finances précitée n° 22-12 au « *Bulletin officiel* jusqu'au 31 décembre 2012.

« En outre, ..... « ..... de 1000 DH.

« Le bénéficiaire ..... « ..... dans un délai de soixante (60) jours « suivant la date de l'acte d'apport ..... « ..... prévues à l'article 221 ci-dessus.

« XVIII. – .....

« XIX. – .....

« XX. – Les dispositions de l'article 7-V de la loi de « finances..... « ..... hors taxe sur la valeur ajoutée.

« XXI. – Sont exonérés de tous impôts et taxes :

« – les biens meubles et immeubles des partis politiques « nécessaires à l'exercice de leur activité ;

« – les transferts par des personnes physiques, à titre gratuit, « de leurs fonds et biens immatriculés en leurs noms à la « propriété desdits partis.

« L'exonération précitée s'applique aux opérations de transfert « visées ci-dessus, dans les deux ans suivant la date de publication « de la loi de finances n° 22-12 pour l'année budgétaire 2012, « conformément aux dispositions du 3° alinéa de l'article 31 de la « loi organique n° 29-11 relative aux partis politiques, promulguée « par le dahir n° 1-11-166 du 24 kaada 1432 (22 octobre 2011).

« Les conditions et modalités d'application des dispositions « du présent paragraphe sont fixées par voie réglementaire. »

« Article 252. – II. – L. – Sont soumis à un droit fixe « comme suit :

« Lors de leur première immatriculation au Maroc, les « véhicules à moteur assujettis à la taxe spéciale annuelle sur les « véhicules automobiles :

| PUISSANCE FISCALE      |                     |                  |                   |                               |
|------------------------|---------------------|------------------|-------------------|-------------------------------|
| Catégorie de véhicules | Inférieure à 8 C.V. | de 8 à 10 C.V.   | de 11 à 14 C.V.   | Supérieure ou égale à 15 C.V. |
| Montant                | (en DH)<br>2.500    | (en DH)<br>4.500 | (en DH)<br>10.000 | (en DH)<br>20.000             |

« Article 260. – Exonérations

« Sont exonérés de la taxe :

« 1° – .....

« .....

« .....

« 11° – .....

« 12° – les véhicules de collection, tels que définis par « l'article 81 de la loi n° 52-05 portant code de la route, promulguée « par le dahir n° 1-10-07 du 26 safar 1431 (11 février 2010) ;

« 13° – les véhicules ci-après, .....

(la suite sans modification.)

« Article 262. – Tarif

« Le tarif de la taxe est fixé comme indiqué ci-après :

| CATEGORIE<br>DE VEHICULES    | PUISSANCE FISCALE      |                |                    |                                  |
|------------------------------|------------------------|----------------|--------------------|----------------------------------|
|                              | Inférieure<br>à 8 C.V. | de 8 à 10 C.V. | de 11 à 14<br>C.V. | Supérieure ou<br>égale à 15 C.V. |
| Véhicules<br>à essence       | (en DH)<br>350         | (en DH)<br>650 | (en DH)<br>3.000   | (en DH)<br>8.000                 |
| Véhicules<br>à moteur gasoil | 700                    | 1.500          | 6.000              | 20.000                           |

« Toutefois, sont passibles de la taxe.....  
(la suite sans modification.)

II. – Le code général des impôts précité est complété par l'article 198 bis ci-après :

« Article 198 bis. – Sanction pour défaut de présentation de « l'état explicatif de l'origine du déficit ou du résultat nul déclaré

« Lorsque le contribuable ne produit pas l'état explicatif de « l'origine du déficit ou du résultat nul déclaré prévu aux « articles 20- IV et 82-IV ci-dessus, il est invité par lettre, dans « les formes prévues à l'article 219 ci-dessous, à déposer ledit « état dans un délai de quinze (15) jours suivant la date de « réception de ladite lettre.

« A défaut de présentation de l'état susvisé dans le délai « précité, l'administration informe le contribuable par lettre, dans « les formes prévues à l'article 219 ci-dessous, de l'application « d'une amende de deux mille (2.000) dirhams.

« Cette amende est émise par voie de rôle. »

III. – Dates d'effet

1 – Les dispositions de l'article 20 du code général des impôts, telles que complétées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux déclarations du résultat fiscal déposées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

2 – Les dispositions de l'article 57-18° du code général des impôts, telles que modifiées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux prix littéraires et artistiques acquis à compter de la date de publication de la présente loi de finances au *Bulletin officiel*.

3. Les dispositions de l'article 60-III du code général des impôts, telles que modifiées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux salaires versés à compter de la date de publication de la présente loi de finances au *Bulletin officiel*.

4. Les dispositions de l'article 63-II du code général des impôts, telles que modifiées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux cessions réalisées à compter de la date de publication de la présente loi de finances au *Bulletin officiel*.

5. Les dispositions de l'article 65-II du code général des impôts, telles que modifiées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux cessions réalisées à compter de la date de publication de la présente loi de finances au *Bulletin officiel*.

6. Les dispositions de l'article 70 du code général des impôts, telles que modifiées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux cessions réalisées à compter de la date de publication de la présente loi de finances au *Bulletin officiel*.

7 – Les dispositions de l'article 82 du code général des impôts, telles que complétées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux déclarations annuelles du revenu global déposées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

8 – Les dispositions des articles 133 et 137 du code général des impôts, telles que modifiées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux actes et conventions conclus à compter de la date de publication de la présente loi de finances au *Bulletin officiel*.

9 – Les dispositions de l'article 252 (II- L) du code général des impôts, telles que modifiées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables à compter de la date de publication de la présente loi de finances au *Bulletin officiel*.

10 – Les dispositions des articles 260 et 262 du code général des impôts, telles que modifiées et complétées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

11 – Par modification des dispositions de l'article 7 (VI- 2 et 5) de la loi de finances n° 40-08 pour l'année budgétaire 2009 promulguée par le dahir n° 1-08-147 du 2 moharrem 1430 (30 décembre 2008), les dispositions des articles 28- III et 57-10° du code général des impôts sont applicables aux prestations servies à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

12 – Par modification des dispositions de l'article 7 (II- 14) de la loi de finances n° 48-09 pour l'année budgétaire 2010, les dispositions des articles 6 (I - A - 27°) et 31 (I-A-2°) du code général des impôts relatives à l'exonération des entreprises installées dans la zone franche du port de Tanger de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu, demeurent applicables du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 31 décembre 2013.

*Remboursement par anticipation des bons d'équipement sur réserve d'investissement*

Article 8

Seront remboursés par anticipation, en principal et intérêts, les bons d'équipement visés au paragraphe III de l'article 37 du décret Royal n° 1010-65 du 8 ramadan 1385 (31 décembre 1965) portant loi de finances pour l'année 1966, émis et non échus à la date de publication de la présente loi de finances au *Bulletin officiel*, à condition que ces bons ne soient pas atteints par la prescription prévue par la législation en vigueur.

*Contribution pour l'appui à la cohésion sociale*

Article 9

Il est institué, à compter de la date de publication de la présente loi de finances au *Bulletin officiel*, au titre de l'année 2012, une contribution pour l'appui à la cohésion sociale, mise à la charge des sociétés telles que définies au paragraphe III de l'article 2 du code général des impôts.

Cette contribution est calculée sur la base du montant du bénéfice net de l'exercice comptable déclaré au titre de l'impôt sur les sociétés en 2012 selon le tableau ci-après :

| MONTANT DU BENEFICE NET<br>(en dirham)   | TAUX DE LA CONTRIBUTION |
|--|-------------------------|
| de 50 millions à moins de 100 millions.. | 1,5 %                   |
| de 100 millions et au dessus.....        | 2,5 %                   |

Le montant de ladite contribution doit être payé spontanément par les sociétés susvisées auprès du receveur de l'administration fiscale du lieu de leur siège selon les délais suivants :

- avant le 1<sup>er</sup> août 2012, pour les sociétés qui adressent leur déclaration prévue au § 1 de l'article 20 du code général des impôts entre le 1<sup>er</sup> janvier 2012 et le 30 juin 2012 ;
- avant le 1<sup>er</sup> janvier 2013, pour les sociétés qui adressent leur déclaration prévue au § 1 de l'article 20 du code général des impôts entre le 1<sup>er</sup> juillet 2012 et le 31 décembre 2012 ;

Ces paiements doivent être accompagnés d'une déclaration précisant le montant du bénéfice net déclaré et le montant de la contribution y afférente.

Est applicable l'amende prévue à l'article 184 du code général des impôts, pour tout défaut de déclaration, pour tout retard dans le dépôt de cette déclaration ou dans le paiement de la contribution y afférente et pour toute déclaration incomplète.

A défaut de versement spontané du montant de la contribution ou de diminution dans le montant payé, la contribution est recouvrée au vu d'un titre de recettes émis par le ministre chargé des finances ou la personne déléguée par lui, assortie de l'amende citée à l'alinéa précédent ainsi que la majoration de retard prévue à l'article 208 du code général des impôts.

#### *Taxe spéciale sur le ciment*

##### Article 10

Les dispositions du paragraphe II de l'article 12 de la loi de finances n° 44-01 pour l'année budgétaire 2002, promulguée par le dahir n° 1-01-346 du 15 chaoual 1422 (31 décembre 2001), tel qu'il a été modifié par l'article 18 de la loi de finances n° 48-03 pour l'année budgétaire 2004, promulguée par le dahir n° 1-03-308 du 7 kaada 1424 (31 décembre 2003), sont modifiées comme suit :

« Article 12. – II. – Le taux de cette taxe est fixé à 0,15 dirham « par kilogramme de ciment. »

#### *Taxe pour la promotion du paysage audiovisuel national*

##### Article 10 bis

A compter de la date de publication de la présente loi de finances au « Bulletin Officiel », les dispositions du paragraphe II de l'article 16 de la loi de finances n° 8-96 pour l'année budgétaire 1996-1997, promulguée par le dahir n° 1-96-77 du 12 safar 1417 (29 juin 1996), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 16. – II – Le taux de la taxe .....

« .....  
« ..... facturation d'un mois.

« Tout abonné dont la consommation facturée pour une « période d'un mois est inférieure ou égale à 200 kilowattheures « est exonéré.

« Cette taxe ne s'applique pas aux ménages à faible revenu « disposant d'un compteur commun. Les modalités d'application « de cette exonération sont fixées par voie réglementaire.

« La taxe n'est pas applicable aux bénéficiaires du « programme d'électrification rurale global. »

#### *Modification des exonérations en faveur du logement social*

##### Article 11

I.- Les dispositions de l'article 7 bis de la loi de finances n° 48-09 pour l'année budgétaire 2010, promulguée par le dahir n° 1-09-243 du 13 moharrem 1431 (30 décembre 2009), sont modifiées comme suit :

« Article 7 bis. – Sont exonérés des droits d'inscription.....  
« .....

*(la suite sans modification.)*

II.- Demeure en vigueur, l'exonération de la taxe spéciale sur le ciment accordée en vertu de l'article 7 bis de la loi de finances n° 48-09 susvisée pour les conventions conclues entre l'Etat et les promoteurs immobiliers avant la date de publication de la présente loi de finances au *Bulletin officiel*.

#### II. – RESSOURCES AFFECTEES

##### *Affectation de ressources aux régions*

##### Article 12

En application des dispositions du premier alinéa de l'article 66 de la loi n° 47-96 relative à l'organisation de la région, il est affecté aux régions, au titre de l'année budgétaire 2012, 1% du produit de l'impôt sur les sociétés.

##### Article 13

En application des dispositions du premier alinéa de l'article 66 de la loi n° 47-96 relative à l'organisation de la région, il est affecté aux régions, au titre de l'année budgétaire 2012, 1 % du produit de l'impôt sur le revenu.

##### *Confirmation des affectations résultant des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome et des comptes spéciaux du Trésor*

##### Article 14

Sous réserve des dispositions de la présente loi de finances, les affectations résultant des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome et des comptes spéciaux du Trésor ouverts à la date du 31 décembre 2011 sont confirmées pour l'année budgétaire 2012.

#### SERVICES DE L'ETAT GÉRÉS DE MANIÈRE AUTONOME

##### *Création de services de l'Etat gérés de manière autonome*

##### Article 15

Sont créés, en tant que services de l'Etat gérés de manière autonome :

- un service de l'Etat géré de manière autonome intitulé « Centre médico-chirurgical des Forces Armées Royales à Es-smara », rattaché à l'administration de la défense nationale ;
- un service de l'Etat géré de manière autonome intitulé « Unité de fabrication de masques de la Gendarmerie Royale », rattaché à l'administration de la défense nationale ;
- un service de l'Etat géré de manière autonome intitulé « Institut supérieur des métiers de l'audiovisuel et du cinéma », rattaché au ministère chargé de la communication.

*Modification du service de l'Etat géré de manière autonome intitulé « Centre de qualification professionnelle des arts traditionnels de Meknès »*

Article 16

L'intitulé du service de l'Etat géré de manière autonome « Centre de qualification professionnelle des arts traditionnels de Meknès » rattaché au ministère chargé de l'artisanat est modifié comme suit :

« Institut des arts traditionnels de Meknès. »

*Suppression du service de l'Etat géré de manière autonome intitulé « Division des accidents du travail »*

Article 17

I. – Les dispositions de l'article 16 de la loi de finances n° 43-06 pour l'année budgétaire 2007, tel qu'il a été abrogé et remplacé, sont modifiées comme suit :

« Article 16.-I.– Le service de l'Etat géré de manière autonome « intitulé « Division des accidents du travail », sera supprimé à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2013.

« II – A compter .....

« .....

« ..... par voie réglementaire. »

II.– Avant la date visée à l'article 16 de la loi de finances précitée n° 43-06, tel qu'il a été modifié par le § I ci-dessus, le personnel en exercice à la « Division des accidents du travail » est, soit réaffecté à une autre administration publique conformément aux dispositions de l'article 38 *bis* du dahir n°1-58-008 du 4 chaabane 1377 (24 février 1958) portant statut général de la fonction publique, tel qu'il a été modifié et complété notamment par la loi n°50-05, soit admis à bénéficier du départ volontaire à la retraite dans les conditions fixées par voie réglementaire.

COMPTES SPECIAUX DU TRÉSOR

*Création d'un compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds d'appui à la cohésion sociale »*

Article 18

I.– En vue de permettre la comptabilisation des opérations afférentes à l'appui à la cohésion sociale, il est créé un compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds d'appui à la cohésion sociale » dont le ministre chargé des finances est ordonnateur.

II. – Ce compte retracera :

*Au crédit :*

- la contribution pour l'appui à la cohésion sociale mise à la charge des sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés, instituée par l'article 9 de la loi de finances n° 22-12 pour l'année budgétaire 2012 ;
- 1,6 % du prix de vente public hors taxe sur la valeur ajoutée servant au calcul de la quotité de la taxe intérieure de consommation sur les cigarettes prévue par le tableau G de l'article 9 du dahir portant loi précité n° 1-77-340 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977) ;
- les dotations du budget général ;
- les contributions des collectivités territoriales ;

- les contributions des établissements publics ;
- toutes autres ressources pouvant être affectées audit fonds, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur ou dans un cadre conventionnel ;
- les dons et legs ;
- les recettes diverses.

*Au débit :*

- la contribution au financement des dépenses afférentes à la mise en œuvre du régime d'assistance médicale (RAMED) ;
- la contribution au financement, dans un cadre conventionnel, de l'assistance aux personnes à besoin spécifique, notamment, celle consistant à :
  - l'acquisition d'appareillages spécifiques et autres aides techniques ;
  - l'amélioration des conditions de scolarisation des enfants à besoin spécifique ;
  - l'incitation à l'insertion professionnelle et à la promotion d'activités génératrices de revenu ;
  - la contribution à la mise en place et au fonctionnement des structures d'accueil ;
- les dépenses relatives à la contribution, dans un cadre conventionnel, à la lutte contre l'abandon scolaire notamment, celles consistant en l'octroi de manuels et de fournitures scolaires et d'aides financières directes au profit des élèves scolarisés issus de familles démunies.

*Création d'un compte de prêts intitulé « Prêts à la société de financement « Jaïda » »*

Article 19

I. – En vue de permettre la comptabilisation des opérations afférentes aux prêts du Trésor accordés à la société de financement « Jaïda », il est créé un compte de prêts intitulé « Prêts à la société de financement « Jaïda » », dont le ministre chargé des finances est ordonnateur.

II. – Ce compte retracera :

*Au crédit :*

- les remboursements effectués par la société « Jaïda » sur ces prêts.

*Au débit :*

- les sommes mises à la disposition de ladite société au titre de ces prêts.

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national pour l'action culturelle »*

Article 19 bis

Les dispositions de l'article 33 de la loi de finances pour l'année 1983 n° 24-82, promulguée par le dahir n° 1-82-332 du 15 rabii I 1403 (31 décembre 1982), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 33.–I. – En vue de .....

« II. – Ce compte retracera :

« *Au débit :*

« .....

« .....

« .....

« – les dépenses afférentes au soutien de la chanson  
« marocaine et dont les modalités de paiement seront  
« fixées par voie réglementaire ;

« – les dépenses afférentes à l'octroi de prix, de  
« récompenses et hommages rendus aux professionnels de  
« la musique, du théâtre, de la chanson marocaine et des  
« artistes plasticiens et dont les modalités de paiement  
« sont fixées par voie réglementaire ;

« – les dépenses afférentes au soutien des arts plastiques et  
« dont les modalités de paiement sont fixées par voie  
« réglementaire.

« *Au crédit :*

« .....

(la suite sans modification.)

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé  
« Fonds pour le développement rural »*

#### Article 20

L'intitulé du compte d'affectation spéciale « Fonds pour le développement rural » et les dispositions de l'article 44 de la loi de finances pour l'année 1994 n° 32-93, promulguée par le dahir n° 1-94-123 du 14 ramadan 1414 (25 février 1994), tel qu'il a été modifié et complété par l'article 33 de la loi de finances n° 25-00 pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2000, promulguée par le dahir n° 1-00-241 du 25 rabii I 1421 (28 juin 2000), sont modifiés et complétés comme suit :

« Fonds pour le développement rural et des zones de montagne ».

« Article 44.–I.– En vue .....  
« afférentes au développement rural et des zones de montagne, il  
« est créé un compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds pour  
« le développement rural et des zones de montagne » dont le  
« Chef du gouvernement est ordonnateur.

« L'ordonnateur peut instituer .....  
« des dépenses imputées sur ledit compte.

« L'engagement des dépenses .....  
« ..... pour  
« le développement rural et des zones de montagne agréé par  
« le gouvernement.

« II.– Ce compte retracera :

« *Au crédit :*

« .....

« .....

« *Au débit :*

« – les dépenses ..... rural et des zones de montagne ;

« – les versements .....

« ..... rural intégré et des zones de montagne ;

« – les versements ..... rural intégré et des zones  
« de montagne.»

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé  
« Fonds de soutien à l'initiative nationale  
pour le développement humain »*

#### Article 21

Les dispositions de l'article premier du décret n° 2-05-1016 du 12 joumada II 1426 (19 juillet 2005) portant création d'un compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain », tel qu'il a été ratifié par l'article 47 de la loi de finances n° 35-05 pour l'année budgétaire 2006, promulguée par le dahir n° 1-05-197 du 24 kaada 1426 (26 décembre 2005), sont modifiées et complétées comme suit :

« *Article premier.* – I. – En vue de permettre la comptabilisation  
« des opérations afférentes aux actions et programmes mentionnés  
« ci-après et entrepris dans le cadre de l'initiative nationale pour  
« le développement humain, il est créé un compte d'affectation  
« spéciale intitulé « Fonds de soutien à l'initiative nationale  
« pour le développement humain » dont le Chef du gouvernement  
« est ordonnateur :

« – programme ..... en milieu rural ;

« – programme ..... en milieu urbain ;

« – programme ..... la précarité ;

« – programme transversal ;

« – programme de mise à niveau territoriale ;

« – soutien ..... pour le développement humain.

« Le Chef du gouvernement peut instituer les ministres  
« chargés respectivement de l'Intérieur et du développement  
« social ainsi que les walis et gouverneurs, sous-ordonnateurs  
« dudit compte et les habiliter à désigner des sous-ordonnateurs  
« suppléants dans les formes prévues par la réglementation en  
« vigueur sur la comptabilité publique. Ces sous-ordonnateurs  
« ainsi que leurs suppléants sont sous-ordonnateurs des recettes  
« et des dépenses dudit fonds.

« II. – Ce compte retracera :

« .....

(la suite sans modification.)

*Modification du compte d'affectation spéciale  
intitulé « Fonds spécial pour le soutien des juridictions »*

#### Article 22

Les dispositions de l'article 22 de la loi de finances n° 43-10 pour l'année budgétaire 2011, promulguée par le dahir n° 1-10-200 du 23 moharrem 1432 (29 décembre 2010), sont modifiées et complétées comme suit :

« *Article 22.* – I. – En vue de permettre .....

« .....



« II. – Ce compte retracera :

« *Au crédit :*

« .....

« .....

« *Au débit :*

« – frais d'études ;

« – frais de construction,..... des juridictions ;

« – frais de construction, d'extension, de rénovation et de  
« réaménagement des bâtiments de formation ;

« – frais des équipements.....

*(la suite sans modification.)*

*Modification du compte d'affectation spéciale  
intitulé « Fonds d'entraide familiale »*

#### Article 23

Les dispositions de l'article 19 de la loi de finances n° 43-10 pour l'année budgétaire 2011, promulguée par le dahir n° 1-10-200 du 23 moharrem 1432 (29 décembre 2010), sont modifiées et complétées comme suit :

« *Article 19.* – I. – En application des dispositions .....

« .....

« .....

« II. – Ce compte retracera :

« *Au crédit :*

« .....

« .....

« *Au débit :*

« – les versements à l'organisme de droit public chargé de  
« la gestion des opérations du fonds, des montants  
« afférents aux avances au titre de la pension alimentaire  
« au profit de la mère démunie divorcée et ses enfants  
« conformément aux dispositions de la loi n° 41-10 fixant  
« les conditions et procédures pour bénéficier des prestations  
« du Fonds d'entraide familiale, promulguée par le dahir  
« n° 1-10-191 du 7 moharrem 1432 (13 décembre 2010)  
« et des textes pris pour son application ;

« – les versements au profit de l'organisme précité des frais  
« de gestion desdites opérations ;

« – les restitutions des sommes indûment imputées au  
« compte. »

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé  
« Fonds pour la promotion du paysage  
audiovisuel national »*

#### Article 24

Les dispositions de l'article 44 de la loi de finances n° 8-96 pour l'année budgétaire 1996-1997, promulguée par le dahir n° 1-96-77 du 12 safar 1417 (29 juin 1996), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« *Article 44.* – Afin de permettre .....

« .....

« .....

« Ce compte retracera

« *Au crédit :*

« .....

« .....

« – les sommes restant dues ..... au titre du recouvrement  
« de la contribution au profit de la R.T.M ;

« – les sommes restituées ;

« – les recettes diverses.

« *Au débit :*

« .....

« .....

« – les dépenses relatives aux études générales et aux  
« campagnes de communication ;

« – les dépenses afférentes aux opérations suivantes, selon les  
« conditions et procédures fixées par voie réglementaire :

« \* soutien aux sociétés de production d'œuvres  
« audiovisuelles et du cinéma ;

« \* aides à la numérisation, la modernisation et la  
« construction des salles de cinéma ;

« \* aides aux festivals de cinéma ;

« – la restitution ..... imputées  
« au compte. »

*Modification du compte d'affectation spéciale  
intitulé « Fonds de emploi domanial »*

#### Article 25

Les dispositions de l'article 50 du dahir portant loi de finances pour l'année 1976, n° 1-75-464 du 23 hija 1395 (26 décembre 1975), tel qu'il a été complété par l'article 53 du dahir n° 1-92-280 du 4 rejev 1413 (29 décembre 1992) portant loi de finances pour l'année 1993, et par l'article 47 de la loi de finances pour l'année 1994 n° 32-93, promulguée par le dahir n° 1-94-123 du 14 ramadan 1414 (25 février 1994), sont modifiées comme suit :

« *Article 50.* – I. – Le compte ..... et  
« des établissements publics.

∴ « II. – Ce compte retracera :

« *Au crédit :*

« – .....

« – .....

« – les produits provenant ..... en déshérence ;

« – les recettes diverses.

« *Au débit :*

« .....

*(la suite sans modification.)*

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé  
« Fonds spécial de surveillance et de contrôle  
des assureurs et des sociétés d'assurances »*

Article 26

L'intitulé du compte d'affectation spéciale « Fonds spécial de surveillance et de contrôle des assureurs et des sociétés d'assurances », ouvert par l'article 28 de la loi de finances pour l'année 1964 n° 1-64 du 20 kaada 1383 (3 avril 1964), tel qu'il a été modifié par l'article 34 de la loi de finances pour l'année 1966, promulguée par le décret Royal n° 1010-65 du 8 ramadan 1385 (31 décembre 1965), est modifié comme suit :

« Fonds de rémunération des services rendus par le « ministère chargé des finances au titre des frais de surveillance et de contrôle des entreprises d'assurances et de réassurance. »

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé  
« Fonds de solidarité des assurances »*

Article 27

Les dispositions de l'article 39 du dahir portant loi n° 1-84-7 du 6 rabii II 1404 (10 janvier 1984) édictant des mesures d'ordre financier en attendant la promulgation de la loi de finances pour l'année 1984, tel qu'il a été abrogé et remplacé par l'article 30 bis de la loi de finances n° 45-02 pour l'année budgétaire 2003, promulguée par le dahir n° 1-02-362 du 26 chaoual 1423 (31 décembre 2002), et modifié et complété par l'article 48 de la loi de finances n° 26-04 pour l'année budgétaire 2005, promulguée par le dahir n° 1-04-255 du 16 kaada 1425 (29 décembre 2004), et par l'article 29 de la loi de finances n° 35-05 pour l'année budgétaire 2006, promulguée par le dahir n° 1-05-197 du 24 kaada 1426 (26 décembre 2005), sont complétées comme suit :

« Article 39.- I. – En vue de permettre.....

« .....

« II. – Ce compte retracera :

« Au crédit :

« .....

« .....

« Au débit :

« .....

« .....

« – la restitution des montants ..... précitée ;

« – les versements au budget général ;

« – la participation au financement des actions du « groupement d'intérêt public dénommé « Institut national des conditions de vie au travail ». »

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé  
« Fonds solidarité habitat »*

Article 28

L'intitulé et les dispositions de l'article 24 de la loi de finances n° 44-01 pour l'année budgétaire 2002, promulguée par le dahir n° 1-01-346 du 15 chaoual 1422 (31 décembre 2001), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Fonds solidarité habitat et intégration urbaine. »

« Article 24.- I.- En vue de permettre la comptabilisation « des opérations afférentes aux projets d'habitat social et aux « actions et programmes de résorption de l'habitat insalubre, aux « opérations d'aménagement et d'équipement de terrains destinés « au développement de l'habitat social, aux opérations prévues « par le dahir portant loi n° 1-72-531 du 3 hija 1392 (8 janvier 1973) « relatif à l'intervention et à l'aide de l'Etat pour l'achat et « l'équipement de terrains destinés à l'habitat économique ainsi « qu'aux opérations afférentes à la politique de la ville, il est créé « un compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds solidarité « habitat et intégration urbaine » dont le ministre de l'habitat, de « l'urbanisme et de la politique de la ville est ordonnateur.

« II. – Ce compte retracera :

« Au crédit :

« .....

« Au débit :

« – les dépenses ..... d'habitat social ;

« – les dépenses, à concurrence de 65% du produit de la « taxe spéciale sur le ciment instituée par l'article 12 de la « loi de finances n° 44-01 pour l'année budgétaire 2002, « tel qu'il a été modifié et complété, afférentes aux « contributions de l'Etat au titre des actions et « programmes de résorption des bidonvilles y compris le « programme du sud ;

« – les dépenses ..... habitat insalubre ;

« .....

« .....

« – les versements..... agences urbaines ;

« – les dépenses afférentes aux contributions du ministère « de l'habitat, de l'urbanisme et de la politique de la ville « dans le cadre de programmes et projets intégrés visant « l'amélioration du cadre d'habitabilité, d'équipement et « de desserte en service dans les zones urbaines « défavorisées et ce, dans un cadre conventionnel ;

« – les restitutions des sommes perçues relatives à la taxe « spéciale sur le ciment au titre de l'exonération accordée « en faveur du logement social conformément à l'article 7 bis « de la loi de finances n° 48-09 pour l'année budgétaire 2010 « promulguée par le dahir n° 1-09-243 du 13 moharrem 1431 « (30 décembre 2009). »

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé  
« Fonds spécial pour le soutien  
des établissements pénitentiaires »*

Article 29

Les dispositions de l'article 23 de la loi de finances n° 43-10 pour l'année budgétaire 2011, promulguée par le dahir n° 1-10-200 du 23 moharrem 1432 (29 décembre 2010) sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 23. – I. – En vue de permettre .....

« ..... est ordonnateur.

« II. – Ce compte retracera :

« Au crédit :

« .....

« .....

« Au débit :

« – frais d'études ;

« – frais de construction, d'extension ..... des  
« établissements pénitentiaires ;

« – frais d'acquisition des équipements, des matériels et des  
« fournitures nécessaires aux établissements pénitentiaires ;

« – frais de réparation et d'entretien des équipements et du  
« matériel nécessaires aux établissements pénitentiaires ;

« – frais d'habillement .....

(la suite sans modification.)

TITRE II

**Dispositions relatives aux charges**

I. – BUDGET GENERAL

*Habilitation*

Article 30

I. – Conformément aux dispositions de l'article 43 de la loi organique n° 7-98 relative à la loi de finances, le gouvernement est autorisé, en cas de nécessité impérieuse d'intérêt national, à ouvrir pour la période allant de la date de publication de la présente loi de finances et jusqu'au 31 décembre 2012, par décrets, des crédits supplémentaires.

Les décrets visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du Parlement dans la plus prochaine loi de finances.

II. – Conformément aux dispositions de l'article 70 de la Constitution, est ratifié le décret ci-après, pris en vertu des dispositions de l'article 29 de la loi de finances n° 43-10 pour l'année budgétaire 2011 :

Le décret n° 2-11-499 du 7 chaoual 1432 (6 septembre 2011) portant ouverture de crédits supplémentaires au profit du budget de fonctionnement – charges communes –.

*Création d'emplois*

Article 31

Il est créé 26.204 emplois au titre du budget général pour l'année budgétaire 2012.

I. – 26.084 emplois au profit des ministères et institutions suivants :

| DEPARTEMENTS MINISTERIELS OU INSTITUTIONS   | NOMBRE D'EMPLOIS |
|---|------------------|
| Ministère de l'intérieur.....   | 8.880            |
| Ministère de l'éducation nationale.....   | 7.200            |
| Administration de la défense nationale.....   | 3.280            |
| Ministère de la santé.....  | 2.000            |
| Ministère de la justice et des libertés.....  | 1.000            |
| Ministère de l'économie et des finances.....  | 980              |
| Délégation générale à l'administration pénitentiaire et à la réinsertion.....                             | 800              |
| Ministère des Habous et des affaires islamiques.  | 500              |
| Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres.....    | 300              |
| Cour Royale.....  | 200              |
| Ministère des affaires étrangères et de la coopération..  | 100              |
| Ministère de l'équipement et du transport.....  | 100              |
| Ministère de l'agriculture et de la pêche maritime :  | 100              |
| – Agriculture.....  | 70               |
| – Pêche maritime .....  | 30               |
| Ministère de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement :                                       | 100              |
| – Eau.....  | 60               |
| – Energie et mines.....   | 30               |
| – Environnement.....  | 10               |
| Ministère de la jeunesse et des sports .....  | 80               |
| Chef du Gouvernement.....   | 50               |
| Juridictions financières.....   | 45               |
| Ministère du tourisme.....  | 20               |
| Ministère de l'artisanat.....   | 20               |
| Ministère de l'industrie, du commerce et des nouvelles technologies :                                     | 40               |
| – Industrie, commerce et nouvelles technologies.  | 20               |
| – Commerce extérieur.....   | 20               |
| Ministère de l'habitat, de l'urbanisme et de la politique de la ville :                                   | 40               |
| – Habitat.....  | 30               |
| – Urbanisme.....  | 10               |
| Haut commissariat aux eaux et forêts et à la lutte contre la désertification.....                         | 40               |
| Conseil économique et social.....   | 30               |
| Chambre des représentants.....  | 20               |
| Ministère de la communication.....  | 20               |
| Secrétariat général du gouvernement.....  | 20               |
| Ministère de la culture.....  | 20               |
| Haut commissariat aux anciens résistants et anciens membres de l'armée de libération.....                 | 20               |
| Délégation interministérielle aux droits de l'Homme..   | 20               |
| Haut commissariat au plan.....  | 20               |
| Ministère de la solidarité, de la femme, de la famille et du développement social .....                   | 20               |
| Ministère délégué auprès du Chef du gouvernement, chargé des marocains résidant à l'étranger.....         | 10               |
| Ministère chargé des relations avec le parlement et la société civile.....                                | 5                |
| Ministère délégué auprès du Chef du gouvernement, chargé des affaires générales et de la gouvernance..... | 4                |
| TOTAL.....  | 26.084           |

II. – Le gouvernement est habilité à répartir 120 emplois entre les différents départements ministériels ou institutions.

*Suppression des postes vacants non utilisés*

Article 32

Les dispositions de l'article 22 de la loi de finances n° 48-09 pour l'année budgétaire 2010, promulguée par le dahir n° 1-09-243 du 13 moharrem 1431 (30 décembre 2009), tel qu'il a été abrogé et remplacé par l'article 32 de la loi de finances n° 43-10 pour l'année budgétaire 2011, promulguée par le dahir n° 1-10-200 du 23 moharrem 1432 (29 décembre 2010) sont abrogées et remplacées comme suit :

« Article 22.– I. – Sont supprimés, pour chaque année « budgétaire, les postes vacants non utilisés au 30 juin de l'année « qui suit celle de la loi de finances concernée, qui n'ont pas fait « l'objet d'actes visés par les services de la Trésorerie générale « du Royaume.

« II. – Ces suppressions ne s'appliquent pas aux postes du « personnel de la Cour Royale, aux postes des membres du « gouvernement, aux postes réservés aux emplois supérieurs « nommés par dahir ou par décret, aux postes des cabinets des « membres du gouvernement, aux postes de chargés d'études et « aux postes de chargés de missions auprès du Chef du gouvernement. »

*Annulation des crédits de paiement  
n'ayant pas fait l'objet d'engagement*

Article 33

I. – Sont annulés les crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année budgétaire 2011 au titre des dépenses d'investissement du budget général qui, à la date du 31 décembre 2011, n'ont pas fait l'objet d'engagements de dépenses visés par les services de la Trésorerie générale du Royaume.

II. – Les dispositions du paragraphe I ci-dessus ne sont pas applicables aux crédits de paiement ouverts au titre de l'année 2011 au profit des programmes et projets bénéficiant de fonds de concours extérieurs sous forme de dons.

III. – Les crédits d'investissement du budget général reportés des exercices 2008 et antérieurs sur les exercices 2009 et ultérieurs correspondant à des opérations de dépenses qui n'ont pas fait l'objet d'ordonnancement dûment visé par les services de la Trésorerie générale du Royaume durant la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2009 au 31 décembre 2011 et au titre desquelles aucune procédure de litige judiciaire n'a été entamée, sont annulés de droit. Les engagements correspondants auxdits crédits sont également annulés de droit.

IV. – Lorsque les crédits d'investissement reportés correspondent à des marchés achevés, lesdits crédits et les engagements correspondants sont annulés de droit.

Les modalités d'application de cet article seront fixées par voie réglementaire.

II. – SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME

*Habilitation*

Article 34

Conformément aux dispositions de l'article 70 de la Constitution, le gouvernement est autorisé à créer, par décrets, des services de l'Etat gérés de manière autonome pendant la période allant de la date de publication de la présente loi de finances au *Bulletin officiel* et jusqu'au 31 décembre 2012.

Les décrets visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du Parlement dans la plus prochaine loi de finances.

III. – COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

*Habilitation*

Article 35

Conformément aux dispositions de l'article 18 de la loi organique n° 7-98 relative à la loi de finances, le gouvernement est autorisé, en cas d'urgence et de nécessité impérieuse, à créer, par décrets, de nouveaux comptes spéciaux du Trésor pendant la période allant de la date de publication de la présente loi de finances au *Bulletin officiel* et jusqu'au 31 décembre 2012.

Les nouveaux comptes spéciaux visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du Parlement dans la plus prochaine loi de finances.

*Annulation des crédits et des engagements  
n'ayant pas fait l'objet d'ordonnancement dûment visé*

Article 36

I. – Les crédits correspondant à des opérations de dépenses des comptes d'affectation spéciale reportés des exercices 2008 et antérieurs sur les exercices 2009 et ultérieurs et qui n'ont pas fait l'objet d'ordonnancement dûment visé par les services de la Trésorerie générale du Royaume durant la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2009 au 31 décembre 2011 et au titre desquelles aucune procédure de litige judiciaire n'a été entamée, sont annulés de droit. Les engagements correspondants auxdits crédits sont également annulés de droit.

II. – Lorsque les opérations de dépenses des comptes d'affectation spéciale reportées correspondent à des marchés achevés, les crédits et les engagements y afférents sont annulés de droit.

Les modalités d'application de cet article seront fixées par voie réglementaire.

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation  
spéciale intitulé « Fonds de soutien à l'initiative nationale  
pour le développement humain »*

Article 37

Le montant des dépenses que le Chef du gouvernement est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2012, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2013, est fixé à un milliard de dirhams (1.000.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation  
spéciale intitulé « Fonds de lutte contre les effets  
des catastrophes naturelles »*

Article 38

Le montant des dépenses que le ministre chargé de l'intérieur est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2012, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de lutte contre les effets des catastrophes naturelles », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2013, est fixé à trois cent soixante dix millions de dirhams (370.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte  
d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial routier »*

Article 39

Le montant des dépenses que le ministre chargé de l'équipement est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2012, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial

roucier », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2013, est fixé à trois milliards de dirhams (3.000.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national pour l'action culturelle »*

#### Article 40

Le montant des dépenses que le ministre chargé de la culture est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2012, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national pour l'action culturelle », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2013, est fixé à trois cent millions de dirhams (300.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national du développement du sport »*

#### Article 41

Le montant des dépenses que le ministre chargé des sports est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2012, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national du développement du sport », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2013, est fixé à deux milliards de dirhams (2.000.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage »*

#### Article 42

Le montant des dépenses que le ministre chargé de l'intérieur est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2012, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2013, est fixé à six cent millions de dirhams (600.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national forestier »*

#### Article 43

Le montant des dépenses que le Haut commissaire aux eaux et forêts et à la lutte contre la désertification est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2012, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national forestier », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2013, est fixé à deux cent millions de dirhams (200.000.000 DH).

*Engagement par anticipation sur le compte de dépenses sur dotations intitulé « Acquisition et réparation des matériels des Forces armées royales »*

#### Article 44

Le montant des dépenses que le ministre délégué auprès du Chef du gouvernement chargé de l'administration de la défense nationale est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2012, au titre du compte de dépenses sur dotations intitulé « Acquisition et réparation des matériels des Forces armées royales », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2013, est fixé à cinquante deux milliards cinq cent quatre vingt huit millions de dirhams (52.588.000.000 DH).

### Opérations des comptes spéciaux du Trésor

#### Article 45

Par dérogation aux dispositions de l'article 20, dernier alinéa de la loi organique n° 7-98 relative à la loi de finances, l'exécution des opérations des comptes spéciaux du Trésor ouverts à la date du 31 décembre 2011 ainsi que l'imputation directe sur certains de ces comptes de dépenses résultant du paiement de traitements ou indemnités continueront d'être effectuées, pendant l'année budgétaire 2012, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur à cette date.

#### TITRE III

#### DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES DE L'ÉTAT

#### Article 46

Pour l'année budgétaire 2012, les ressources affectées au budget général, aux services de l'Etat gérés de manière autonome et aux comptes spéciaux du Trésor, telles qu'elles sont évaluées dans le tableau « A » annexé à la présente loi de finances, ainsi que les plafonds des charges et l'équilibre général qui en résulte sont fixés aux montants suivants (en dirhams) :

| I. – RESSOURCES DE L'ÉTAT  | RESSOURCES             |
|--|------------------------|
| <b>– Ressources du budget général :</b>  | <b>255 961 625 000</b> |
| – Impôts directs et taxes assimilées.....  | 71 480 000 000         |
| – Impôts indirects .....   | 75 623 500 000         |
| – Droits de douane .....   | 12 070 500 000         |
| – Droits d'enregistrement et de timbre.....  | 13 690 000 000         |
| – Produits des cessions de participations de l'Etat.....                                 | 3 200 000 000          |
| – Produits de monopoles, d'exploitations et des participations financières de l'Etat.... | 11 380 430 000         |
| – Produits et revenus du domaine.....  | 464 500 000            |
| – Recettes diverses.....   | 2 352 695 000          |
| – Recettes d'emprunts, dons et legs.....   | 65 700 000 000         |
| <b>– Ressources des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome.....</b>    | <b>2 649 359 000</b>   |
| <b>– Ressources des comptes spéciaux du Trésor....</b>                                   | <b>55 900 887 000</b>  |
| <b>TOTAL DES RESSOURCES DE L'ÉTAT.....</b>   | <b>314 511 871 000</b> |
| II. – CHARGES DE L'ÉTAT  | PLAFONDS DES CHARGES   |
| <b>– Dépenses de fonctionnement du budget général :</b>                                  | <b>187 840 480 000</b> |
| – Dépenses de personnel.....   | 93 508 300 000         |
| – Dépenses de matériel et dépenses diverses.....   | 29 048 650 000         |
| – Charges communes.....  | 62 617 530 000         |
| – Dépenses imprévues et dotations provisionnelles..                                      | 2 666 000 000          |
| <b>– Dépenses en intérêts et commissions se rapportant à la dette publique.....</b>      | <b>20 244 795 000</b>  |
| <b>– Dépenses relatives aux amortissements de la dette à moyen et long termes.....</b>   | <b>22 498 308 000</b>  |
| – Dépenses d'exploitation des services de l'Etat gérés de manière autonome.....          | 1 907 649 000          |
| – Dépenses d'investissement du budget général...   | 59 132 672 000         |
| – Dépenses d'investissement des services de l'Etat gérés de manière autonome.....        | 741 710 000            |
| <b>– Dépenses des comptes spéciaux du Trésor.....</b>                                    | <b>54 404 084 000</b>  |
| <b>TOTAL DES CHARGES DE L'ÉTAT.....</b>  | <b>346 769 698 000</b> |
| <b>III. – EXCEDENT DES CHARGES SUR LES RESSOURCES (II-I)</b>                             | <b>32 257 827 000</b>  |

*Autorisation d'emprunter*

## Article 47

Le gouvernement est autorisé à emprunter à l'étranger, pendant l'année budgétaire 2012, dans la limite du montant de la prévision des recettes inscrites au chapitre 1.1.0.0.0.13.000 article 6200, paragraphe 22 du budget général : « recettes d'emprunt, contre-valeur des emprunts extérieurs ».

## Article 48

Pour couvrir, pendant l'année budgétaire 2012, l'ensemble des charges du Trésor, est autorisée l'émission d'emprunts intérieurs.

*Gestion active de la dette intérieure*

## Article 49

Le gouvernement est autorisé à émettre des emprunts intérieurs pour effectuer des opérations de gestion active de la dette intérieure à travers des rachats, d'échanges et des mises en pension des bons du Trésor.

## DEUXIEME PARTIE

## MOYENS DES SERVICES

**DEPENSES DU BUDGET GENERAL,  
DES BUDGETS DES SERVICES DE L'ÉTAT  
GERES DE MANIERE AUTONOME  
ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**

## I. – BUDGET GENERAL

## Article 50

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2012, au titre des dépenses de fonctionnement du budget général, est fixé à la somme de cent quatre vingt sept milliards huit cent quarante millions quatre cent quatre vingt mille dirhams (187.840.480.000 DH).

Ces crédits sont répartis par chapitre conformément au tableau « B » annexé à la présente loi de finances.

## Article 51

Le montant des crédits de paiement et des crédits d'engagement ouverts au titre des dépenses d'investissement du budget général, est fixé à la somme de quatre vingt douze milliards quatre cent soixante quatorze millions cinq cent soixante douze mille dirhams (92.474.572.000 DH), dont cinquante neuf milliards cent trente deux millions six cent soixante douze mille dirhams (59.132.672.000 DH) en crédits de paiement.

Ces crédits de paiement et ces crédits d'engagement sont répartis, par chapitre, conformément au tableau « C » annexé à la présente loi de finances.

## Article 52

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2012, au titre des dépenses de la dette publique du budget général, est fixé à la somme de quarante deux milliards sept cent quarante trois millions cent trois mille dirhams (42.743.103.000 DH).

Ces crédits sont répartis, par chapitre, conformément au tableau « D » annexé à la présente loi de finances.

## II. – SERVICES DE L'ÉTAT GERES DE MANIERE AUTONOME

## Article 53

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2012, au titre des dépenses d'exploitation des services de l'Etat gérés de manière autonome, est fixé à la somme d'un milliard neuf cent sept millions six cent quarante neuf mille dirhams (1.907.649.000 DH).

Ces crédits sont répartis par département ministériel et par service, conformément au tableau « E » annexé à la présente loi de finances.

## Article 54

Le montant des crédits de paiement et des crédits d'engagement ouverts au titre des dépenses d'investissement des services de l'Etat gérés de manière autonome, est fixé à la somme de huit cent quatre vingt trois millions sept cent dix mille dirhams (883.710.000 DH), dont sept cent quarante et un millions sept cent dix mille dirhams (741.710.000 DH) en crédits de paiement.

Ces crédits de paiement et d'engagement sont répartis par département ministériel et par service, conformément au tableau « F » annexé à la présente loi de finances.

## III. – COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

## Article 55

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2012, au titre des opérations des comptes spéciaux du Trésor, est fixé à cinquante quatre milliards quatre cent quatre millions quatre vingt quatre mille dirhams (54.404.084.000 DH).

Ces crédits sont répartis par catégorie et par compte, conformément au tableau « G » annexé à la présente loi de finances.

\*

\* \*

Tableau (A)  
(Article 46)  
**EVALUATION GLOBALE DES RECETTES DU BUDGET GENERAL,  
DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME  
ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2012**  
( En dirhams )  
**I. Budget général**

| Chapitre         | Article   | Paragraphe  | DESIGNATION DES RECETTES   | Evaluations pour l'année budgétaire 2012         |   |             |
|------------------|---|---|--|--|---|-------------|
| 1.1.0.0.0.02.000 | 0000  |   | <b>COUR ROYALE</b>   |  |   |             |
|                  |   |   | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>   |  |   |             |
|                  |   | 10  | Droits de chancellerie sur les armoiries et les blasons  | Mémoire  |   |             |
|                  |   | 20  | Recettes au titre des ordres du Royaume  | 50 000   |   |             |
|                  |   | 30  | Recettes diverses  | Mémoire  |   |             |
|                  |   |   | <b>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE</b>  | <b>50 000</b>                                    |   |             |
|                  |   |   | <b>TOTAL DU CHAPITRE COUR ROYALE</b>   | <b>50 000</b>                                    |   |             |
|                  |   | 1.1.0.0.0.06.000  | 3000   |  | <b>MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES</b>  |             |
|                  |   |   |  |  | <b>DOMAINE JUDICIAIRE</b>   |             |
|                  |   |   |  | 10   | Amendes et condamnations pécuniaires prononcées par les juridictions                                      | 30 000 000  |
| 20               | Amendes transactionnelles et diverses autres que celles prononcées par les juridictions |   |  | 150 000 000                                      |   |             |
| 30               | Recettes diverses   |   |  | 2 000 000  |   |             |
|                  | <b>TOTAL DE L'ARTICLE DOMAINE JUDICIAIRE</b>  |   |  | <b>182 000 000</b>                               |   |             |
|                  | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES</b>                        |   |  | <b>182 000 000</b>                               |   |             |
| 1.1.0.0.0.07.000 | 6000  |   |  |  | <b>MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION</b>   |             |
|                  |   |   |  |  | <b>MISSIONS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES</b>  |             |
|                  |   |   |  | 10   | Droits de chancellerie  | 310 000 000 |
|                  |   | 20  | Taxes perçues par les agents diplomatiques et consulaires au titre des actes relatifs à la navigation, au commerce et aux divers certificats d'origine, de débarquement, de provenance et de douanes | 200 000  |   |             |
|                  |   | 30  | Recettes diverses  | 1 800 000  |   |             |
|                  |   |   | <b>TOTAL DE L'ARTICLE MISSIONS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES</b>  | <b>312 000 000</b>                               |   |             |
|                  |   |   | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION</b>  | <b>312 000 000</b>                               |   |             |
|                  |   | 1.1.0.0.0.08.000  | 0000   |  | <b>MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>   |             |
|                  |   |   |  |  | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>  |             |
|                  |   |   |  | 10   | Produits des confiscations, transactions et condamnations pour contravention à la réglementation des prix | 700 000     |
| 20               | Recettes diverses   |   |  | 2 500 000  |   |             |
|                  | <b>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE</b>                                       |   |  | <b>3 200 000</b>                                 |   |             |
| 3100             |   |   |  | <b>DIRECTION GENERALE DE LA SURETE NATIONALE</b> |   |             |
|                  | 10  | Redevances pour délivrance de copies des procès-verbaux des accidents de la circulation | 250 000  |  |   |             |

| Chapitre         | Article  | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES   | Evaluations pour l'année budgétaire 2012 |
|------------------|--|------------|--|--|
| 1.1.0.0.0.10.000 | 0000   | 20         | Vacations pour services payés de police  | Mémoire                                  |
|                  |  | 30         | Recettes diverses  | 190 000                                  |
|                  |  |            | <b>TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION GENERALE DE LA SURETE NATIONALE</b>  | <b>440 000</b>                           |
|                  |  |            | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>  | <b>3 640 000</b>                         |
|                  |  |            | <b>MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE LA FORMATION DES CADRES</b>   |  |
|                  |  |            | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>   |  |
| 1.1.0.0.0.11.000 | 0000   | 10         | Droits d'inscription   | Mémoire                                  |
|                  |  | 20         | Recettes diverses  | 1 000 000                                |
|                  |  |            | <b>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE</b>  | <b>1 000 000</b>                         |
|                  |  |            | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE LA FORMATION DES CADRES</b>                           | <b>1 000 000</b>                         |
|                  |  |            | <b>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>  |  |
|                  |  |            | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>   |  |
| 1.1.0.0.0.12.000 | 0000   | 10         | Recettes diverses  | Mémoire                                  |
|                  |  |            | <b>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE</b>  | <b>Mémoire</b>                           |
|                  |  |            | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>  | <b>Mémoire</b>                           |
|                  |  |            | <b>MINISTERE DE LA SANTE</b>   |  |
|                  |  |            | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>   |  |
|                  |  |            |  |  |
| 1.1.0.0.0.13.000 | 0000   | 10         | Droits de police sanitaire et de visite sanitaire  | Mémoire                                  |
|                  |  | 20         | Remboursement de fournitures pharmaceutiques et de matériel, de frais de traitement et d'hospitalisation dans les formations sanitaires              | 100 000                                  |
|                  |  | 30         | Droits d'analyse des laboratoires  | Mémoire                                  |
|                  |  | 40         | Recettes diverses  | 500 000                                  |
|                  |  |            | <b>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE</b>  | <b>600 000</b>                           |
|                  |  |            | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE LA SANTE</b>   | <b>600 000</b>                           |
|                  |  |            | <b>MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>   |  |
|                  |  |            | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>   |  |
|                  |  | 10         | Pénalités et amendes autres que fiscales   | 50 000                                   |
|                  |  | 20         | Reversement par la Société Nationale des Transports et de la Logistique (SNTL) des crédits non utilisés au titre des achats de véhicules automobiles | Mémoire                                  |
|                  |  | 30         | Créances sur le Trésor prescrites  | 40 000 000                               |
|                  |  | 40         | Prélèvement sur les produits des jeux de hasard  | Mémoire                                  |
| 50               | Prélèvement sur les enjeux de courses de chevaux et de lévriers                      | Mémoire    |  |  |
| 60               | Contribution des collectivités locales aux dépenses supportées par le budget général | Mémoire    |  |  |



| Chapitre | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES  | Evaluations pour l'année budgétaire 2012 |
|----------|---------|------------|---|--|
|          |         | 70         | Recettes diverses   | 115 000 000                              |
|          |         |            | <b>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE</b>   | <b>155 050 000</b>                       |
|          | 2000    |            | <b>DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET GENERALES</b>  |  |
|          |         | 10         | Recettes diverses   | 140 000                                  |
|          |         |            | <b>TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET GENERALES</b>   | <b>140 000</b>                           |
|          | 3000    |            | <b>ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS</b>   |  |
|          |         | 10         | <b>Droits de douane</b>   |  |
|          |         | 11         | Droits d'importation  | 9 890 000 000                            |
|          |         | 12         | Prélèvement fiscal à l'importation  | Mémoire                                  |
|          |         | 13         | Redevance sur l'exploitation des phosphates   | Mémoire                                  |
|          |         | 14         | Taxe uniforme   | Mémoire                                  |
|          |         | 15         | Droits de timbre recouverts par l'administration des douanes  | 6 000 000                                |
|          |         | 16         | Droits de chancellerie  | 14 000 000                               |
|          |         | 17         | Taxes sur les transports privés   | 3 000 000                                |
|          |         | 20         | <b>Taxes intérieures de consommation</b>  |  |
|          |         | 21         | Taxes sur les vins et alcools   | 423 000 000                              |
|          |         | 22         | Taxe sur les bières   | 750 000 000                              |
|          |         | 23         | Taxes sur les boissons gazeuses et les limonades  | 282 000 000                              |
|          |         | 24         | Taxe sur le sucre, les produits sucrés, la saccharine et autres substances édulcorantes artificielles   | Mémoire                                  |
|          |         | 25         | Droits d'essai et de garantie sur les matières d'argent, d'or et de platine   | 11 500 000                               |
|          |         | 26         | Taxes sur les chapes en caoutchouc, bandages, chambres à air et pneumatiques  | Mémoire                                  |
|          |         | 27         | Taxe sur les produits énergétiques  | 13 200 000 000                           |
|          |         | 28         | Taxe sur les tabacs manufacturés  | 7 500 000 000                            |
|          |         | 30         | <b>Taxe sur la valeur ajoutée</b>   |  |
|          |         | 31         | Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation  | 31 808 000 000                           |
|          |         | 32         | Taxe sur la valeur ajoutée à l'intérieur  | 782 000 000                              |
|          |         | 40         | Produits des confiscations  | 25 000 000                               |
|          |         | 50         | <b>Taxe d'inspection</b>  |  |
|          |         | 51         | Taxe d'inspection sanitaire des plantes, parties de plantes et des produits végétaux à l'importation et à l'exportation                               | 12 000 000                               |
|          |         | 52         | Taxe d'inspection sanitaire à l'importation et à l'exportation d'animaux et de produits animaux   | 2 000 000                                |
|          |         | 60         | Majorations sur les obligations cautionnées et intérêts de retard   | 80 000 000                               |
|          |         | 70         | Produits des services rendus au titre de l'utilisation par les usagers des systèmes informatiques de l'Administration des Douanes et Impôts indirects | 83 000 000                               |
|          |         | 80         | Redevance gazoduc   | 2 067 000 000                            |
|          |         | 90         | Recettes diverses   | 5 500 000                                |
|          |         |            | <b>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS</b>  | <b>66 944 000 000</b>                    |

| Chapitre | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES  | Evaluations pour l'année budgétaire 2012 |
|----------|---------|------------|---|--|
|          | 5000    |            | <b>DIRECTION DES IMPOTS</b>   |  |
|          |         | 10         | <b>Impôts directs</b>   |  |
|          |         | 11         | Impôt sur les sociétés  | 41 543 000 000                           |
|          |         | 12         | Impôt sur le revenu   | 28 959 000 000                           |
|          |         | 20         | <b>Taxes assimilées</b>   |  |
|          |         | 21         | Taxe de licence sur les débits de boissons                          | 48 000 000                               |
|          |         | 22         | Taxe professionnelle  | 264 000 000                              |
|          |         | 23         | Taxe d'habitation   | 39 000 000                               |
|          |         | 30         | Impôts sur les tabacs   | Mémoire                                  |
|          |         | 40         | Taxe sur la valeur ajoutée à l'intérieur                            | 20 867 000 000                           |
|          |         | 50         | <b>Droits d'enregistrement</b>                                      |  |
|          |         | 51         | Droits sur les mutations  | 5 863 000 000                            |
|          |         | 52         | Droits sur les autres conventions                                   | 1 680 000 000                            |
|          |         | 53         | Droits sur les actes judiciaires et extra-judiciaires               | Mémoire                                  |
|          |         | 54         | Taxes judiciaires   | Mémoire                                  |
|          |         | 55         | Taxe sur les actes et conventions                                   | Mémoire                                  |
|          |         | 56         | Assistance judiciaire   | Mémoire                                  |
|          |         | 57         | Taxe sur les assurances   | 790 000 000                              |
|          |         | 58         | Droits divers et recettes accessoires                               | Mémoire                                  |
|          |         | 60         | <b>Droits de timbre</b>   |  |
|          |         | 61         | Timbre unique et papier de dimension                                | 510 000 000                              |
|          |         | 62         | Timbre sur ordonnancement   | 390 000 000                              |
|          |         | 63         | Carte d'identité  | Mémoire                                  |
|          |         | 64         | Passeports  | 190 000 000                              |
|          |         | 65         | Immatriculation des étrangers                                       | 7 000 000                                |
|          |         | 66         | Permis de chasse et de port d'armes                                 | 18 000 000                               |
|          |         | 67         | Timbre sur documents automobiles                                    | 770 000 000                              |
|          |         | 68         | Droit de timbre spécial sur les titres d'importation                | 22 000 000                               |
|          |         | 70         | <b>Taxe spéciale annuelle sur les véhicules automobiles</b>         |  |
|          |         | 71         | Taxe principale et duplicata  | 1 510 000 000                            |
|          |         | 80         | <b>Majorations de retard et pénalités</b>                           |  |
|          |         | 81         | Majoration pour défaut, retard ou insuffisance de déclaration       | 627 000 000                              |
|          |         | 82         | Pénalités pour paiement tardif                                      | 486 000 000                              |
|          |         | 83         | Majoration de retard  | 1 448 000 000                            |
|          |         | 84         | Produits des transactions sur les contraventions en matière fiscale | Mémoire                                  |
|          |         | 90         | <b>Recettes diverses et exceptionnelles</b>                         |  |
|          |         | 91         | Recettes fiscales exceptionnelles                                   | Mémoire                                  |
|          |         | 92         | Recettes diverses   | Mémoire                                  |
|          |         |            | <b>TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DES IMPOTS</b>                      | <b>106 031 000 000</b>                   |

| Chapitre | Article | Paragraphe | DÉSIGNATION DES RECETTES  | Evaluations pour l'année budgétaire 2012 |
|----------|---------|------------|---|--|
|          | 6200    |            | <b>DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURES</b>  |  |
|          |         | 10         | <b>Recettes ordinaires</b>  |  |
|          |         | 11         | Produits à provenir de Bank Al Maghrib  | 830 000 000                              |
|          |         | 12         | Produits à provenir de la Caisse de dépôt et de gestion   | 500 000 000                              |
|          |         | 13         | Produits à provenir de l'Office des changes   | 250 000 000                              |
|          |         | 14         | Produits à provenir de la Caisse nationale du crédit agricole   | Mémoire                                  |
|          |         | 15         | Produits à provenir de la Banque Centrale Populaire   | 96 730 000                               |
|          |         | 16         | Intérêts sur placements et avances  | 14 185 000                               |
|          |         | 17         | Intérêts sur les opérations de gestion de la Trésorerie Publique  | 100 000 000                              |
|          |         | 20         | <b>Recettes d'emprunt</b>   |  |
|          |         | 21         | Emprunts intérieurs à moyen et long termes  | 44 500 000 000                           |
|          |         | 22         | Contre-valeur des emprunts extérieurs   | 20 000 000 000                           |
|          |         | 23         | Produit des bons d'équipement sur réserve d'investissement  | Mémoire                                  |
|          |         | 24         | Recettes provenant de l'emprunt obligatoire   | Mémoire                                  |
|          |         | 30         | <b>Dons et legs</b>   |  |
|          |         | 31         | Dons  | 1 200 000 000                            |
|          |         | 32         | Prélèvement sur le fonds de contre-valeur des biens fournis par les gouvernements des pays amis et des organismes internationaux      | Mémoire                                  |
|          |         | 40         | Recettes en atténuation des dépenses de la dette amortissable et de la dette flottante  | 726 000 000                              |
|          |         | 50         | Commissions sur prêts rétrocédés  | Mémoire                                  |
|          |         | 60         | Commission de garantie sur emprunts intérieurs et extérieurs  | Mémoire                                  |
|          |         | 70         | Dividendes au titre des participations de l'Etat dans les sociétés et organismes internationaux                                       | 44 700 000                               |
|          |         | 80         | Remboursement de l'avance de l'Etat au profit des fonctionnaires et agents de l'Etat pour l'accès à la propriété de logements sociaux | Mémoire                                  |
|          |         | 90         | Recettes diverses   | Mémoire                                  |
|          |         |            | <b>TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURES</b>   | <b>68 261 615 000</b>                    |
|          | 6600    |            | <b>DIRECTION DES ENTREPRISES PUBLIQUES ET DE LA PRIVATISATION</b>   |  |
|          |         | 10         | <b>Produits des monopoles, parts de bénéfices et contributions des établissements publics</b>   |  |
|          |         | 11         | Produits à provenir de l'Agence Nationale de la Conservation Foncière, du Cadastre et de la Cartographie (ANCFCC)                     | 2 000 000 000                            |
|          |         | 12         | Produits à provenir de l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications (ANRT)   | 140 000 000                              |
|          |         | 13         | Produits à provenir de l'Office National des Aéroports (ONDA)   | 125 000 000                              |
|          |         | 14         | Produits à provenir de l'Office National des Pêches (ONP)   | Mémoire                                  |
|          |         | 15         | Produits à provenir de l'Agence Nationale des Ports (ANP)   | 50 000 000                               |
|          |         | 16         | Produits à provenir du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM)  | 50 000 000                               |
|          |         | 17         | Produits à provenir de l'Office Marocain de la Propriété Industrielle et Commerciale (OMPIC)  | 4 000 000                                |
|          |         | 18         | Produits à provenir des autres établissements publics   | Mémoire                                  |

| Chapitre | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES   | Evaluations pour l'année budgétaire 2012 |
|----------|---------|------------|--|--|
|          |         | 20         | <b>Dividendes à provenir des sociétés à participation publique</b>                                 |  |
|          |         | 21         | Dividendes à provenir de la société "OCP S.A"  | 4 000 000 000                            |
|          |         | 22         | Dividendes à provenir de la Société Itissalat Al Maghrib (IAM)                                     | 2 141 000 000                            |
|          |         | 23         | Dividendes à provenir de la Société Holding d'Aménagement Al Omrane (HAO)                          | 200 000 000                              |
|          |         | 24         | Dividendes à provenir de la Société Nationale du Transport et de la Logistique (SNTL)              | 40 000 000                               |
|          |         | 25         | Dividendes à provenir de la Société Nationale d'Exploitation des Ports (SODEP)                     | 100 000 000                              |
|          |         | 26         | Dividendes à provenir de la Société d'Aménagement Ryad   | 150 000 000                              |
|          |         | 27         | Dividendes à provenir de Barid Al Maghrib (BAM)  | 299 000 000                              |
|          |         | 28         | Dividendes à provenir des participations financières de l'Etat à diverses sociétés                 | Mémoire                                  |
|          |         | 30         | <b>Redevances pour l'occupation du domaine public et autres produits</b>                           |  |
|          |         | 31         | Redevances pour l'occupation du domaine public provenant d'Itissalat Al Maghrib (IAM)              | 100 000 000                              |
|          |         | 32         | Redevances pour l'occupation du domaine public provenant de l'Office National des Aéroports (ONDA) | 100 000 000                              |
|          |         | 33         | Redevances pour l'occupation du domaine public provenant de l'Agence Nationale des Ports (ANP)     | 60 000 000                               |
|          |         | 34         | Redevances pour l'occupation du domaine public provenant d'autres organismes                       | Mémoire                                  |
|          |         | 35         | Produits à provenir d'opérateurs de télécommunications   | Mémoire                                  |
|          |         | 36         | Produits divers  | 100 000 000                              |
|          |         | 40         | Produits de cession des participations de l'Etat   | 3 200 000 000                            |
|          |         |            | <b>TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DES ENTREPRISES PUBLIQUES ET DE LA PRIVATISATION</b>               | <b>12 859 000 000</b>                    |
|          | 6700    |            | <b>DIRECTION DES ASSURANCES ET DE LA PREVOYANCE SOCIALE</b>  |  |
|          |         | 10         | Redevances pour délivrance de copies des procès- verbaux des accidents de la circulation           | 250 000                                  |
|          |         | 20         | Recettes diverses  | Mémoire                                  |
|          |         |            | <b>TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DES ASSURANCES ET DE LA PREVOYANCE SOCIALE</b>                     | <b>250 000</b>                           |
|          | 7000    |            | <b>DIRECTION DES DOMAINES</b>  |  |
|          |         | 10         | Vente d'immeubles domaniaux ruraux   | 25 000 000                               |
|          |         | 20         | Revenus des immeubles domaniaux (loyers, charges locatives, etc...)                                | 435 500 000                              |
|          |         | 30         | Successions vacantes et en déshérence  | Mémoire                                  |
|          |         | 40         | Pourcentage à l'occasion des ventes et locations publiques   | 1 500 000                                |
|          |         | 50         | Produits de vente de meubles, épaves et matériel réformé   | Mémoire                                  |
|          |         | 60         | Recettes diverses  | 1 000 000                                |
|          |         |            | <b>TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DES DOMAINES</b>   | <b>463 000 000</b>                       |
|          |         |            | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>                                   | <b>254 714 055 000</b>                   |

| Chapitre         | Article          | Paragraphe  | DESIGNATION DES RECETTES                                      | Evaluations pour l'année budgétaire 2012                                       |   |                |
|------------------|------------------|---|---|--|---|----------------|
| 1.1.0.0.0.17.000 | 2300             |   | <b>MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU TRANSPORT</b>              |  |   |                |
|                  |                  |   | <b>DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES</b>   |  |   |                |
|                  |                  | 10  | Redevances pour l'extraction de matériaux                     | 700 000  |   |                |
|                  |                  | 20  | Redevance pour l'emploi des eaux terrestres du domaine public | Mémoire  |   |                |
|                  |                  | 30  | Redevance pour l'occupation du domaine public                 | Mémoire  |   |                |
|                  |                  | 40  | Recettes diverses   | 12 000 000   |   |                |
|                  | 4100             |   |   | <b>TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES</b> | <b>12 700 000</b>   |                |
|                  |                  |   |   | <b>DIRECTION DES PORTS ET DU DOMAINE PUBLIC MARITIME</b>                       |   |                |
|                  |                  | 10  | <b>Droits de port</b>   |  |   |                |
|                  |                  | 11  | Droits de port sur les navires                                | Mémoire  |   |                |
|                  |                  | 12  | Pilotage et remorquage  | Mémoire  |   |                |
|                  |                  | 13  | Droits de port sur les passagers et touristes en croisière    | Mémoire  |   |                |
|                  |                  | 14  | Droits de port sur les marchandises                           | Mémoire  |   |                |
|                  |                  | 20  | <b>Taxes de débarquement</b>                                  |  |   |                |
|                  |                  | 21  | Taxes de débarquement sur les combustibles liquides en vrac   | Mémoire  |   |                |
|                  |                  | 22  | Taxes de péage sur le poisson débarqué                        | Mémoire  |   |                |
|                  |                  | 30  | Part de l'Etat dans les bénéfices des sociétés gérantes       | Mémoire  |   |                |
|                  |                  | 40  | Vente de matériel de port réformé                             | Mémoire  |   |                |
|                  |                  | 5200  |   |  | <b>TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DES PORTS ET DU DOMAINE PUBLIC MARITIME</b> | <b>Mémoire</b> |
|                  |                  |   |   | <b>DIRECTION DE L'AERONAUTIQUE CIVILE</b>                                      |   |                |
|                  | 10               |   | Taxes perçues sur les aéroports                               | Mémoire  |   |                |
|                  | 20               |   | Taxes sur les transports privés                               | 13 000 000   |   |                |
|                  | 30               |   | Recettes diverses   | 22 000 000   |   |                |
|                  |                  |   |   | <b>TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DE L'AERONAUTIQUE CIVILE</b>                   | <b>35 000 000</b>   |                |
|                  |                  |   |   | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU TRANSPORT</b>             | <b>47 700 000</b>   |                |
|                  | 1.1.0.0.0.20.000 |   | 0000  |  | <b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME</b>                   |                |
|                  |                  |   |   |  | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>  |                |
| 10               |                  |   |   | Produits des fermes expérimentales et des jardins d'essais                     | 10 000  |                |
| 20               |                  | Versements effectués par les propriétaires ou les exploitants agricoles dans le cadre du code des investissements agricoles |   | Mémoire  |   |                |
| 30               |                  | Droits d'analyse des laboratoires   |   | Mémoire  |   |                |
|                  | 40               | Droit d'inscription au catalogue officiel des espèces et variétés de plantes cultivables au Maroc                           | Mémoire   |  |   |                |

| Chapitre         | Article   | Paragraphe   | DESIGNATION DES RECETTES   | Evaluations pour l'année budgétaire 2012 |
|------------------|---|--|--|--|
| 1.1.0.0.0.21.000 | 9100  | 50   | Recettes des haras   | Mémoire                                  |
|                  |   | 60   | Recettes diverses  | 2 000 000                                |
|                  |   |  | <b>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE</b>  | <b>2 010 000</b>                         |
|                  |   |  | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>   |  |
|                  |   | 10   | Redevances pour la concession de madragues sur le domaine public maritime  | 350 000                                  |
|                  |   | 20   | Droits de licences dus par les navires de pêche  | 20 000 000                               |
|                  |   | 30   | Redevances de pêches maritimes   | 406 800 000                              |
|                  |   | 40   | Contribution au titre de la pêche maritime   | 42 000 000                               |
|                  |   | 50   | Transactions avant jugement sur délits de pêche  | 3 000 000                                |
|                  |   | 60   | Recettes diverses  | 450 000                                  |
|                  |   | <b>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE</b>  | <b>472 600 000</b>   |  |
|                  |   | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME</b>                | <b>474 610 000</b>   |  |
| 1.1.0.0.0.26.000 | 3000  |  | <b>MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>  |  |
|                  |   |  | <b>DIRECTION DE LA JEUNESSE, DE L'ENFANCE ET DES AFFAIRES FEMININES</b>  |  |
|                  |   | 10   | Participation des stagiaires internes et des jeunes aux frais d'alimentation et d'hebergement dans les centres et dans les camps | Mémoire                                  |
|                  |   | 20   | Recettes diverses  | Mémoire                                  |
|                  |   |  | <b>TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DE LA JEUNESSE, DE L'ENFANCE ET DES AFFAIRES FEMININES</b>                                       | <b>Mémoire</b>                           |
|                  |   | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>                            | <b>Mémoire</b>   |  |
| 1.1.0.0.0.27.000 | 0000  |  | <b>MINISTERE DE L'ARTISANAT</b>  |  |
|                  |   |  | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>   |  |
|                  |   | 10   | Taxe d'estampillage  | 150 000                                  |
|                  |   | 20   | Taxe d'inspection  | Mémoire                                  |
|                  |   | 30   | Recettes diverses  | Mémoire                                  |
|                  |   | <b>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE</b>  | <b>150 000</b>   |  |
|                  |   | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'ARTISANAT</b>  | <b>150 000</b>   |  |
|                  |   | <b>MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT</b>                   |  |  |
|                  |   | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>   |  |  |
| 10               | Taxe sur les permis de recherches minières, permis d'exploitation, taxe de mutation | 4 000 000  |  |  |
| 20               | Droits d'analyse des laboratoires   | 1 000 000  |  |  |
| 30               | Recettes diverses   | 150 000  |  |  |
|                  |   | <b>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE</b>  | <b>5 150 000</b>   |  |
|                  |   | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT</b> | <b>5 150 000</b>   |  |

| Chapitre         | Article  | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES   | Evaluations pour l'année budgétaire 2012 |
|------------------|--|------------|--|--|
| 1.1.0.0.0.28.000 | 0000   |            | <b>MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES</b>                             |  |
|                  |  |            | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>   |  |
|                  |  | 10         | Taxe de vérification des poids et mesures  | Mémoire                                  |
|                  |  | 20         | Recettes afférentes aux brevets d'invention, dépôts de dessins et modèles, marques de fabriques etc... | Mémoire                                  |
|                  |  | 30         | Recettes afférentes aux prestations rendues par les services du registre central du commerce           | Mémoire                                  |
|                  |  | 40         | Recettes diverses  | 20 000                                   |
|                  |  |            | <b>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE</b>  | <b>20 000</b>                            |
|                  |  |            | <b>TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES</b>           | <b>20 000</b>                            |
| 1.1.0.0.0.34.000 | 0000   |            | <b>ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE</b>  |  |
|                  |  |            | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>   |  |
|                  |  | 10         | Recettes diverses  | 2 000 000                                |
|                  |  |            | <b>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE</b>  | <b>2 000 000</b>                         |
|                  |  |            | <b>TOTAL DU CHAPITRE ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE</b>  | <b>2 000 000</b>                         |
| 1.1.0.0.0.45.000 | 0000   |            | <b>HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION</b>                    |  |
|                  |  |            | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>   |  |
|                  |  | 10         | Produits des forêts  | 3 000 000                                |
|                  |  | 20         | Recettes diverses  | 30 000 000                               |
|                  |  |            | <b>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE</b>  | <b>33 000 000</b>                        |
|                  |  |            | <b>TOTAL DU CHAPITRE HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION</b>  | <b>33 000 000</b>                        |
| 1.1.0.0.0.51.000 | 0000   |            | <b>DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION</b>                        |  |
|                  |  |            | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>   |  |
|                  |  | 10         | Produits divers du service pénitentiaire   | 150 000                                  |
|                  |  | 20         | Recettes diverses  | 1 000 000                                |
|                  |  |            | <b>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE</b>  | <b>1 150 000</b>                         |
|                  |  |            | <b>TOTAL DU CHAPITRE DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION</b>      | <b>1 150 000</b>                         |
| 1.1.0.0.0.00.000 | 0000   |            | <b>ADMINISTRATIONS DIVERSES</b>  |  |
|                  |  |            | <b>ADMINISTRATION GENERALE</b>   |  |
|                  |  | 10         | Cartes et documents divers édités par les ministères   | 1 500 000                                |
|                  |  | 20         | Reversements sur traitements et salaires   | 100 000 000                              |
|                  |  | 30         | Reversements de fonds sur les dépenses budgétaires   | 1 000 000                                |
|                  |  | 40         | <b>Fonds de concours</b>   |  |
| 41               | Fonds de concours (coopération internationale) | Mémoire    |  |  |

| Chapitre | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES  | Evaluations pour l'année budgétaire 2012 |
|----------|---------|------------|---|--|
|          |         | 42         | Fonds de concours à rattacher à divers services   | Mémoire                                  |
|          |         | 50         | Produits des legs et donations attribués à l'Etat et à diverses administrations publiques | Mémoire                                  |
|          |         | 60         | Recettes exceptionnelles d'ordre  | Mémoire                                  |
|          |         | 70         | Report des crédits disponibles au budget de l'année précédente                            | Mémoire                                  |
|          |         | 80         | Recettes diverses en atténuation de dépenses  | 2 000 000                                |
|          |         | 90         | Recettes diverses   | 80 000 000                               |
|          |         |            | <b>TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE</b>   | <b>184 500 000</b>                       |
|          |         |            | <b>TOTAL DU CHAPITRE ADMINISTRATIONS DIVERSES</b>   | <b>184 500 000</b>                       |
|          |         |            | <b>TOTAL GENERAL DU BUDGET GENERAL</b>  | <b>255 961 625 000</b>                   |



## II. Services de l'Etat Gérés de Manière Autonome

| Code Chapitre  | Désignation   | Ressources pour l'année budgétaire 2012 |
|----------------|---|---|
|                | <b>PREMIERE PARTIE :- RECETTES D'EXPLOITATION</b>                                     |   |
|                | <b>CHEF DU GOUVERNEMENT</b>   |   |
| 4.1.1.0.04.001 | ROYAL GOLF DAR ES SALAM   | 18 000 000                              |
|                | <b>TOTAL</b>  | <b>18 000 000</b>                       |
|                | <b>MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES</b>  |   |
| 4.1.1.0.06.002 | CENTRE DE PUBLICATION ET DE DOCUMENTATION JUDICIAIRE DE LA COUR DE CASSATION          | 900 000                                 |
|                | <b>TOTAL</b>  | <b>900 000</b>                          |
|                | <b>MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION</b>                         |   |
| 4.1.1.0.07.002 | DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES ET SOCIALES  | 20 000 000                              |
|                | <b>TOTAL</b>  | <b>20 000 000</b>                       |
|                | <b>MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>   |   |
| 4.1.1.0.08.001 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE CHAOUIA - OUARTIGHA                  | 4 000 000                               |
| 4.1.1.0.08.002 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE DOUKALA - ABDA                       | 4 500 000                               |
| 4.1.1.0.08.003 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE FES - BOULEMANE                      | 3 500 000                               |
| 4.1.1.0.08.004 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE GHARB - CHRARDA - BENI HSEN          | 4 000 000                               |
| 4.1.1.0.08.005 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DU GRAND-CASABLANCA                     | 4 500 000                               |
| 4.1.1.0.08.006 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE GUELMIM - ES-SEMARA                  | 2 300 000                               |
| 4.1.1.0.08.007 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE LAAYOUNE - BOUJDOUR - SAKIA EL HAMRA | 3 000 000                               |
| 4.1.1.0.08.008 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE MARRAKECH - TENSIFT - AL-HAOUZ       | 3 700 000                               |
| 4.1.1.0.08.009 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE MEKNES - TAFILALET                   | 3 300 000                               |
| 4.1.1.0.08.010 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE L'ORIENTAL                           | 3 700 000                               |
| 4.1.1.0.08.011 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE OUED ED-DAHAB - LAGOUIRA             | 1 500 000                               |
| 4.1.1.0.08.012 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE RABAT - SALE - ZEMMOUR - ZAER        | 4 500 000                               |
| 4.1.1.0.08.013 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE SOUSS - MASSA - DRAA                 | 4 000 000                               |
| 4.1.1.0.08.014 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE TADLA - AZILAL                       | 2 400 000                               |
| 4.1.1.0.08.015 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE TANGER - TETOUAN                     | 3 400 000                               |
| 4.1.1.0.08.016 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE TAZA - AL HOCEIMA - TAOUNATE         | 1 500 000                               |
| 4.1.1.0.08.018 | DIRECTION DE LA FORMATION DES CADRES ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES                     | 185 000 000                             |
|                | <b>TOTAL</b>  | <b>238 800 000</b>                      |
|                | <b>MINISTERE DE LA COMMUNICATION</b>  |   |
| 4.1.1.0.09.002 | INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION                            | 5 300 000                               |
| 4.1.1.0.09.003 | INSTITUT SUPERIEUR DES METIERS DE L'AUDIO-VISUEL ET DU CINEMA                         | -                                       |
|                | <b>TOTAL</b>  | <b>5 300 000</b>                        |
|                | <b>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>   |   |
| 4.1.1.0.11.002 | DIVISION DE LA COOPERATION  | -                                       |
| 4.1.1.0.11.003 | DIVISION DES STRATEGIES DE FORMATION  | 5 000 000                               |
|                | <b>TOTAL</b>  | <b>5 000 000</b>                        |
|                | <b>MINISTERE DE LA SANTE</b>  |   |
| 4.1.1.0.12.001 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE OUARZAZATE   | 10 000 000                              |
| 4.1.1.0.12.002 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'INEZGANE AIT MELLOUL                                  | 8 000 000                               |
| 4.1.1.0.12.003 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAROUDANTE   | 9 500 000                               |

| Code Chapitre    | Désignation  | Ressources pour l'année budgétaire 2012 |
|------------------|--|---|
| 4.1.1.0.0.12.004 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TIZNIT                                    | 8 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.005 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL KELAA DES SRAGHNA                       | 12 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.006 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ESSAOUIRA                                  | 10 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.007 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL JADIDA                                  | 16 500 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.008 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE DOUKKALA ABDA                               | 13 250 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.009 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHOURIBGA                                 | 16 500 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.010 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE CHAOUIA OUARDIGHA                           | 15 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.012 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BOULEMANE                                 | 4 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.013 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SEFROU                                    | 4 700 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.014 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DU GHARB CHERARDA BENI H'SSEN                  | 22 300 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.015 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI KACEM                                | 7 800 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.016 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE CHEFCHAOUEN                               | 6 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.017 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE LARACHE                                   | 9 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.018 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TANGER                                    | 27 300 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.019 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TETOUAN                                   | 17 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.020 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ERRACHIDIA                                 | 12 500 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.021 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'IFRANE                                     | 4 250 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.022 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHENIFRA                                  | 7 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.023 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TAZA AL HOCEIMA TAOUNATE                    | 11 500 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.024 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAZA                                      | 11 450 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.025 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE FIGUIG                                    | 2 950 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.026 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE NADOR                                     | 17 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.027 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BERKANE                                   | 7 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.028 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE OUED EDDAHAB                              | 4 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.029 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LAAYOUNE BOUJDOUR SAKIA L'HAMRA             | 11 500 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.030 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAN-TAN                                   | 3 600 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.031 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TADLA AZILAL                                | 25 500 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.032 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE SOUSS MASSA DARAA                           | 19 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.033 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MARRAKECH TENSIFT AL HAOUZ                  | 16 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.035 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS D'AIN SEBAA HAY MOHAMMADI | 13 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.036 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS D'EL FIDA MERS SOLTANE    | 11 700 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.037 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS MOULAY RACHID             | 13 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.038 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DU GRAND CASABLANCA                            | 9 800 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.039 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE MOHAMMADIA                               | 9 300 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.040 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE SALE                                     | 12 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.041 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE SKHIRAT TEMARA                           | 6 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.042 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHEMISSET                                 | 12 850 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.044 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE FES BOULEMANE                               | 19 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.045 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MEKNES TAFILALT                             | 20 500 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.046 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE L'ORIENTAL                                  | 22 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.047 | CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-RABAT                              | 44 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.048 | CENTRE REGIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-CASABLANCA                         | 23 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.049 | INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE  | 6 000 000                               |

| Code Chapitre    | Désignation  | Ressources pour l'année budgétaire 2012 |
|------------------|--|---|
| 4.1.1.0.0.12.050 | CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION                                 | 2 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.051 | DIRECTION DU MEDICAMENT ET DE LA PHARMACIE                         | 4 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.052 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE CHICHAOUA                         | 4 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.053 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS HAY HASSANI       | 7 800 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.054 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAOUNATE                          | 5 800 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.055 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE RABAT                            | 7 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.056 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAOURIRT                          | 3 900 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.057 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHTOUKA AIT BAHA                     | 4 350 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.058 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS AIN CHOCK         | 8 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.059 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BENSLIMANE                        | 3 750 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.060 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TATA                              | 3 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.061 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL HAOUZ                           | 3 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.062 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE ZAGORA                            | 2 450 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.063 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BOUJDOUR                          | 2 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.064 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ASSA ZAG                           | 2 400 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.065 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE GUELMIM                           | 5 400 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.066 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ES SMARA                           | 2 700 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.067 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS DE SIDI BERNOUSSI | 9 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.068 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE NOUACEUR                          | 2 300 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.069 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'AZILAL                             | 5 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.070 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL HAJEB                           | 2 400 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.071 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE M'DIQ FNIDEQ                      | 5 250 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.072 | INSTITUT NATIONAL D'ADMINISTRATION SANITAIRE                       | 4 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.073 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE JERADA                            | 2 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.074 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS DE BEN M'SIK      | 6 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.075 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE FES                              | 10 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.12.076 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TINGHIR                           | 2 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.077 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI IFNI                         | 2 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.078 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI SLIMANE                      | 4 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.079 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE OUAZZANE                          | 2 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.080 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BERRECHID                         | 5 250 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.081 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE RHAMNA                            | 3 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.082 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI BENNOUR                      | 3 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.083 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE YOUSOUFIA                         | 2 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.084 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE FQUIH BEN SALAH                   | 6 200 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.085 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE MIDELT                            | 3 200 000                               |
| 4.1.1.0.0.12.086 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE GUERCIF                           | 2 500 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>749 900 000</b>                      |
|                  | <b>MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>                     |   |
| 4.1.1.0.0.13.003 | SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION                                   | 500 000                                 |
| 4.1.1.0.0.13.005 | TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME                                     | 43 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.13.006 | DIVISION ADMINISTRATIVE  | -                                       |
| 4.1.1.0.0.13.007 | ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS                     | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>43 500 000</b>                       |

| Code Chapitre                                    | Désignation  | Ressources pour l'année budgétaire 2012 |
|--|--|---|
| <b>MINISTERE DU TOURISME</b>                     |  |   |
| 4.1.1.0.0.14.001                                 | INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER                                   | 8 975 000                               |
| 4.1.1.0.0.14.002                                 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE MOHAMMEDIA      | 3 684 000                               |
| 4.1.1.0.0.14.003                                 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - AGADIR                     | 2 684 000                               |
| 4.1.1.0.0.14.004                                 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - EL JADIDA                             | 2 678 000                               |
| 4.1.1.0.0.14.005                                 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - ERFOUD                                | 2 302 000                               |
| 4.1.1.0.0.14.006                                 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - FES                                   | 2 240 000                               |
| 4.1.1.0.0.14.007                                 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - MARRAKECH        | 2 726 000                               |
| 4.1.1.0.0.14.008                                 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE                            | 2 476 000                               |
| 4.1.1.0.0.14.009                                 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SAIDIA                                | 2 268 000                               |
| 4.1.1.0.0.14.010                                 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SALE                                  | 2 652 000                               |
| 4.1.1.0.0.14.011                                 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER                                | 2 130 000                               |
| 4.1.1.0.0.14.012                                 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE-ASSILAH                 | 2 244 000                               |
| 4.1.1.0.0.14.013                                 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - BENSLIMANE            | 2 228 000                               |
| 4.1.1.0.0.14.014                                 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - CASABLANCA            | 1 400 000                               |
| 4.1.1.0.0.14.015                                 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT      | 1 340 000                               |
| 4.1.1.0.0.14.016                                 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE GASTRONOMIE MAROCAINE A FES HAY ANAS | 2 241 000                               |
| <b>TOTAL</b>                                     |  | <b>44 268 000</b>                       |
| <b>SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT</b>       |  |   |
| 4.1.1.0.0.16.001                                 | DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE   | 13 000 000                              |
| <b>TOTAL</b>                                     |  | <b>13 000 000</b>                       |
| <b>MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU TRANSPORT</b> |  |   |
| 4.1.1.0.0.17.002                                 | CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES                                      | 4 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.003                                 | SERVICE DU RESEAU DES SERVICES DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL                              | 4 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.004                                 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES  | 9 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.005                                 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT  | 8 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.006                                 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH  | 9 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.007                                 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MEKNES   | 7 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.008                                 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA   | 4 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.009                                 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA                                       | 7 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.010                                 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR  | 14 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.17.011                                 | INSTITUT DE FORMATION AUX ENGIN ET A L'ENTRETIEN ROUTIER                                 | 5 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.012                                 | INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES  | 6 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.013                                 | DIRECTION DES TRANSPORTS ROUTIERS ET DE LA SECURITE ROUTIERE                             | 60 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.17.014                                 | SERVICE DE LA FORMATION CONTINUE   | 1 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.015                                 | DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE  | 10 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.17.016                                 | DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS  | 3 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.017                                 | CENTRE NATIONAL D'ESSAIS ET D'HOMOLOGATION   | 5 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.17.018                                 | DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE   | 2 500 000                               |
| <b>TOTAL</b>                                     |  | <b>160 000 000</b>                      |

| Code Chapitre  | Désignation  | Ressources pour l'année budgétaire 2012 |
|--|--|---|
| <b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME</b>                |  |   |
| 4.1.1.0.0.20.001   | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT RURAL DE BOUKNADEL - SALE | 2 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.002   | INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT-KENITRA                           | 2 800 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.003   | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE LA CHAOUIA  | 1 950 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.004   | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE TIFLET  | 2 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.005   | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE SAHEL BOUTAHAR  | 1 350 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.006   | ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA  | 2 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.007   | DIVISION DE LA PROTECTION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES  | 19 400 000                              |
| 4.1.1.0.0.20.008   | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - AL HOCEIMA   | 2 900 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.009   | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - SAFI   | 3 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.010   | INSTITUT SUPERIEUR DES PECHEES MARITIMES   | 4 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.011   | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - TAN TAN  | 3 200 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.012   | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LARACHE  | 3 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.013   | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LAAYOUNE -   | 2 900 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.014   | ECOLE NATIONALE FORESTIERE D'INGENIEURS  | 4 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.20.015   | SERVICE DES LYCEES AGRICOLES   | 10 500 000                              |
| <b>TOTAL</b>   |  | <b>66 000 000</b>                       |
| <b>MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>                            |  |   |
| 4.1.1.0.0.21.001   | COMPLEXE SPORTIF MOHAMMED V DE CASABLANCA ET BASE NAUTIQUE DE MOHAMMADIA                           | 13 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.21.002   | COMPLEXE SPORTIF PRINCE MOULAY ABDELLAH - RABAT  | 5 300 000                               |
| 4.1.1.0.0.21.003   | INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS                                | 12 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.21.005   | COMPLEXE SPORTIF DE FES  | 2 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.21.006   | SERVICE DU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS ET DES SALLES SPORTIVES                                     | 1 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.21.007   | COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZNIKA                                  | 5 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.21.008   | SERVICE DU TOURISME CULTUREL DES JEUNES  | -                                       |
| <b>TOTAL</b>   |  | <b>38 300 000</b>                       |
| <b>MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES</b>                   |  |   |
| 4.1.1.0.0.23.001   | DIVISION DU PELERINAGE ET DES AFFAIRES SOCIALES  | 20 000 000                              |
| <b>TOTAL</b>   |  | <b>20 000 000</b>                       |
| <b>MINISTERE DE L'ARTISANAT</b>  |  |   |
| 4.1.1.0.0.26.001   | DIVISION DE LA CARTE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE   | -                                       |
| 4.1.1.0.0.26.002   | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE FES   | 70 000                                  |
| 4.1.1.0.0.26.003   | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE MARRAKECH   | 90 000                                  |
| 4.1.1.0.0.26.004   | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE MEKNES  | 90 000                                  |
| 4.1.1.0.0.26.005   | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES ARTS TRADITIONNELS DE RABAT TAKADDOUM                  | 70 000                                  |
| 4.1.1.0.0.26.006   | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES ARTS TRADITIONNELS DE OUARZAZATE                       | 70 000                                  |
| 4.1.1.0.0.26.007   | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES ARTS TRADITIONNELS D'INEZGANE                          | 90 000                                  |
| <b>TOTAL</b>   |  | <b>480 000</b>                          |
| <b>MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT</b> |  |   |
| 4.1.1.0.0.27.001   | ECOLE PRATIQUE DES MINES DE TOUISSIT-OUJDA   | 2 830 000                               |
| 4.1.1.0.0.27.002   | ECOLE DES MINES DE MARRAKECH   | 3 080 000                               |
| 4.1.1.0.0.27.003   | DIRECTION DE LA METEOROLOGIE NATIONALE   | 45 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.27.004   | DIRECTION DE L'OBSERVATION, DES ETUDES ET DE LA COORDINATION                                       | -                                       |

| Code Chapitre    | Désignation  | Ressources pour l'année budgétaire 2012 |
|------------------|--|---|
| 4.1.1.0.0.27.005 | SERVICE DE GESTION DES CHANTIERS   | 500 000                                 |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>51 410 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES</b>   |   |
| 4.1.1.0.0.28.001 | SERVICE AUTONOME DES ALCOOLS-RABAT   | 45 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.28.002 | SEGMA CHARGE DE L'ACCREDITATION ET DE LA METROLOGIE  | 4 000 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>49 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE LA CULTURE</b>   |   |
| 4.1.1.0.0.29.001 | IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL  | 2 300 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>2 300 000</b>                        |
|                  | <b>MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE</b>   |   |
| 4.1.1.0.0.30.001 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE   | 15 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.30.002 | INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME   | 4 000 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>19 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>  |   |
| 4.1.1.0.0.31.003 | DIVISION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL  | 60 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.31.004 | DIVISION DE LA SECURITE SOCIALE ET DE LA MUTUALITE   | 200 000                                 |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>60 200 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION</b> |   |
| 4.1.1.0.0.33.001 | ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION   | 4 420 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>4 420 000</b>                        |
|                  | <b>ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE</b>  |   |
| 4.1.1.0.0.34.001 | CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE   | 24 681 000                              |
| 4.1.1.0.0.34.002 | HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT   | 123 000 000                             |
| 4.1.1.0.0.34.003 | HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH   | 45 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.34.004 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES   | 40 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.34.005 | HOPITAL MILITAIRE A LAAYOUNE   | 6 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.34.006 | HOPITAL MILITAIRE A DAKHLA   | 3 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.34.007 | HOPITAL MILITAIRE A GUELMIM  | 9 200 000                               |
| 4.1.1.0.0.34.008 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A AGADIR   | 5 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.34.009 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ES-SMARA   | 2 000 000                               |
| 4.1.1.0.0.34.010 | UNITE DE FABRICATION DE MASQUES DE LA GENDARMERIE ROYALE   | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>257 881 000</b>                      |
|                  | <b>HAUT COMMISSARIAT AU PLAN</b>   |   |
| 4.1.1.0.0.42.001 | INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE   | 11 973 000                              |
| 4.1.1.0.0.42.002 | CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION   | 3 500 000                               |
| 4.1.1.0.0.42.003 | ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION  | 5 017 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>20 490 000</b>                       |
|                  | <b>HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION</b>  |   |
| 4.1.1.0.0.45.002 | SERVICE DE LA VALORISATION DES PRODUITS FORESTIERS   | 14 000 000                              |
| 4.1.1.0.0.45.003 | PARC NATIONAL DE SOUSS-MASSA   | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>14 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL</b>                                       |   |
| 4.1.1.0.0.48.001 | SERVICE D'ACCUEIL, D'ASSISTANCE ET D'EVALUATION DES PROGRAMMES   | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>-</b>                                |

| Code Chapitre    | Désignation  | Ressources pour l'année budgétaire 2012 |
|------------------|--|---|
| 4.1.1.0.0.51.001 | <i>DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION</i><br>SERVICE AUTONOME DES UNITES DE PRODUCTION DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE<br><i>TOTAL</i> | 5 500 000<br>5 500 000                  |
|                  | <i>TOTAL GENERAL DES RECETTES D'EXPLOITATION</i>   | <b>1 907 649 000</b>                    |
|                  | <i>DEUXIEME PARTIE :- RECETTES D'INVESTISSEMENT</i><br><i>CHEF DU GOUVERNEMENT</i>   |   |
| 4.1.2.0.0.04.001 | ROYAL GOLF DAR ES SALAM<br><i>TOTAL</i>  | -<br>-                                  |
|                  | <i>MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES</i>   |   |
| 4.1.2.0.0.06.002 | CENTRE DE PUBLICATION ET DE DOCUMENTATION JUDICIAIRE DE LA COUR DE CASSATION<br><i>TOTAL</i>   | -<br>-                                  |
|                  | <i>MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION</i>  |   |
| 4.1.2.0.0.07.002 | DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES ET SOCIALES<br><i>TOTAL</i>   | -<br>-                                  |
|                  | <i>MINISTERE DE L'INTERIEUR</i>  |   |
| 4.1.2.0.0.08.001 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE CHAOUIA - OUARDIGHA   | -                                       |
| 4.1.2.0.0.08.002 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE DOUKALA - ABDA  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.08.003 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE FES - BOULEMANE   | -                                       |
| 4.1.2.0.0.08.004 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE GHARB - CHRARDA - BENI HSEN   | -                                       |
| 4.1.2.0.0.08.005 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DU GRAND-CASABLANCA  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.08.006 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE GUELMIM - ES-SEMAR  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.08.007 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE LAAYOUNE - BOUJDOUR - SAKIA EL HAMRA  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.08.008 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE MARRAKECH - TENSIFT - AL-HAOUZ  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.08.009 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE MEKNES - TAFILALET  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.08.010 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE L'ORIENTAL  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.08.011 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE OUED ED-DAHAB - LAGUIRA   | -                                       |
| 4.1.2.0.0.08.012 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE RABAT - SALE - ZEMMOUR - ZAER   | -                                       |
| 4.1.2.0.0.08.013 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE SOUSS - MASSA - DRAA  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.08.014 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE TADLA - AZILAL  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.08.015 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE TANGER - TETOUAN  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.08.016 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE TAZA - AL HOCEIMA - TAOUNATE  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.08.018 | DIRECTION DE LA FORMATION DES CADRES ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES<br><i>TOTAL</i>  | -<br>-                                  |
|                  | <i>MINISTERE DE LA COMMUNICATION</i>   |   |
| 4.1.2.0.0.09.002 | INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION   | 3 480 000                               |
| 4.1.2.0.0.09.003 | INSTITUT SUPERIEUR DES METIERS DE L'AUDIO-VISUEL ET DU CINEMA<br><i>TOTAL</i>  | -<br>3 480 000                          |
|                  | <i>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</i>  |   |
| 4.1.2.0.0.11.002 | DIVISION DE LA COOPERATION   | -                                       |
| 4.1.2.0.0.11.003 | DIVISION DES STRATEGIES DE FORMATION<br><i>TOTAL</i>   | -<br>-                                  |

| Code Chapitre                | Désignation  | Ressources pour l'année budgétaire 2012 |
|------------------------------|--|---|
| <i>MINISTERE DE LA SANTE</i> |  |   |
| 4.1.2.0.0.12.001             | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE OUARZAZATE                                | 1 200 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.002             | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'INEZGANE AIT MELLOUL                       | 1 200 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.003             | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAROUDANTE                                | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.004             | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TIZNIT                                    | 1 200 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.005             | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL KELAA DES SRAGHNA                       | 1 800 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.006             | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ESSAOUIRA                                  | 1 400 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.007             | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL JADIDA                                  | 1 400 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.008             | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE DOUKKALA ABDA                               | 900 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.009             | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHOURIBGA                                 | 1 500 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.010             | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE CHAOUIA OUARTIGHA                           | 800 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.012             | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BOULEMANE                                 | 500 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.013             | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SEFROU                                    | 500 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.014             | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DU GHARB CHERARDA BENI H'SSEN                  | 2 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.015             | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI KACEM                                | 850 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.016             | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE CHEFCHAOUEN                               | 700 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.017             | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE LARACHE                                   | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.018             | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TANGER                                    | 2 500 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.019             | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TETOUAN                                   | 2 500 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.020             | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ERRACHIDIA                                 | 1 800 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.021             | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'IFRANE                                     | 700 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.022             | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHENIFRA                                  | 800 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.023             | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TAZA AL HOCEIMA TAOUNATE                    | 1 400 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.024             | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAZA                                      | 1 300 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.025             | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE FIGUIG                                    | 300 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.026             | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE NADOR                                     | 900 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.027             | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BERKANE                                   | 300 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.028             | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE OUED EDDAHAB                              | 300 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.029             | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LAAYOUNE BOUJDOUR SAKIA L'HAMRA             | 1 500 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.030             | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAN-TAN                                   | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.031             | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TADLA AZILAL                                | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.032             | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE SOUSS MASSA DARAA                           | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.033             | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MARRAKECH TENSIFT AL HAOUZ                  | 2 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.035             | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS D'AIN SEBAA HAY MOHAMMADI | 900 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.036             | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS D'EL FIDA MERS SOLTANE    | 900 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.037             | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS MOULAY RACHID             | 900 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.038             | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DU GRAND CASABLANCA                            | 700 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.039             | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE MOHAMMADIA                               | 600 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.040             | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE SALE                                     | 700 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.041             | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE SKHIRAT TEMARA                           | 200 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.042             | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHEMISSSET                                | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.044             | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE FES BOULEMANE                               | 1 700 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.045             | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MEKNES TAFILALT                             | 3 000 000                               |



| Code Chapitre    | Désignation  | Ressources pour l'année budgétaire 2012 |
|------------------|--|---|
| 4.1.2.0.0.12.046 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE L'ORIENTAL                          | 1 300 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.047 | CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-RABAT                      | 5 500 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.048 | CENTRE REGIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-CASABLANCA                 | -                                       |
| 4.1.2.0.0.12.049 | INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE  | 16 000 000                              |
| 4.1.2.0.0.12.050 | CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION                                 | 1 500 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.051 | DIRECTION DU MEDICAMENT ET DE LA PHARMACIE                         | 9 500 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.052 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE CHICHAOUA                         | 200 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.053 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS HAY HASSANI       | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.054 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAOUNATE                          | 500 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.055 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE RABAT                            | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.056 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAOURIRT                          | 200 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.057 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHTOUKA AIT BAHA                     | 200 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.058 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS AIN CHOCK         | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.059 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BENSLIMANE                        | 200 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.060 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TATA                              | 300 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.061 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL HAOUZ                           | 200 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.062 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE ZAGORA                            | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.063 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BOUJDOUR                          | 200 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.064 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ASSA ZAG                           | 200 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.065 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE GUELMIM                           | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.066 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ES SMARA                           | 300 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.067 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS DE SIDI BERNOUSSI | 600 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.068 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE NOUACEUR                          | 200 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.069 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'AZILAL                             | 500 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.070 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL HAJEB                           | 200 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.071 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE M'DIQ FNIDEQ                      | 300 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.072 | INSTITUT NATIONAL D'ADMINISTRATION SANITAIRE                       | 4 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.073 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE JERADA                            | 200 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.074 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS DE BEN M'SIK      | 200 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.075 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE FES                              | 750 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.076 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TINGHIR                           | 200 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.077 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI IFNI                         | 200 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.078 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI SLIMANE                      | 200 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.079 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE OUAZZANE                          | 500 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.080 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BERRECHID                         | 1 500 000                               |
| 4.1.2.0.0.12.081 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE RHAMNA                            | 200 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.082 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI BENNOUR                      | 200 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.083 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE YOUSOUFIA                         | 200 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.084 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE FQUIH BEN SALAH                   | 200 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.085 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE MIDELT                            | 400 000                                 |
| 4.1.2.0.0.12.086 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE GUERCIF                           | 200 000                                 |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>96 500 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>                     |   |
| 4.1.2.0.0.13.003 | SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION                                   | 8 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.13.005 | TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME                                     | -                                       |

| Code Chapitre    | Désignation  | Ressources pour l'année budgétaire 2012 |
|------------------|--|---|
| 4.1.2.0.0.13.006 | DIVISION ADMINISTRATIVE  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.13.007 | ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS   | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>8 000 000</b>                        |
|                  | <b>MINISTERE DU TOURISME</b>   |   |
| 4.1.2.0.0.14.001 | INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER                                   | 3 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.14.002 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE MOHAMMEDIA      | 800 000                                 |
| 4.1.2.0.0.14.003 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - AGADIR                     | 800 000                                 |
| 4.1.2.0.0.14.004 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - EL JADIDA                             | 500 000                                 |
| 4.1.2.0.0.14.005 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - ERFOUD                                | 800 000                                 |
| 4.1.2.0.0.14.006 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - FES                                   | 800 000                                 |
| 4.1.2.0.0.14.007 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - MARRAKECH        | 800 000                                 |
| 4.1.2.0.0.14.008 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE                            | 800 000                                 |
| 4.1.2.0.0.14.009 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SAIDIA                                | 800 000                                 |
| 4.1.2.0.0.14.010 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SALE                                  | 800 000                                 |
| 4.1.2.0.0.14.011 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER                                | 800 000                                 |
| 4.1.2.0.0.14.012 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE-ASSILAH                 | 800 000                                 |
| 4.1.2.0.0.14.013 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - BENSLIMANE            | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.14.014 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - CASABLANCA            | 800 000                                 |
| 4.1.2.0.0.14.015 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT      | 800 000                                 |
| 4.1.2.0.0.14.016 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE GASTRONOMIE MAROCAINE A FES HAY ANAS | 800 000                                 |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>14 900 000</b>                       |
|                  | <b>SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT</b>   |   |
| 4.1.2.0.0.16.001 | DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE   | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>-</b>                                |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU TRANSPORT</b>   |   |
| 4.1.2.0.0.17.002 | CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES                                      | 6 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.003 | SERVICE DU RESEAU DES SERVICES DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL                              | 1 500 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.004 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES  | 1 500 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.005 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT  | 500 000                                 |
| 4.1.2.0.0.17.006 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH  | 1 500 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.007 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MEKNES   | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.008 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA   | 600 000                                 |
| 4.1.2.0.0.17.009 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA                                       | 600 000                                 |
| 4.1.2.0.0.17.010 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR  | 3 500 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.011 | INSTITUT DE FORMATION AUX ENGIN ET A L'ENTRETIEN ROUTIER                                 | 500 000                                 |
| 4.1.2.0.0.17.012 | INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES  | 2 500 000                               |
| 4.1.2.0.0.17.013 | DIRECTION DES TRANSPORTS ROUTIERS ET DE LA SECURITE ROUTIERE                             | 450 000 000                             |
| 4.1.2.0.0.17.014 | SERVICE DE LA FORMATION CONTINUE   | 300 000                                 |
| 4.1.2.0.0.17.015 | DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE  | 25 000 000                              |
| 4.1.2.0.0.17.016 | DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS  | 500 000                                 |
| 4.1.2.0.0.17.017 | CENTRE NATIONAL D'ESSAIS ET D'HOMOLOGATION   | 20 000 000                              |

| Code Chapitre    | Désignation  | Ressources pour l'année budgétaire 2012 |
|------------------|--|---|
| 4.1.2.0.0.17.018 | DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE   | 4 500 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>520 000 000</b>                      |
|                  | <b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME</b>  |   |
| 4.1.2.0.0.20.001 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT RURAL DE BOUKNADEL - SALE | -                                       |
| 4.1.2.0.0.20.002 | INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT-KENITRA                           | -                                       |
| 4.1.2.0.0.20.003 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE LA CHAOUIA  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.20.004 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE TIFLET  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.20.005 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE SAHEL BOUTAHAR  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.20.006 | ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.20.007 | DIVISION DE LA PROTECTION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES  | 3 700 000                               |
| 4.1.2.0.0.20.008 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - AL HOCEIMA   | 350 000                                 |
| 4.1.2.0.0.20.009 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - SAFI   | 500 000                                 |
| 4.1.2.0.0.20.010 | INSTITUT SUPERIEUR DES PECHEES MARITIMES   | 500 000                                 |
| 4.1.2.0.0.20.011 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - TAN TAN  | 100 000                                 |
| 4.1.2.0.0.20.012 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LARACHE  | 350 000                                 |
| 4.1.2.0.0.20.013 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LAAYOUNE -   | 500 000                                 |
| 4.1.2.0.0.20.014 | ECOLE NATIONALE FORESTIERE D'INGENIEURS  | 5 200 000                               |
| 4.1.2.0.0.20.015 | SERVICE DES LYCEES AGRICOLES   | 18 360 000                              |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>29 560 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>  |   |
| 4.1.2.0.0.21.001 | COMPLEXE SPORTIF MOHAMMED V DE CASABLANCA ET BASE NAUTIQUE DE MOHAMMADIA                           | -                                       |
| 4.1.2.0.0.21.002 | COMPLEXE SPORTIF PRINCE MOULAY ABDELLAH - RABAT  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.21.003 | INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS                                | -                                       |
| 4.1.2.0.0.21.005 | COMPLEXE SPORTIF DE FES  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.21.006 | SERVICE DU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS ET DES SALLES SPORTIVES                                     | -                                       |
| 4.1.2.0.0.21.007 | COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZNIKA                                  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.21.008 | SERVICE DU TOURISME CULTUREL DES JEUNES  | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>-</b>                                |
|                  | <b>MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES</b>   |   |
| 4.1.2.0.0.23.001 | DIVISION DU PELERINAGE ET DES AFFAIRES SOCIALES  | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>-</b>                                |
|                  | <b>MINISTERE DE L'ARTISANAT</b>  |   |
| 4.1.2.0.0.26.001 | DIVISION DE LA CARTE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE   | -                                       |
| 4.1.2.0.0.26.002 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE FES   | 160 000                                 |
| 4.1.2.0.0.26.003 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE MARRAKECH   | 180 000                                 |
| 4.1.2.0.0.26.004 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE MEKNES  | 180 000                                 |
| 4.1.2.0.0.26.005 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES ARTS TRADITIONNELS DE RABAT TAKADDOUM                  | 150 000                                 |
| 4.1.2.0.0.26.006 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES ARTS TRADITIONNELS DE OUARZAZATE                       | 150 000                                 |
| 4.1.2.0.0.26.007 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES ARTS TRADITIONNELS D'INEZGANE                          | 180 000                                 |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>1 000 000</b>                        |

| Code Chapitre    | Désignation  | Ressources pour l'année budgétaire 2012 |
|------------------|--|---|
|                  | <b>MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT</b>   |   |
| 4.1.2.0.0.27.001 | ECOLE PRATIQUE DES MINES DE TOUISSIT-OUJDA   | 1 190 000                               |
| 4.1.2.0.0.27.002 | ECOLE DES MINES DE MARRAKECH   | 380 000                                 |
| 4.1.2.0.0.27.003 | DIRECTION DE LA METEOROLOGIE NATIONALE   | 35 000 000                              |
| 4.1.2.0.0.27.004 | DIRECTION DE L'OBSERVATION, DES ETUDES ET DE LA COORDINATION   | 1 500 000                               |
| 4.1.2.0.0.27.005 | SERVICE DE GESTION DES CHANTIERS   | 500 000                                 |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>38 570 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES</b>   |   |
| 4.1.2.0.0.28.001 | SERVICE AUTONOME DES ALCOOLS-RABAT   | 1 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.28.002 | SEGMA CHARGE DE L'ACCREDITATION ET DE LA METROLOGIE  | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>1 000 000</b>                        |
|                  | <b>MINISTERE DE LA CULTURE</b>   |   |
| 4.1.2.0.0.29.001 | IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL  | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>-</b>                                |
|                  | <b>MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE</b>   |   |
| 4.1.2.0.0.30.001 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE   | 4 500 000                               |
| 4.1.2.0.0.30.002 | INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME   | 1 500 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>6 000 000</b>                        |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>  |   |
| 4.1.2.0.0.31.003 | DIVISION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.31.004 | DIVISION DE LA SECURITE SOCIALE ET DE LA MUTUALITE   | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>-</b>                                |
|                  | <b>MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION</b> |   |
| 4.1.2.0.0.33.001 | ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION   | 1 000 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>1 000 000</b>                        |
|                  | <b>ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE</b>  |   |
| 4.1.2.0.0.34.001 | CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE   | 3 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.34.002 | HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT   | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.003 | HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH   | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.004 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES   | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.005 | HOPITAL MILITAIRE A LAAYOUNE   | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.006 | HOPITAL MILITAIRE A DAKHLA   | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.007 | HOPITAL MILITAIRE A GUELMIM  | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.008 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A AGADIR   | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.009 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ES-SMARA   | -                                       |
| 4.1.2.0.0.34.010 | UNITE DE FABRICATION DE MASQUES DE LA GENDARMERIE ROYALE   | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>3 000 000</b>                        |
|                  | <b>HAUT COMMISSARIAT AU PLAN</b>   |   |
| 4.1.2.0.0.42.001 | INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE   | 6 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.42.002 | CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION   | 4 000 000                               |
| 4.1.2.0.0.42.003 | ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION  | 8 700 000                               |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>18 700 000</b>                       |
|                  | <b>HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION</b>  |   |
| 4.1.2.0.0.45.002 | SERVICE DE LA VALORISATION DES PRODUITS FORESTIERS   | -                                       |
| 4.1.2.0.0.45.003 | PARC NATIONAL DE SOUSS-MASSA   | -                                       |
|                  | <b>TOTAL</b>   | <b>-</b>                                |

| Code Chapitre    | Désignation   | Ressources pour l'année budgétaire 2012 |
|------------------|---|---|
|                  | <i>MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL</i>    |   |
| 4.1.2.0.0.48.001 | SERVICE D'ACCUEIL , D'ASSISTANCE ET D'EVALUATION DES PROGRAMMES<br><i>TOTAL</i>             | -<br>-                                  |
|                  | <i>DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION</i>             |   |
| 4.1.2.0.0.51.001 | SERVICE AUTONOME DES UNITES DE PRODUCTION DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE<br><i>TOTAL</i> | -<br>-                                  |
|                  | <i>TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT</i>  | <b>741 710 000</b>                      |
|                  | <i>TOTAL GENERAL DES RECETTES DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME</i>          | <b>2 649 359 000</b>                    |

## III. Comptes Spéciaux du Trésor

| Code                                     | DESIGNATION DES COMPTES   | Ressources pour l'année budgétaire 2012 |
|--|---|---|
| <b>3.1- COMPTES D'AFFECTION SPECIALE</b> |   |   |
| 3.1.0.0.1.00.001                         | Fonds spécial des prélèvements sur le pari mutuel   | 90 000 000                              |
| 3.1.0.0.1.00.003                         | Fonds de soutien aux services de la concurrence, du contrôle des prix et des stocks de sécurité   | 5 000 000                               |
| 3.1.0.0.1.00.004                         | Fonds de la lutte contre les effets de la sécheresse  | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.1.00.005                         | Fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes  | 640 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.00.006                         | Fonds d'accompagnement des réformes du transport routier urbain et interurbain  | 300 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.04.002                         | Fonds pour le développement rural et des zones de montagne  | 1 000 000 000                           |
| 3.1.0.0.1.04.003                         | Fonds de promotion des investissements  | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.1.04.005                         | Fonds de service universel de télécommunications  | 300 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.04.006                         | Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain  | 2 325 000 000                           |
| 3.1.0.0.1.06.001                         | Fonds spécial pour le soutien des juridictions  | 280 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.06.002                         | Fonds d'entraide familiale  | 160 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.08.003                         | Fonds spécial pour la sauvegarde de la cité de Fès  | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.1.08.004                         | Part des collectivités locales dans le produit de la T.V.A  | 22 910 143 000                          |
| 3.1.0.0.1.08.005                         | Fonds spécial pour la promotion et le soutien de la Protection Civile   | 200 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.08.006                         | Fonds spécial relatif au produit des parts d'impôts affectées aux régions   | 712 141 000                             |
| 3.1.0.0.1.08.007                         | Fonds de péréquation et de développement régional   | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.1.08.008                         | Financement des dépenses d'équipement et de la lutte contre le chômage  | 566 500 000                             |
| 3.1.0.0.1.08.009                         | Fonds de soutien à la sûreté nationale  | 30 000 000                              |
| 3.1.0.0.1.08.010                         | Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage   | 443 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.08.011                         | Fonds d'assainissement liquide et d'épuration des eaux usées  | 500 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.08.012                         | Fonds de lutte contre les effets des catastrophes naturelles  | 300 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.09.002                         | Fonds pour la promotion du paysage audiovisuel national   | 370 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.10.001                         | Fonds national de soutien à la recherche scientifique et au développement technologique   | 22 500 000                              |
| 3.1.0.0.1.12.001                         | Fonds spécial de la pharmacie centrale  | 860 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.13.003                         | Fonds de remploi domanial   | 1 439 000 000                           |
| 3.1.0.0.1.13.004                         | Fonds spécial du produit des loteries   | 100 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.13.005                         | Fonds des tabacs pour l'octroi de secours   | 70 000 000                              |
| 3.1.0.0.1.13.006                         | Fonds de rémunération des services rendus par le ministère chargé des finances au titre des frais de surveillance et de contrôle des entreprises d'assurances et de réassurance | 24 000 000                              |
| 3.1.0.0.1.13.008                         | Masse des services financiers   | 320 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.13.009                         | Fonds de la réforme agraire   | 100 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.13.012                         | Bénéfices et pertes de conversion sur les dépenses publiques en devises étrangères  | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.1.13.017                         | Fonds spécial de la zakat   | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.1.13.018                         | Fonds de solidarité des assurances  | 932 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.13.019                         | Fonds de soutien à certains promoteurs  | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.1.13.021                         | Fonds de soutien des prix de certains produits alimentaires   | 1 000 000 000                           |
| 3.1.0.0.1.13.022                         | Fonds de gestion des risques afférents aux emprunts des tiers garantis par l'Etat   | 240 300 000                             |
| 3.1.0.0.1.13.023                         | Fonds national de soutien des investissements   | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.1.13.024                         | Fonds d'appui à la cohésion sociale   | 2 000 000 000                           |
| 3.1.0.0.1.17.001                         | Fonds spécial routier   | 2 200 000 000                           |
| 3.1.0.0.1.17.003                         | Fonds de délimitation du domaine public maritime et portuaire   | 16 000 000                              |
| 3.1.0.0.1.20.005                         | Fonds de développement agricole   | 500 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.20.006                         | Fonds de développement de la pêche maritime   | 100 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.21.001                         | Fonds national du développement du sport  | 800 000 000                             |

| Code             | DESIGNATION DES COMPTES   | Ressources pour l'année budgétaire 2012 |
|------------------|---|---|
| 3.1.0.0.1.27.001 | Fonds pour l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable des populations rurales                       | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.1.27.002 | Fonds national pour la protection et la mise en valeur de l'environnement                                     | 200 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.27.003 | Fonds de développement énergétique  | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.1.29.001 | Fonds national pour l'action culturelle   | 20 000 000                              |
| 3.1.0.0.1.30.002 | Fonds solidarité habitat et intégration urbaine   | 2 000 000 000                           |
| 3.1.0.0.1.33.001 | Fonds de modernisation de l'Administration publique   | 10 000 000                              |
| 3.1.0.0.1.34.001 | Fonds de participation des Forces Armées Royales aux missions de paix   | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.1.34.002 | Fonds de soutien à la Gendarmerie Royale  | 40 000 000                              |
| 3.1.0.0.1.45.001 | Fonds national forestier  | 300 000 000                             |
| 3.1.0.0.1.45.003 | Fonds de la chasse et de la pêche continentale  | 14 000 000                              |
| 3.1.0.0.1.50.001 | Fonds de soutien à l'action culturelle au profit des marocains résidant à l'étranger                          | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.1.51.001 | Fonds spécial pour le soutien des établissements pénitentiaires   | 120 000 000                             |
|                  | <b>TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES D'AFFECTION SPECIALE</b>  | <b>44 559 584 000</b>                   |
|                  | <b>3.4- COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX</b>  |   |
| 3.1.0.0.4.13.021 | Compte d'adhésion aux institutions de Bretton woods   | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.4.13.022 | Compte d'adhésion aux organismes arabes et islamiques   | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.4.13.023 | Compte d'adhésion aux institutions multilatérales   | Mémoire                                 |
|                  | <b>TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX</b>                              | <b>Mémoire</b>                          |
|                  | <b>3.5- COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES</b>   |   |
| 3.1.0.0.5.13.001 | Différence de change sur ventes et achats de devises  | 1 000 000 000                           |
| 3.1.0.0.5.13.003 | Compte des opérations d'échanges de taux d'intérêt et de devises des emprunts extérieurs                      | Mémoire                                 |
|                  | <b>TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES</b>   | <b>1 000 000 000</b>                    |
|                  | <b>3.7- COMPTES DE PRETS</b>  |   |
| 3.1.0.0.7.13.004 | Prêts aux coopératives agricoles  | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.7.13.008 | Prêts à des Etats étrangers   | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.7.13.017 | Prêts aux collectivités locales   | 1 027 000                               |
| 3.1.0.0.7.13.019 | Prêts à la Ligue nationale de lutte contre les maladies cardio-vasculaires                                    | 452 000                                 |
| 3.1.0.0.7.13.020 | Prêts à l'Office national de l'eau potable  | 11 751 000                              |
| 3.1.0.0.7.13.054 | Prêts à l'ONCF  | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.7.13.059 | Prêts à la Société marocaine d'assurance à l'exportation  | 1 953 000                               |
| 3.1.0.0.7.13.063 | Prêts aux régies de distribution d'eau et d'électricité   | 22 407 000                              |
| 3.1.0.0.7.13.064 | Prêts aux établissements bancaires  | 5 239 000                               |
| 3.1.0.0.7.13.065 | Prêts aux établissements d'aménagement de terrains et d'habitat   | 17 641 000                              |
| 3.1.0.0.7.13.066 | Prêts à la société de financement "JAIDA"   | Mémoire                                 |
|                  | <b>TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES DE PRETS</b>  | <b>60 470 000</b>                       |
|                  | <b>3.8- COMPTES D'AVANCES</b>   |   |
| 3.1.0.0.8.13.005 | Avances à la Banque nationale pour le développement économique  | 333 000                                 |
| 3.1.0.0.8.13.008 | Avances à l'Office national interprofessionnel des céréales et des légumineuses et aux coopératives agricoles | Mémoire                                 |
|                  | <b>TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES D'AVANCES</b>   | <b>333 000</b>                          |

| Code             | DESIGNATION DES COMPTES  | Ressources pour l'année budgétaire 2012 |
|------------------|--|---|
|                  | <b>3.9- COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS</b>                            |   |
| 3.1.0.0.9.04.001 | Fonds spécial de développement régional                                  | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.9.04.002 | Dépenses particulières au développement des provinces sahariennes        | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.9.08.001 | Fonds de développement des collectivités locales et de leurs groupements | 80 000 000                              |
| 3.1.0.0.9.34.001 | Acquisition et réparation des matériels des Forces Armées Royales        | 10 200 000 000                          |
| 3.1.0.0.9.34.002 | Fonds de la Direction générale des études et de la documentation         | Mémoire                                 |
| 3.1.0.0.9.42.001 | Fonds de relations publiques   | 500 000                                 |
|                  | <b>TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS</b>        | <b>10 280 500 000</b>                   |
|                  | <b>TOTAL GENERAL DES RESSOURCES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>       | <b>55 900 887 000</b>                   |



**TABLEAU (B)**  
**(Article 50)**

**Titre I**

**REPARTITION, PAR DEPARTEMENT MINISTERIEL OU INSTITUTION ET PAR CHAPITRE, DES  
CREDITS OUVERTS AU TITRE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET GENERAL  
POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2012  
(En dirhams)**

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions  | Crédits pour l'année budgétaire 2012 |
|-----------------------|--|--------------------------------------|
|                       | <b>SA MAJESTE LE ROI</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.01.000      | - Listes Civiles .....   | 26 292 000                           |
| 1.2.1.2.0.01.000      | - Dotations de Souveraineté .....  | 517 164 000                          |
|                       | <b>COUR ROYALE</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.02.000      | - Personnel .....  | 401 522 000                          |
| 1.2.1.2.0.02.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 1 497 865 000                        |
|                       | <b>CHAMBRE DES REPRESENTANTS</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.03.000      | - Personnel .....  | 292 421 000                          |
| 1.2.1.2.0.03.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 49 800 000                           |
|                       | <b>CHAMBRE DES CONSEILLERS</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.43.000      | - Personnel .....  | 214 226 000                          |
| 1.2.1.2.0.43.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 37 800 000                           |
|                       | <b>CHEF DU GOUVERNEMENT</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.04.000      | - Personnel .....  | 91 787 000                           |
| 1.2.1.2.0.04.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 472 597 000                          |
|                       | <b>JURIDICTIONS FINANCIERES</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.05.000      | - Personnel .....  | 71 536 000                           |
| 1.2.1.2.0.05.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 38 309 000                           |
|                       | <b>MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.06.000      | - Personnel .....  | 2 810 673 000                        |
| 1.2.1.2.0.06.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 312 000 000                          |
|                       | <b>MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.07.000      | - Personnel .....  | 1 320 617 000                        |
| 1.2.1.2.0.07.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 535 774 000                          |
|                       | <b>MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.08.000      | - Personnel .....  | 14 209 765 000                       |
| 1.2.1.2.0.08.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 3 300 700 000                        |
|                       | <b>MINISTERE DE LA COMMUNICATION</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.09.000      | - Personnel .....  | 64 208 000                           |
| 1.2.1.2.0.09.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 328 000 000                          |
|                       | <b>MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE LA FORMATION DES CADRES</b> |                                      |
| 1.2.1.1.0.10.000      | - Personnel .....  | 5 704 980 000                        |
| 1.2.1.2.0.10.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 2 099 000 000                        |
|                       | <b>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.11.000      | - Personnel .....  | 34 808 317 000                       |
| 1.2.1.2.0.11.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 4 456 619 000                        |
|                       | <b>MINISTERE DE LA SANTE</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.12.000      | - Personnel .....  | 6 652 384 000                        |
| 1.2.1.2.0.12.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 3 428 000 000                        |

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions  | Crédits pour l'année budgétaire 2012 |
|-----------------------|--|--------------------------------------|
|                       | <b>MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.13.000      | - Personnel .....  | 1 958 230 000                        |
| 1.2.1.2.0.13.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 240 000 000                          |
| 1.2.1.3.0.13.000      | - Charges communes .....   | 62 617 530 000                       |
|                       | <b>MINISTERE DU TOURISME</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.14.000      | - Personnel .....  | 156 030 000                          |
| 1.2.1.2.0.14.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 65 620 000                           |
|                       | <b>SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.16.000      | - Personnel .....  | 47 916 000                           |
| 1.2.1.2.0.16.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 14 370 000                           |
|                       | <b>MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU TRANSPORT</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.17.000      | - Personnel .....  | 717 934 000                          |
| 1.2.1.2.0.17.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 100 580 000                          |
|                       | <b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.20.000      | - Personnel .....  | 729 300 000                          |
| 1.2.1.2.0.20.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 1 530 952 000                        |
|                       | <b>MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.21.000      | - Personnel .....  | 435 564 000                          |
| 1.2.1.2.0.21.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 170 000 000                          |
|                       | <b>MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.23.000      | - Personnel .....  | 268 709 000                          |
| 1.2.1.2.0.23.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 1 734 000 000                        |
|                       | <b>MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DES AFFAIRES GENERALES ET DE LA GOUVERNANCE</b> |                                      |
| 1.2.1.1.0.24.000      | - Personnel .....  | 29 473 000                           |
| 1.2.1.2.0.24.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 60 894 000                           |
|                       | <b>MINISTERE DE L'ARTISANAT</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.26.000      | - Personnel .....  | 119 295 000                          |
| 1.2.1.2.0.26.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 45 448 000                           |
|                       | <b>MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT</b>                                   |                                      |
| 1.2.1.1.0.27.000      | - Personnel .....  | 493 986 000                          |
| 1.2.1.2.0.27.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 324 611 000                          |
|                       | <b>MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES</b>                                 |                                      |
| 1.2.1.1.0.28.000      | - Personnel .....  | 176 383 000                          |
| 1.2.1.2.0.28.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 145 628 000                          |
|                       | <b>MINISTERE DE LA CULTURE</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.29.000      | - Personnel .....  | 199 574 000                          |
| 1.2.1.2.0.29.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 139 400 000                          |
|                       | <b>MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE</b>                               |                                      |
| 1.2.1.1.0.30.000      | - Personnel .....  | 251 677 000                          |
| 1.2.1.2.0.30.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 338 390 000                          |
|                       | <b>MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.31.000      | - Personnel .....  | 215 512 000                          |
| 1.2.1.2.0.31.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....   | 358 400 000                          |

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions   | Crédits pour l'année budgétaire 2012 |
|-----------------------|---|--------------------------------------|
|                       | <b>MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT ET LA SOCIETE CIVILE</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.32.000      | - Personnel .....   | 19 888 000                           |
| 1.2.1.2.0.32.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....  | 6 481 000                            |
|                       | <b>MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION</b> |                                      |
| 1.2.1.1.0.33.000      | - Personnel .....   | 54 265 000                           |
| 1.2.1.2.0.33.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....  | 15 450 000                           |
|                       | <b>ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.34.000      | - Personnel .....   | 19 370 161 000                       |
| 1.2.1.2.0.34.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....  | 5 250 000 000                        |
|                       | <b>HAUT COMMISSARIAT AUX ANCIENS RESISTANTS ET ANCIENS MEMBRES DE L'ARMEE DE LIBERATION</b>                                       |                                      |
| 1.2.1.1.0.35.000      | - Personnel .....   | 48 224 000                           |
| 1.2.1.2.0.35.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....  | 67 973 000                           |
| 1.2.1.4.0.36.000      | <b>DEPENSES IMPREVUES ET DOTATIONS PROVISIONNELLES</b>  | 2 666 000 000                        |
|                       | <b>DELEGATION INTERMINISTERIELLE AUX DROITS DE L'HOMME</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.40.000      | - Personnel .....   | 2 149 000                            |
| 1.2.1.2.0.40.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....  | 10 000 000                           |
|                       | <b>HAUT COMMISSARIAT AU PLAN</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.42.000      | - Personnel .....   | 253 195 000                          |
| 1.2.1.2.0.42.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....  | 78 825 000                           |
|                       | <b>HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.45.000      | - Personnel .....   | 417 742 000                          |
| 1.2.1.2.0.45.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....  | 42 790 000                           |
|                       | <b>MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL</b>  |                                      |
| 1.2.1.1.0.48.000      | - Personnel .....   | 39 849 000                           |
| 1.2.1.2.0.48.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....  | 418 850 000                          |
|                       | <b>MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DES MAROCAINS RESIDANT A L'ETRANGER</b>                                |                                      |
| 1.2.1.1.0.50.000      | - Personnel .....   | 18 491 000                           |
| 1.2.1.2.0.50.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....  | 224 860 000                          |
|                       | <b>DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.51.000      | - Personnel .....   | 745 344 000                          |
| 1.2.1.2.0.51.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....  | 556 500 000                          |
|                       | <b>CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL</b>   |                                      |
| 1.2.1.1.0.52.000      | - Personnel .....   | 70 681 000                           |
| 1.2.1.2.0.52.000      | - Matériel et Dépenses Diverses.....  | 35 000 000                           |
|                       | <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET GENERAL:</b>  | <b>187 840 480 000</b>               |

**TABLEAU (C)**  
**(Article 51)**  
**Titre II**  
**REPARTITION, PAR DEPARTEMENT MINISTERIEL OU INSTITUTION ET PAR CHAPITRE, DES**  
**CREDITS OUVERTS AU TITRE DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET GENERAL**  
**POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2012**  
**(En dirhams)**

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions  | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2012 | Crédits d'engagement pour 2013 et suivants | TOTAL          |
|-----------------------|--|--|--|----------------|
| 1.2.2.0.0.02.000      | COUR ROYALE  | 131 608 000                                      | -  | 131 608 000    |
| 1.2.2.0.0.03.000      | CHAMBRE DES REPRESENTANTS  | 43 000 000                                       | 22 400 000                                 | 65 400 000     |
| 1.2.2.0.0.43.000      | CHAMBRE DES CONSEILLERS  | -  | -  | -              |
| 1.2.2.0.0.04.000      | CHEF DU GOUVERNEMENT   | 700 000 000                                      | -  | 700 000 000    |
| 1.2.2.0.0.05.000      | JURIDICTIONS FINANCIERES   | 56 000 000                                       | 30 000 000                                 | 86 000 000     |
| 1.2.2.0.0.06.000      | MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES  | 324 000 000                                      | 300 000 000                                | 624 000 000    |
| 1.2.2.0.0.07.000      | MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION   | 110 000 000                                      | -  | 110 000 000    |
| 1.2.2.0.0.08.000      | MINISTERE DE L'INTERIEUR   | 3 047 000 000                                    | 900 000 000                                | 3 947 000 000  |
| 1.2.2.0.0.09.000      | MINISTERE DE LA COMMUNICATION  | 903 630 000                                      | 72 000 000                                 | 975 630 000    |
| 1.2.2.0.0.10.000      | MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE LA FORMATION DES CADRES                          | 1 000 000 000                                    | 200 000 000                                | 1 200 000 000  |
| 1.2.2.0.0.11.000      | MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE   | 3 168 328 000                                    | 6 086 000 000                              | 9 254 328 000  |
| 1.2.2.0.0.12.000      | MINISTERE DE LA SANTE  | 1 800 000 000                                    | 1 335 000 000                              | 3 135 000 000  |
| 1.2.2.0.0.13.000      | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES  | 360 000 000                                      | 200 000 000                                | 560 000 000    |
| 1.2.2.3.0.13.000      | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES -Charges communes  | 18 528 310 000                                   | -  | 18 528 310 000 |
| 1.2.2.0.0.14.000      | MINISTERE DU TOURISME  | 395 320 000                                      | 66 000 000                                 | 461 320 000    |
| 1.2.2.0.0.16.000      | SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT  | 6 000 000  | -  | 6 000 000      |
| 1.2.2.0.0.17.000      | MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU TRANSPORT  | 5 853 200 000                                    | 8 564 000 000                              | 14 417 200 000 |
| 1.2.2.0.0.20.000      | MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME   | 7 820 050 000                                    | 3 190 000 000                              | 11 010 050 000 |
| 1.2.2.0.0.21.000      | MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS   | 1 051 000 000                                    | 600 000 000                                | 1 651 000 000  |
| 1.2.2.0.0.23.000      | MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES  | 1 210 000 000                                    | 600 000 000                                | 1 810 000 000  |
| 1.2.2.0.0.24.000      | MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DES AFFAIRES GENERALES ET DE LA GOUVERNANCE                        | 13 500 000                                       | 1 000 000                                  | 14 500 000     |
| 1.2.2.0.0.26.000      | MINISTERE DE L'ARTISANAT   | 300 000 000                                      | 70 000 000                                 | 370 000 000    |
| 1.2.2.0.0.27.000      | MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT  | 3 802 000 000                                    | 7 117 000 000                              | 10 919 000 000 |
| 1.2.2.0.0.28.000      | MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES  | 970 425 000                                      | 90 000 000                                 | 1 060 425 000  |
| 1.2.2.0.0.29.000      | MINISTERE DE LA CULTURE  | 235 000 000                                      | 100 000 000                                | 335 000 000    |
| 1.2.2.0.0.30.000      | MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE  | 1 002 500 000                                    | 30 000 000                                 | 1 032 500 000  |
| 1.2.2.0.0.31.000      | MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE   | 491 700 000                                      | 245 000 000                                | 736 700 000    |
| 1.2.2.0.0.32.000      | MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT ET LA SOCIETE CIVILE  | 1 400 000  | -  | 1 400 000      |
| 1.2.2.0.0.33.000      | MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION | 24 500 000                                       | 21 000 000                                 | 45 500 000     |

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions   | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2012 | Crédits d'engagement pour 2013 et suivants | TOTAL                 |
|-----------------------|---|--|--|-----------------------|
| 1.2.2.0.0.34.000      | ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE  | 4 740 000 000                                    | 2 864 000 000                              | 7 604 000 000         |
| 1.2.2.0.0.35.000      | HAUT COMMISSARIAT AUX ANCIENS RESISTANTS ET ANCIENS MEMBRES DE L'ARMEE DE LIBERATION        | 9 931 000  | 8 500 000                                  | 18 431 000            |
| 1.2.2.0.0.40.000      | DELEGATION INTERMINISTERIELLE AUX DROITS DE L'HOMME   | 10 000 000                                       | -  | 10 000 000            |
| 1.2.2.0.0.42.000      | HAUT COMMISSARIAT AU PLAN   | 79 770 000                                       | 15 000 000                                 | 94 770 000            |
| 1.2.2.0.0.45.000      | HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION                | 200 000 000                                      | 150 000 000                                | 350 000 000           |
| 1.2.2.0.0.48.000      | MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL           | 178 500 000                                      | -  | 178 500 000           |
| 1.2.2.0.0.50.000      | MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DES MAROCAINS RESIDANT A L'ETRANGER | 186 000 000                                      | 10 000 000                                 | 196 000 000           |
| 1.2.2.0.0.51.000      | DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION                    | 375 000 000                                      | 455 000 000                                | 830 000 000           |
| 1.2.2.0.0.52.000      | CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL  | 5 000 000  | -  | 5 000 000             |
|                       | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET GENERAL:</b>                               | <b>59 132 672 000</b>                            | <b>33 341 900 000</b>                      | <b>92 474 572 000</b> |

**TABLEAU (D)**  
**(Article 52)**

**Titre III**

**REPARTITION, PAR CHAPITRE, DES CREDITS OUVERTS AU TITRE DES  
DEPENSES RELATIVES AU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE  
POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2012**

(En dirhams)

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions  | Crédits pour l'année budgétaire 2012 |
|-----------------------|--|--------------------------------------|
| 1.2.3.1.0.13.000      | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES - Intérêts et Commissions de la Dette Publique               | 20 244 795 000                       |
| 1.2.3.2.0.13.000      | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES - Amortissements de la Dette Publique à moyen et long termes | 22 498 308 000                       |
|                       | <b>TOTAL DES DEPENSES RELATIVES AU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE:</b>                                 | <b>42 743 103 000</b>                |

## TABLEAU (E)

(Article 53)

## REPARTITION, PAR MINISTERE OU INSTITUTION, DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2012

(En dirhams)

| Code             | Désignation  | Crédits pour l'année budgétaire 2012 |
|------------------|--|--------------------------------------|
|                  | <b>CHEF DU GOUVERNEMENT</b>  |                                      |
| 4.2.1.0.0.04.001 | ROYAL GOLF DAR ES SALAM  | 18 000 000                           |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU CHEF DU GOUVERNEMENT</b>                                   | <b>18 000 000</b>                    |
|                  | <b>MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES</b>   |                                      |
| 4.2.1.0.0.06.002 | CENTRE DE PUBLICATION ET DE DOCUMENTATION JUDICIAIRE DE LA COUR DE CASSATION   | 900 000                              |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES</b>                | <b>900 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION</b>  |                                      |
| 4.2.1.0.0.07.002 | DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES ET SOCIALES   | 20 000 000                           |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION</b> | <b>20 000 000</b>                    |
|                  | <b>MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>  |                                      |
| 4.2.1.0.0.08.001 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE CHAOUIA - OUARDIGHA   | 4 000 000                            |
| 4.2.1.0.0.08.002 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE DOUKALA - ABDA  | 4 500 000                            |
| 4.2.1.0.0.08.003 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE FES - BOULEMANE   | 3 500 000                            |
| 4.2.1.0.0.08.004 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE GHARB - CHRARDA - BENI HSEN   | 4 000 000                            |
| 4.2.1.0.0.08.005 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DU GRAND-CASABLANCA  | 4 500 000                            |
| 4.2.1.0.0.08.006 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE GUELMIM - ES-SEMARA   | 2 300 000                            |
| 4.2.1.0.0.08.007 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE LAAYOUNE - BOUJDOUR - SAKIA EL HAMRA                                  | 3 000 000                            |
| 4.2.1.0.0.08.008 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE MARRAKECH - TENSIFT - AL-HAOUZ  | 3 700 000                            |
| 4.2.1.0.0.08.009 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE MEKNES - TAFILALET  | 3 300 000                            |
| 4.2.1.0.0.08.010 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE L'ORIENTAL  | 3 700 000                            |
| 4.2.1.0.0.08.011 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE OUED ED-DAHAB - LAGOUIRA  | 1 500 000                            |
| 4.2.1.0.0.08.012 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE RABAT - SALE - ZEMMOUR - ZAER   | 4 500 000                            |
| 4.2.1.0.0.08.013 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE SOUSS - MASSA - DRAA  | 4 000 000                            |
| 4.2.1.0.0.08.014 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE TADLA - AZILAL  | 2 400 000                            |
| 4.2.1.0.0.08.015 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE TANGER - TETOUAN  | 3 400 000                            |
| 4.2.1.0.0.08.016 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE TAZA - AL HOCEIMA - TAOUNATE  | 1 500 000                            |
| 4.2.1.0.0.08.018 | DIRECTION DE LA FORMATION DES CADRES ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES  | 185 000 000                          |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>                               | <b>238 800 000</b>                   |
|                  | <b>MINISTERE DE LA COMMUNICATION</b>   |                                      |
| 4.2.1.0.0.09.002 | INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION   | 5 300 000                            |
| 4.2.1.0.0.09.003 | INSTITUT SUPERIEUR DES METIERS DE L'AUDIO-VISUEL ET DU CINEMA  | -                                    |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA COMMUNICATION</b>                          | <b>5 300 000</b>                     |

| Code             | Désignation  | Crédits pour l'année<br>budgétaire 2012 |
|------------------|--|---|
|                  | <b>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>  |   |
| 4.2.1.0.0.11.002 | DIVISION DE LA COOPERATION   |   |
| 4.2.1.0.0.11.003 | DIVISION DES STRATEGIES DE FORMATION   | 5 000 000                               |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE<br/>L'EDUCATION NATIONALE</b> | <b>5 000 000</b>                        |
|                  | <b>MINISTERE DE LA SANTE</b>   |   |
| 4.2.1.0.0.12.001 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE OUARZAZATE  | 10 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.002 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'INEZGANE AIT MELLOUL   | 8 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.003 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAROUDANTE  | 9 500 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.004 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TIZNIT  | 8 500 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.005 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL KELAA DES SRAGHNA   | 12 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.006 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ESSAOUIRA  | 10 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.007 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL JADIDA  | 16 500 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.008 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE DOUKKALA ABDA   | 13 250 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.009 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHOURIBGA   | 16 500 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.010 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE CHAOUIA OUARDIGHA   | 15 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.012 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BOULEMANE   | 4 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.013 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SEFROU  | 4 700 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.014 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DU GHARB CHERARDA BENI H'SSEN  | 22 300 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.015 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI KACEM  | 7 800 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.016 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE CHEFCHAOUEN   | 6 500 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.017 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE LARACHE   | 9 500 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.018 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TANGER  | 27 300 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.019 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TETOUAN   | 17 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.020 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ERRACHIDIA   | 12 500 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.021 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'IFRANE   | 4 250 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.022 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHENIFRA  | 7 500 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.023 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TAZA AL HOCEIMA TAOUNATE  | 11 500 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.024 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAZA  | 11 450 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.025 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE FIGUIG  | 2 950 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.026 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE NADOR   | 17 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.027 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BERKANE   | 7 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.028 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE OUED EDDAHAB  | 4 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.029 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LAAYOUNE BOUJOUR SAKIA L'HAMRA  | 11 500 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.030 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAN-TAN   | 3 600 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.031 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TADLA AZILAL  | 25 500 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.032 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE SOUSS MASSA DARAA   | 19 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.033 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MARRAKECH TENSIFT AL HAOUZ  | 16 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.035 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS D'AIN SEBAA HAY<br>MOHAMMADI                          | 13 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.036 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS D'EL FIDA MERS SOLTANE                                | 11 700 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.037 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS MOULAY RACHID   | 13 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.038 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DU GRAND CASABLANCA  | 9 800 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.039 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE MOHAMMADIA   | 9 300 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.040 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE SALE   | 12 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.041 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE SKHIRAT TEMARA   | 6 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.042 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHEMISSSET  | 12 850 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.044 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE FES BOULEMANE   | 19 000 000                              |

| Code             | Désignation   | Crédits pour l'année<br>budgétaire 2012 |
|------------------|---|---|
| 4.2.1.0.0.12.045 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MEKNES TAFILALT  | 20 500 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.046 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE L'ORIENTAL   | 22 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.047 | CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-RABAT   | 44 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.048 | CENTRE REGIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-CASABLANCA  | 23 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.049 | INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE   | 6 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.050 | CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION  | 2 500 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.051 | DIRECTION DU MEDICAMENT ET DE LA PHARMACIE  | 4 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.052 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE CHICHAOUA  | 4 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.053 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS HAY HASSANI                              | 7 800 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.054 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAOUNATE   | 5 800 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.055 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE RABAT   | 7 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.056 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAOURIRT   | 3 900 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.057 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHTOUKA AIT BAHA  | 4 350 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.058 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS AIN CHOCK                                | 8 500 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.059 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BENSLIMANE   | 3 750 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.060 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TATA   | 3 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.061 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL HAOUZ  | 3 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.062 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE ZAGORA   | 2 450 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.063 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BOUJDOUR   | 2 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.064 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ASSA ZAG  | 2 400 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.065 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE GUELMIM  | 5 400 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.066 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ES SMARA  | 2 700 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.067 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS DE SIDI BERNOUSSI                        | 9 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.068 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE NOUACEUR   | 2 300 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.069 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'AZILAL  | 5 500 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.070 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL HAJEB  | 2 400 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.071 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE M'DIQ FNIDEQ   | 5 250 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.072 | INSTITUT NATIONAL D'ADMINISTRATION SANITAIRE  | 4 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.073 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE JERADA   | 2 500 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.074 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS DE BEN M'SIK                             | 6 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.075 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE FES   | 10 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.12.076 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TINGHIR  | 2 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.077 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI IFNI  | 2 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.078 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI SLIMANE   | 4 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.079 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE OUAZZANE   | 2 500 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.080 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BERRECHID  | 5 250 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.081 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE RHAMNA   | 3 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.082 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI BENNOUR   | 3 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.083 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE YOUSSEUFIA   | 2 500 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.084 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE FQUIH BEN SALAH  | 6 200 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.085 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE MIDELT   | 3 200 000                               |
| 4.2.1.0.0.12.086 | CENTRE HOPITALIER PROVINCIAL DE GUERCIF   | 2 500 000                               |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE<br/>LA SANTE</b> | <b>749 900 000</b>                      |



| Code   | Désignation   | Crédits pour l'année<br>budgétaire 2012 |
|--|---|---|
| <b>MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>   |   |   |
| 4.2.1.0.0.13.003                                 | SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION  | 500 000                                 |
| 4.2.1.0.0.13.005                                 | TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME  | 43 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.13.006                                 | DIVISION ADMINISTRATIVE   | -                                       |
| 4.2.1.0.0.13.007                                 | ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS  | -                                       |
|  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b> | <b>43 500 000</b>                       |
| <b>MINISTERE DU TOURISME</b>                     |   |   |
| 4.2.1.0.0.14.001                                 | INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER  | 8 975 000                               |
| 4.2.1.0.0.14.002                                 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE MOHAMMEDIA                     | 3 684 000                               |
| 4.2.1.0.0.14.003                                 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - AGADIR                                    | 2 684 000                               |
| 4.2.1.0.0.14.004                                 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - EL JADIDA  | 2 678 000                               |
| 4.2.1.0.0.14.005                                 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - ERFOUD   | 2 302 000                               |
| 4.2.1.0.0.14.006                                 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - FES  | 2 240 000                               |
| 4.2.1.0.0.14.007                                 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - MARRAKECH                       | 2 726 000                               |
| 4.2.1.0.0.14.008                                 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE   | 2 476 000                               |
| 4.2.1.0.0.14.009                                 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SAIDIA   | 2 268 000                               |
| 4.2.1.0.0.14.010                                 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SALE   | 2 652 000                               |
| 4.2.1.0.0.14.011                                 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER   | 2 130 000                               |
| 4.2.1.0.0.14.012                                 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE-ASSILAH                                | 2 244 000                               |
| 4.2.1.0.0.14.013                                 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - BENSLIMANE                           | 2 228 000                               |
| 4.2.1.0.0.14.014                                 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - CASABLANCA                           | 1 400 000                               |
| 4.2.1.0.0.14.015                                 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT                     | 1 340 000                               |
| 4.2.1.0.0.14.016                                 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE GASTRONOMIE MAROCAINE A FES HAY ANAS                | 2 241 000                               |
|  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DU TOURISME</b>                   | <b>44 268 000</b>                       |
| <b>SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT</b>       |   |   |
| 4.2.1.0.0.16.001                                 | DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE  | 13 000 000                              |
|  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT</b>     | <b>13 000 000</b>                       |
| <b>MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU TRANSPORT</b> |   |   |
| 4.2.1.0.0.17.002                                 | CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES   | 4 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.17.003                                 | SERVICE DU RESEAU DES SERVICES DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL   | 4 500 000                               |
| 4.2.1.0.0.17.004                                 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES   | 9 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.17.005                                 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT   | 8 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.17.006                                 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH   | 9 500 000                               |
| 4.2.1.0.0.17.007                                 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MEKNES  | 7 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.17.008                                 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA  | 4 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.17.009                                 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA  | 7 500 000                               |
| 4.2.1.0.0.17.010                                 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR   | 14 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.17.011                                 | INSTITUT DE FORMATION AUX ENGINS ET A L'ENTRETIEN ROUTIER   | 5 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.17.012                                 | INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES   | 6 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.17.013                                 | DIRECTION DES TRANSPORTS ROUTIERS ET DE LA SECURITE ROUTIERE  | 60 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.17.014                                 | SERVICE DE LA FORMATION CONTINUE  | 1 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.17.015                                 | DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE   | 10 000 000                              |

| Code             | Désignation  | Crédits pour l'année<br>budgétaire 2012 |
|------------------|--|---|
| 4.2.1.0.0.17.016 | DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS  | 3 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.17.017 | CENTRE NATIONAL D'ESSAIS ET D'HOMOLOGATION   | 5 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.17.018 | DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE   | 2 500 000                               |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE<br/>L'EQUIPEMENT ET DU TRANSPORT</b>          | <b>160 000 000</b>                      |
|                  | <b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME</b>  |   |
| 4.2.1.0.0.20.001 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT<br>RURAL DE BOUKNADEL - SALE                  | 2 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.20.002 | INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT- KENITRA  | 2 800 000                               |
| 4.2.1.0.0.20.003 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE LA CHAOUIA  | 1 950 000                               |
| 4.2.1.0.0.20.004 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE TIFLET  | 2 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.20.005 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE SAHEL BOUTAHAR  | 1 350 000                               |
| 4.2.1.0.0.20.006 | ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA  | 2 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.20.007 | DIVISION DE LA PROTECTION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES  | 19 400 000                              |
| 4.2.1.0.0.20.008 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - AL HOCEIMA   | 2 900 000                               |
| 4.2.1.0.0.20.009 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - SAFI   | 3 500 000                               |
| 4.2.1.0.0.20.010 | INSTITUT SUPERIEUR DES PECHEES MARITIMES   | 4 500 000                               |
| 4.2.1.0.0.20.011 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - TAN TAN  | 3 200 000                               |
| 4.2.1.0.0.20.012 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LARACHE  | 3 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.20.013 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LAAYOUNE -   | 2 900 000                               |
| 4.2.1.0.0.20.014 | ECOLE NATIONALE FORESTIERE D'INGENIEURS  | 4 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.20.015 | SERVICE DES LYCEES AGRICOLES   | 10 500 000                              |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE<br/>L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME</b> | <b>66 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>  |   |
| 4.2.1.0.0.21.001 | COMPLEXE SPORTIF MOHAMMED V DE CASABLANCA ET BASE NAUTIQUE DE<br>MOHAMMADIA  | 13 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.21.002 | COMPLEXE SPORTIF PRINCE MOULAY ABDELLAH - RABAT  | 5 300 000                               |
| 4.2.1.0.0.21.003 | INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS  | 12 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.21.005 | COMPLEXE SPORTIF DE FES  | 2 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.21.006 | SERVICE DU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS ET DES SALLES SPORTIVES   | 1 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.21.007 | COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZNIKA  | 5 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.21.008 | SERVICE DU TOURISME CULTUREL DES JEUNES  | -                                       |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE<br/>LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>             | <b>38 300 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES</b>   |   |
| 4.2.1.0.0.23.001 | DIVISION DU PELERINAGE ET DES AFFAIRES SOCIALES  | 20 000 000                              |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE<br/>DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES</b>    | <b>20 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE L'ARTISANAT</b>  |   |
| 4.2.1.0.0.26.001 | DIVISION DE LA CARTE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE   | -                                       |
| 4.2.1.0.0.26.002 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE FES   | 70 000                                  |
| 4.2.1.0.0.26.003 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE MARRAKECH   | 90 000                                  |
| 4.2.1.0.0.26.004 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE MEKNES  | 90 000                                  |
| 4.2.1.0.0.26.005 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES ARTS TRADITIONNELS DE RABAT<br>TAKADDOUM                                   | 70 000                                  |
| 4.2.1.0.0.26.006 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES ARTS TRADITIONNELS DE<br>OUARZAZATE  | 70 000                                  |

| Code             | Désignation   | Crédits pour l'année<br>budgétaire 2012 |
|------------------|---|---|
| 4.2.1.0.0.26.007 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES ARTS TRADITIONNELS D'INEZGANE<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ARTISANAT</b>   | 90 000<br><b>480 000</b>                |
|                  | <b>MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT</b>  |   |
| 4.2.1.0.0.27.001 | ECOLE PRATIQUE DES MINES DE TOUISSIT-OUJDA  | 2 830 000                               |
| 4.2.1.0.0.27.002 | ECOLE DES MINES DE MARRAKECH  | 3 080 000                               |
| 4.2.1.0.0.27.003 | DIRECTION DE LA METEOROLOGIE NATIONALE  | 45 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.27.004 | DIRECTION DE L'OBSERVATION, DES ETUDES ET DE LA COORDINATION  | -                                       |
| 4.2.1.0.0.27.005 | SERVICE DE GESTION DES CHANTIERS<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT</b>   | 500 000<br><b>51 410 000</b>            |
|                  | <b>MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES</b>  |   |
| 4.2.1.0.0.28.001 | SERVICE AUTONOME DES ALCOOLS-RABAT  | 45 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.28.002 | SEGMA CHARGE DE L'ACCREDITATION ET DE LA METROLOGIE<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES</b>                                  | 4 000 000<br><b>49 000 000</b>          |
|                  | <b>MINISTERE DE LA CULTURE</b>  |   |
| 4.2.1.0.0.29.001 | IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA CULTURE</b>  | 2 300 000<br><b>2 300 000</b>           |
|                  | <b>MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE</b>  |   |
| 4.2.1.0.0.30.001 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE  | 15 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.30.002 | INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE</b>                                     | 4 000 000<br><b>19 000 000</b>          |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>   |   |
| 4.2.1.0.0.31.003 | DIVISION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL   | 60 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.31.004 | DIVISION DE LA SECURITE SOCIALE ET DE LA MUTUALITE<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>  | 200 000<br><b>60 200 000</b>            |
|                  | <b>MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION</b>  |   |
| 4.2.1.0.0.33.001 | ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION</b> | 4 420 000<br><b>4 420 000</b>           |
|                  | <b>ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE</b>   |   |
| 4.2.1.0.0.34.001 | CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE  | 24 681 000                              |
| 4.2.1.0.0.34.002 | HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT  | 123 000 000                             |
| 4.2.1.0.0.34.003 | HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH  | 45 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.34.004 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES  | 40 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.34.005 | HOPITAL MILITAIRE A LAAYOUNE  | 6 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.34.006 | HOPITAL MILITAIRE A DAKHLA  | 3 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.34.007 | HOPITAL MILITAIRE A GUELMIM   | 9 200 000                               |
| 4.2.1.0.0.34.008 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A AGADIR  | 5 000 000                               |
| 4.2.1.0.0.34.009 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ES-SMARA  | 2 000 000                               |

| Code             | Désignation  | Crédits pour l'année<br>budgétaire 2012 |
|------------------|--|---|
| 4.2.1.0.0.34.010 | UNITE DE FABRICATION DE MASQUES DE LA GENDARMERIE ROYALE<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU<br/>ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE</b> | -<br>257 881 000                        |
|                  | <b>HAUT COMMISSARIAT AU PLAN</b>   |   |
| 4.2.1.0.0.42.001 | INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE   | 11 973 000                              |
| 4.2.1.0.0.42.002 | CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION   | 3 500 000                               |
| 4.2.1.0.0.42.003 | ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION  | 5 017 000                               |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU HAUT<br/>COMMISSARIAT AU PLAN</b>  | <b>20 490 000</b>                       |
|                  | <b>HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA<br/>DESERTIFICATION</b>  |   |
| 4.2.1.0.0.45.002 | SERVICE DE LA VALORISATION DES PRODUITS FORESTIERS   | 14 000 000                              |
| 4.2.1.0.0.45.003 | PARC NATIONAL DE SOUSS-MASSA   | -                                       |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU HAUT<br/>COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA<br/>DESERTIFICATION</b>                   | <b>14 000 000</b>                       |
|                  | <b>MINISTERE DE LA SOLIDARITE,DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DU<br/>DEVELOPPEMENT SOCIAL</b>  |   |
| 4.2.1.0.0.48.001 | SERVICE D'ACCUEIL , D'ASSISTANCE ET D'EVALUATION DES PROGRAMMES  | -                                       |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE<br/>LA SOLIDARITE,DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL</b>                   | <b>-</b>                                |
|                  | <b>DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA<br/>REINSERTION</b>  |   |
| 4.2.1.0.0.51.001 | SERVICE AUTONOME DES UNITES DE PRODUCTION DE L'ADMINISTRATION<br>PENITENTIAIRE   | 5 500 000                               |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU DELEGATION<br/>GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION</b>                           | <b>5 500 000</b>                        |
|                  | <b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SERVICES DE L'ETAT GERES<br/>DE MANIERE AUTONOME</b>  | <b>1 907 649 000</b>                    |

TABLEAU (F)  
(Article 54)

REPARTITION, PAR MINISTERE OU INSTITUTION, DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT  
DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2012  
(En dirhams)

| Code             | Désignation   | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2012 | Crédits d'engagement pour 2013 et suivants | TOTAL  |
|------------------|---|--|--|--------|
|                  | <b>CHEF DU GOUVERNEMENT</b>   |  |  |        |
| 4.2.2.0.0.04.001 | ROYAL GOLF DAR ES SALAM<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU CHEF DU GOUVERNEMENT</b>   | -<br>-   | -<br>-                                     | -<br>- |
|                  | <b>MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES</b>  |  |  |        |
| 4.2.2.0.0.06.002 | CENTRE DE PUBLICATION ET DE DOCUMENTATION JUDICIAIRE DE LA COUR DE CASSATION<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES</b> | -<br>-   | -<br>-                                     | -<br>- |
|                  | <b>MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION</b>   |  |  |        |
| 4.2.2.0.0.07.002 | DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES ET SOCIALES<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION</b>                | -<br>-   | -<br>-                                     | -<br>- |
|                  | <b>MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>   |  |  |        |
| 4.2.2.0.0.08.001 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE CHAOUIA - OUARDIGHA  | -  | -  | -      |
| 4.2.2.0.0.08.002 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE DOUKALA - ABDA   | -  | -  | -      |
| 4.2.2.0.0.08.003 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE FES - BOULEMANE  | -  | -  | -      |
| 4.2.2.0.0.08.004 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE GHARB - CHRARDA - BENI HSEN  | -  | -  | -      |
| 4.2.2.0.0.08.005 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DU GRAND-CASABLANCA   | -  | -  | -      |
| 4.2.2.0.0.08.006 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE GUELIMM - ES-SEMARA  | -  | -  | -      |
| 4.2.2.0.0.08.007 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE LAAYOUNE - BOUJDOUR - SAKIA EL HAMRA   | -  | -  | -      |
| 4.2.2.0.0.08.008 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE MARRAKECH - TENSIFT - AL-HAOUZ   | -  | -  | -      |
| 4.2.2.0.0.08.009 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE MEKNES - TAFILALET   | -  | -  | -      |
| 4.2.2.0.0.08.010 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE L'ORIENTAL   | -  | -  | -      |
| 4.2.2.0.0.08.011 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE OUED ED-DAHAB - LAGOUIRA   | -  | -  | -      |
| 4.2.2.0.0.08.012 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE RABAT - SALE - ZEMMOUR - ZAER  | -  | -  | -      |
| 4.2.2.0.0.08.013 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE SOUSS - MASSA - DRAA   | -  | -  | -      |
| 4.2.2.0.0.08.014 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE TADLA - AZILAL   | -  | -  | -      |
| 4.2.2.0.0.08.015 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE TANGER - TETOUAN   | -  | -  | -      |
| 4.2.2.0.0.08.016 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE TAZA - AL HOCEIMA - TAOUNATE   | -  | -  | -      |

| Code             | Désignation  | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2012 | Crédits d'engagement pour 2013 et suivants | TOTAL            |
|------------------|--|--|--|------------------|
| 4.2.2.0.0.08.018 | DIRECTION DE LA FORMATION DES CADRES ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES                                    | -  | -  | -                |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'INTERIEUR</b>           | -  | -  | -                |
|                  | <b>MINISTERE DE LA COMMUNICATION</b>   |  |  |                  |
| 4.2.2.0.0.09.002 | INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION   | 3 480 000  | -  | 3 480 000        |
| 4.2.2.0.0.09.003 | INSTITUT SUPERIEUR DES METIERS DE L'AUDIO-VISUEL ET DU CINEMA  | -  | -  | -                |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA COMMUNICATION</b>      | <b>3 480 000</b>                                 | -  | <b>3 480 000</b> |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>  |  |  |                  |
| 4.2.2.0.0.11.002 | DIVISION DE LA COOPERATION   | -  | -  | -                |
| 4.2.2.0.0.11.003 | DIVISION DES STRATEGIES DE FORMATION   | -  | -  | -                |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b> | -  | -  | -                |
|                  | <b>MINISTERE DE LA SANTE</b>   |  |  |                  |
| 4.2.2.0.0.12.001 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE OUARZAZATE  | 1 200 000  | -  | 1 200 000        |
| 4.2.2.0.0.12.002 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'INEZGANE AIT MELLOUL   | 1 200 000  | -  | 1 200 000        |
| 4.2.2.0.0.12.003 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAROUDANTE  | 1 000 000  | -  | 1 000 000        |
| 4.2.2.0.0.12.004 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TIZNIT  | 1 200 000  | -  | 1 200 000        |
| 4.2.2.0.0.12.005 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL KELAA DES SRAGHNA   | 1 800 000  | -  | 1 800 000        |
| 4.2.2.0.0.12.006 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ESSAOUIRA  | 1 400 000  | -  | 1 400 000        |
| 4.2.2.0.0.12.007 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL JADIDA  | 1 400 000  | -  | 1 400 000        |
| 4.2.2.0.0.12.008 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE DOUKKALA ABDA   | 900 000  | -  | 900 000          |
| 4.2.2.0.0.12.009 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHOURIBGA   | 1 500 000  | -  | 1 500 000        |
| 4.2.2.0.0.12.010 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE CHAOUIA OUARDIGHA   | 800 000  | -  | 800 000          |
| 4.2.2.0.0.12.012 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BOULEMANE   | 500 000  | -  | 500 000          |
| 4.2.2.0.0.12.013 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SEFROU  | 500 000  | -  | 500 000          |
| 4.2.2.0.0.12.014 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DU GHARB CHERARDA BENI H'SSEN  | 2 000 000  | -  | 2 000 000        |
| 4.2.2.0.0.12.015 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI KACEM  | 850 000  | -  | 850 000          |
| 4.2.2.0.0.12.016 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE CHEFCHAOUEN   | 700 000  | -  | 700 000          |
| 4.2.2.0.0.12.017 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE LARACHE   | 1 000 000  | -  | 1 000 000        |
| 4.2.2.0.0.12.018 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TANGER  | 2 500 000  | -  | 2 500 000        |
| 4.2.2.0.0.12.019 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TETOUAN   | 2 500 000  | -  | 2 500 000        |
| 4.2.2.0.0.12.020 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ERRACHIDIA   | 1 800 000  | -  | 1 800 000        |
| 4.2.2.0.0.12.021 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'IFRANE   | 700 000  | -  | 700 000          |
| 4.2.2.0.0.12.022 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHENIFRA  | 800 000  | -  | 800 000          |
| 4.2.2.0.0.12.023 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TAZA AL HOCEIMA TAOUNATE  | 1 400 000  | -  | 1 400 000        |
| 4.2.2.0.0.12.024 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAZA  | 1 300 000  | -  | 1 300 000        |
| 4.2.2.0.0.12.025 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE FIGUIG  | 300 000  | -  | 300 000          |
| 4.2.2.0.0.12.026 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE NADOR   | 900 000  | -  | 900 000          |
| 4.2.2.0.0.12.027 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BERKANE   | 300 000  | -  | 300 000          |
| 4.2.2.0.0.12.028 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE QUED EDDAHAB  | 300 000  | -  | 300 000          |
| 4.2.2.0.0.12.029 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LAAYOUNE BOUJDOUR SAKIA L'HAMRA                                       | 1 500 000  | -  | 1 500 000        |
| 4.2.2.0.0.12.030 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAN-TAN   | 400 000  | -  | 400 000          |
| 4.2.2.0.0.12.031 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TADLA AZILAL  | 1 000 000  | -  | 1 000 000        |
| 4.2.2.0.0.12.032 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE SOUSS MASSA DARAA   | 1 000 000  | -  | 1 000 000        |
| 4.2.2.0.0.12.033 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MARRAKECH TENSIFT AL HAOUZ  | 2 000 000  | -  | 2 000 000        |

| Code             | Désignation  | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2012 | Crédits d'engagement pour 2013 et suivants | TOTAL      |
|------------------|--|--|--|------------|
| 4.2.2.0.0.12.035 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS D'AIN SEBAA HAY MOHAMMADI | 900 000  | -  | 900 000    |
| 4.2.2.0.0.12.036 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS D'EL FIDA MERS SOLTANE    | 900 000  | -  | 900 000    |
| 4.2.2.0.0.12.037 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS MOULAY RACHID             | 900 000  | -  | 900 000    |
| 4.2.2.0.0.12.038 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DU GRAND CASABLANCA                            | 700 000  | -  | 700 000    |
| 4.2.2.0.0.12.039 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE MOHAMMADIA                               | 600 000  | -  | 600 000    |
| 4.2.2.0.0.12.040 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE SALE                                     | 700 000  | -  | 700 000    |
| 4.2.2.0.0.12.041 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE SKHIRAT TEMARA                           | 200 000  | -  | 200 000    |
| 4.2.2.0.0.12.042 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHEMISSSET                                | 1 000 000  | -  | 1 000 000  |
| 4.2.2.0.0.12.044 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE FES BOULEMANE                               | 1 700 000  | -  | 1 700 000  |
| 4.2.2.0.0.12.045 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MEKNES TAFILALT                             | 3 000 000  | -  | 3 000 000  |
| 4.2.2.0.0.12.046 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE L'ORIENTAL                                  | 1 300 000  | -  | 1 300 000  |
| 4.2.2.0.0.12.047 | CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-RABAT                              | 5 500 000  | -  | 5 500 000  |
| 4.2.2.0.0.12.048 | CENTRE REGIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-CASABLANCA                         | -  | -  | -          |
| 4.2.2.0.0.12.049 | INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE  | 16 000 000                                       | -  | 16 000 000 |
| 4.2.2.0.0.12.050 | CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION   | 1 500 000  | -  | 1 500 000  |
| 4.2.2.0.0.12.051 | DIRECTION DU MEDICAMENT ET DE LA PHARMACIE                                 | 9 500 000  | -  | 9 500 000  |
| 4.2.2.0.0.12.052 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE CHICHAOUA                                 | 200 000  | -  | 200 000    |
| 4.2.2.0.0.12.053 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS HAY HASSANI               | 400 000  | -  | 400 000    |
| 4.2.2.0.0.12.054 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAOUNATE                                  | 500 000  | -  | 500 000    |
| 4.2.2.0.0.12.055 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE RABAT                                    | 400 000  | -  | 400 000    |
| 4.2.2.0.0.12.056 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAOURIRT                                  | 200 000  | -  | 200 000    |
| 4.2.2.0.0.12.057 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHTOUKA AIT BAHA                             | 200 000  | -  | 200 000    |
| 4.2.2.0.0.12.058 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS AIN CHOCK                 | 400 000  | -  | 400 000    |
| 4.2.2.0.0.12.059 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BENSLIMANE                                | 200 000  | -  | 200 000    |
| 4.2.2.0.0.12.060 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TATA                                      | 300 000  | -  | 300 000    |
| 4.2.2.0.0.12.061 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL HAOUZ                                   | 200 000  | -  | 200 000    |
| 4.2.2.0.0.12.062 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE ZAGORA                                    | 400 000  | -  | 400 000    |
| 4.2.2.0.0.12.063 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BOUJDOUR                                  | 200 000  | -  | 200 000    |
| 4.2.2.0.0.12.064 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ASSA ZAG                                   | 200 000  | -  | 200 000    |
| 4.2.2.0.0.12.065 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE GUELMIM                                   | 400 000  | -  | 400 000    |
| 4.2.2.0.0.12.066 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ES SMARA                                   | 300 000  | -  | 300 000    |
| 4.2.2.0.0.12.067 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS DE SIDI BERNOUSSI         | 600 000  | -  | 600 000    |
| 4.2.2.0.0.12.068 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE NOUACEUR                                  | 200 000  | -  | 200 000    |
| 4.2.2.0.0.12.069 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'AZILAL                                     | 500 000  | -  | 500 000    |
| 4.2.2.0.0.12.070 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL HAJEB                                   | 200 000  | -  | 200 000    |
| 4.2.2.0.0.12.071 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE M'DIQ FNIDEQ                              | 300 000  | -  | 300 000    |
| 4.2.2.0.0.12.072 | INSTITUT NATIONAL D'ADMINISTRATION SANITAIRE                               | 4 000 000  | -  | 4 000 000  |
| 4.2.2.0.0.12.073 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE JERADA                                    | 200 000  | -  | 200 000    |
| 4.2.2.0.0.12.074 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS DE BEN M'SIK              | 200 000  | -  | 200 000    |
| 4.2.2.0.0.12.075 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE FES                                      | 750 000  | -  | 750 000    |
| 4.2.2.0.0.12.076 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TINGHIR                                   | 200 000  | -  | 200 000    |
| 4.2.2.0.0.12.077 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI IFNI                                 | 200 000  | -  | 200 000    |
| 4.2.2.0.0.12.078 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI SLIMANE                              | 200 000  | -  | 200 000    |
| 4.2.2.0.0.12.079 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE OUAZZANE                                  | 500 000  | -  | 500 000    |
| 4.2.2.0.0.12.080 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BERRECHID                                 | 1 500 000  | -  | 1 500 000  |

| Code             | Désignation   | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2012 | Crédits d'engagement pour 2013 et suivants | TOTAL             |
|------------------|---|--|--|-------------------|
| 4.2.2.0.0.12.081 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE RHAMNA   | 200 000  | -  | 200 000           |
| 4.2.2.0.0.12.082 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI BENNOUR   | 200 000  | -  | 200 000           |
| 4.2.2.0.0.12.083 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE YOUSOUFIA  | 200 000  | -  | 200 000           |
| 4.2.2.0.0.12.084 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE FQUIH BEN SALAH  | 200 000  | -  | 200 000           |
| 4.2.2.0.0.12.085 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE MIDELT   | 400 000  | -  | 400 000           |
| 4.2.2.0.0.12.086 | CENTRE HOPITALIER PROVINCIAL DE GUERCIF   | 200 000  | -  | 200 000           |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA SANTE</b>                   | <b>96 500 000</b>                                | <b>-</b>                                   | <b>96 500 000</b> |
|                  | <b>MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>  |  |  |                   |
| 4.2.2.0.0.13.003 | SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION  | 8 000 000  | -  | 8 000 000         |
| 4.2.2.0.0.13.005 | TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME  | -  | -  | -                 |
| 4.2.2.0.0.13.006 | DIVISION ADMINISTRATIVE   | -  | -  | -                 |
| 4.2.2.0.0.13.007 | ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS  | -  | -  | -                 |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b> | <b>8 000 000</b>                                 | <b>-</b>                                   | <b>8 000 000</b>  |
|                  | <b>MINISTERE DU TOURISME</b>  |  |  |                   |
| 4.2.2.0.0.14.001 | INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER  | 3 000 000  | -  | 3 000 000         |
| 4.2.2.0.0.14.002 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE MOHAMMEDIA                       | 800 000  | -  | 800 000           |
| 4.2.2.0.0.14.003 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - AGADIR                                      | 800 000  | -  | 800 000           |
| 4.2.2.0.0.14.004 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - EL JADIDA  | 500 000  | -  | 500 000           |
| 4.2.2.0.0.14.005 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - ERFLOUD  | 800 000  | -  | 800 000           |
| 4.2.2.0.0.14.006 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - FES  | 800 000  | -  | 800 000           |
| 4.2.2.0.0.14.007 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - MARRAKECH                         | 800 000  | -  | 800 000           |
| 4.2.2.0.0.14.008 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE   | 800 000  | -  | 800 000           |
| 4.2.2.0.0.14.009 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SAIDIA   | 800 000  | -  | 800 000           |
| 4.2.2.0.0.14.010 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SALE   | 800 000  | -  | 800 000           |
| 4.2.2.0.0.14.011 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER   | 800 000  | -  | 800 000           |
| 4.2.2.0.0.14.012 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE-ASSILAH                                  | 800 000  | -  | 800 000           |
| 4.2.2.0.0.14.013 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - BENSLIMANE                             | 1 000 000  | -  | 1 000 000         |
| 4.2.2.0.0.14.014 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - CASABLANCA                             | 800 000  | -  | 800 000           |
| 4.2.2.0.0.14.015 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT                       | 800 000  | -  | 800 000           |
| 4.2.2.0.0.14.016 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE GASTRONOMIE MAROCAINE A FES HAY ANAS                  | 800 000  | -  | 800 000           |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DU TOURISME</b>                   | <b>14 900 000</b>                                | <b>-</b>                                   | <b>14 900 000</b> |
|                  | <b>SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT</b>  |  |  |                   |
| 4.2.2.0.0.16.001 | DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE  | -  | -  | -                 |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT</b>     | <b>-</b>   | <b>-</b>                                   | <b>-</b>          |
|                  | <b>MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU TRANSPORT</b>  |  |  |                   |
| 4.2.2.0.0.17.002 | CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES   | 6 000 000  | 2 000 000                                  | 8 000 000         |
| 4.2.2.0.0.17.003 | SERVICE DU RESEAU DES SERVICES DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL   | 1 500 000  | 500 000                                    | 2 000 000         |



| Code             | Désignation  | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2012 | Crédits d'engagement pour 2013 et suivants | TOTAL              |
|------------------|--|--|--|--------------------|
| 4.2.2.0.0.17.004 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES  | 1 500 000  | -  | 1 500 000          |
| 4.2.2.0.0.17.005 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT  | 500 000  | -  | 500 000            |
| 4.2.2.0.0.17.006 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH  | 1 500 000  | -  | 1 500 000          |
| 4.2.2.0.0.17.007 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MEKNES   | 1 000 000  | -  | 1 000 000          |
| 4.2.2.0.0.17.008 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA   | 600 000  | -  | 600 000            |
| 4.2.2.0.0.17.009 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA   | 600 000  | -  | 600 000            |
| 4.2.2.0.0.17.010 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR  | 3 500 000  | 500 000                                    | 4 000 000          |
| 4.2.2.0.0.17.011 | INSTITUT DE FORMATION AUX ENGINS ET A L'ENTRETIEN ROUTIER  | 500 000  | -  | 500 000            |
| 4.2.2.0.0.17.012 | INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES  | 2 500 000  | -  | 2 500 000          |
| 4.2.2.0.0.17.013 | DIRECTION DES TRANSPORTS ROUTIERS ET DE LA SECURITE ROUTIERE   | 450 000 000                                      | 80 000 000                                 | 530 000 000        |
| 4.2.2.0.0.17.014 | SERVICE DE LA FORMATION CONTINUE   | 300 000  | -  | 300 000            |
| 4.2.2.0.0.17.015 | DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE  | 25 000 000                                       | 10 000 000                                 | 35 000 000         |
| 4.2.2.0.0.17.016 | DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS  | 500 000  | -  | 500 000            |
| 4.2.2.0.0.17.017 | CENTRE NATIONAL D'ESSAIS ET D'HOMOLOGATION   | 20 000 000                                       | 10 000 000                                 | 30 000 000         |
| 4.2.2.0.0.17.018 | DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE   | 4 500 000  | -  | 4 500 000          |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU TRANSPORT</b>          | <b>520 000 000</b>                               | <b>103 000 000</b>                         | <b>623 000 000</b> |
|                  | <b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME</b>  |  |  |                    |
| 4.2.2.0.0.20.001 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT RURAL DE BOUKNADEL - SALE                   | -  | -  | -                  |
| 4.2.2.0.0.20.002 | INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT- KENITRA  | -  | -  | -                  |
| 4.2.2.0.0.20.003 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE LA CHAOUIA  | -  | -  | -                  |
| 4.2.2.0.0.20.004 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE TIFLET  | -  | -  | -                  |
| 4.2.2.0.0.20.005 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE SAHEL BOUTAHAR  | -  | -  | -                  |
| 4.2.2.0.0.20.006 | ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA  | -  | -  | -                  |
| 4.2.2.0.0.20.007 | DIVISION DE LA PROTECTION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES  | 3 700 000  | -  | 3 700 000          |
| 4.2.2.0.0.20.008 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - AL HOCEIMA   | 350 000  | -  | 350 000            |
| 4.2.2.0.0.20.009 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - SAFI   | 500 000  | -  | 500 000            |
| 4.2.2.0.0.20.010 | INSTITUT SUPERIEUR DES PECHEES MARITIMES   | 500 000  | -  | 500 000            |
| 4.2.2.0.0.20.011 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - TAN TAN  | 100 000  | -  | 100 000            |
| 4.2.2.0.0.20.012 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LARACHE  | 350 000  | -  | 350 000            |
| 4.2.2.0.0.20.013 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LAAYOUNE -   | 500 000  | -  | 500 000            |
| 4.2.2.0.0.20.014 | ECOLE NATIONALE FORESTIERE D'INGENIEURS  | 5 200 000  | 1 000 000                                  | 6 200 000          |
| 4.2.2.0.0.20.015 | SERVICE DES LYCEES AGRICOLES   | 18 360 000                                       | -  | 18 360 000         |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME</b> | <b>29 560 000</b>                                | <b>1 000 000</b>                           | <b>30 560 000</b>  |
|                  | <b>MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>  |  |  |                    |
| 4.2.2.0.0.21.001 | COMPLEXE SPORTIF MOHAMMED V DE CASABLANCA ET BASE NAUTIQUE DE MOHAMMADIA   | -  | -  | -                  |
| 4.2.2.0.0.21.002 | COMPLEXE SPORTIF PRINCE MOULAY ABDELLAH - RABAT  | -  | -  | -                  |
| 4.2.2.0.0.21.003 | INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS  | -  | -  | -                  |
| 4.2.2.0.0.21.005 | COMPLEXE SPORTIF DE FES  | -  | -  | -                  |
| 4.2.2.0.0.21.006 | SERVICE DU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS ET DES SALLES SPORTIVES   | -  | -  | -                  |
| 4.2.2.0.0.21.007 | COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZNIKA  | -  | -  | -                  |

| Code             | Désignation  | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2012 | Crédits d'engagement pour 2013 et suivants | TOTAL                         |
|------------------|--|--|--|-------------------------------|
| 4.2.2.0.0.21.008 | SERVICE DU TOURISME CULTUREL DES JEUNES<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS</b>  | -  | -  | -                             |
|                  | <b>MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES</b>   |  |  |                               |
| 4.2.2.0.0.23.001 | DIVISION DU PELERINAGE ET DES AFFAIRES SOCIALES<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES</b>                         | -  | -  | -                             |
|                  | <b>MINISTERE DE L'ARTISANAT</b>  |  |  |                               |
| 4.2.2.0.0.26.001 | DIVISION DE LA CARTE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE   | -  | -  | -                             |
| 4.2.2.0.0.26.002 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE FES   | 160 000  | -  | 160 000                       |
| 4.2.2.0.0.26.003 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE MARRAKECH   | 180 000  | -  | 180 000                       |
| 4.2.2.0.0.26.004 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE MEKNES  | 180 000  | -  | 180 000                       |
| 4.2.2.0.0.26.005 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES ARTS TRADITIONNELS DE RABAT TAKADDOUM  | 150 000  | -  | 150 000                       |
| 4.2.2.0.0.26.006 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES ARTS TRADITIONNELS DE OUARZAZATE   | 150 000  | -  | 150 000                       |
| 4.2.2.0.0.26.007 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES ARTS TRADITIONNELS D'INEZGANE<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ARTISANAT</b>                      | 180 000<br><b>1 000 000</b>                      | -  | 180 000<br><b>1 000 000</b>   |
|                  | <b>MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT</b>   |  |  |                               |
| 4.2.2.0.0.27.001 | ECOLE PRATIQUE DES MINES DE TOUISSIT-OUJDA   | 1 190 000  | -  | 1 190 000                     |
| 4.2.2.0.0.27.002 | ECOLE DES MINES DE MARRAKECH   | 380 000  | -  | 380 000                       |
| 4.2.2.0.0.27.003 | DIRECTION DE LA METEOROLOGIE NATIONALE   | 35 000 000                                       | 30 000 000                                 | 65 000 000                    |
| 4.2.2.0.0.27.004 | DIRECTION DE L'OBSERVATION, DES ETUDES ET DE LA COORDINATION   | 1 500 000  | -  | 1 500 000                     |
| 4.2.2.0.0.27.005 | SERVICE DE GESTION DES CHANTIERS<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT</b>                      | 500 000<br><b>38 570 000</b>                     | -<br><b>30 000 000</b>                     | 500 000<br><b>68 570 000</b>  |
|                  | <b>MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES</b>   |  |  |                               |
| 4.2.2.0.0.28.001 | SERVICE AUTONOME DES ALCOOLS-RABAT   | 1 000 000  | -  | 1 000 000                     |
| 4.2.2.0.0.28.002 | SEGMA CHARGE DE L'ACCREDITATION ET DE LA METROLOGIE<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES</b> | -<br><b>1 000 000</b>                            | -  | -<br><b>1 000 000</b>         |
|                  | <b>MINISTERE DE LA CULTURE</b>   |  |  |                               |
| 4.2.2.0.0.29.001 | IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA CULTURE</b>   | -<br>-   | -<br>-                                     | -<br>-                        |
|                  | <b>MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE</b>   |  |  |                               |
| 4.2.2.0.0.30.001 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE   | 4 500 000  | 1 500 000                                  | 6 000 000                     |
| 4.2.2.0.0.30.002 | INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE</b>    | 1 500 000<br><b>6 000 000</b>                    | 500 000<br><b>2 000 000</b>                | 2 000 000<br><b>8 000 000</b> |

| Code             | Désignation   | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2012 | Crédits d'engagement pour 2013 et suivants | TOTAL             |
|------------------|---|--|--|-------------------|
|                  | <b>MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>   |  |  |                   |
| 4.2.2.0.0.31.003 | DIVISION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL   | -  | -  | -                 |
| 4.2.2.0.0.31.004 | DIVISION DE LA SECURITE SOCIALE ET DE LA MUTUALITE  | -  | -  | -                 |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>  | -  | -  | -                 |
|                  | <b>MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION</b>  |  |  |                   |
| 4.2.2.0.0.33.001 | ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION  | 1 000 000  | -  | 1 000 000         |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION</b> | <b>1 000 000</b>                                 | -  | <b>1 000 000</b>  |
|                  | <b>ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE</b>   |  |  |                   |
| 4.2.2.0.0.34.001 | CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE  | 3 000 000  | -  | 3 000 000         |
| 4.2.2.0.0.34.002 | HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT  | -  | -  | -                 |
| 4.2.2.0.0.34.003 | HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH  | -  | -  | -                 |
| 4.2.2.0.0.34.004 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES  | -  | -  | -                 |
| 4.2.2.0.0.34.005 | HOPITAL MILITAIRE A LAAYOUNE  | -  | -  | -                 |
| 4.2.2.0.0.34.006 | HOPITAL MILITAIRE A DAKHLA  | -  | -  | -                 |
| 4.2.2.0.0.34.007 | HOPITAL MILITAIRE A GUELMIM   | -  | -  | -                 |
| 4.2.2.0.0.34.008 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A AGADIR  | -  | -  | -                 |
| 4.2.2.0.0.34.009 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ES-SMARA  | -  | -  | -                 |
| 4.2.2.0.0.34.010 | UNITE DE FABRICATION DE MASQUES DE LA GENDARMERIE ROYALE  | -  | -  | -                 |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE</b>  | <b>3 000 000</b>                                 | -  | <b>3 000 000</b>  |
|                  | <b>HAUT COMMISSARIAT AU PLAN</b>  |  |  |                   |
| 4.2.2.0.0.42.001 | INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE  | 6 000 000  | -  | 6 000 000         |
| 4.2.2.0.0.42.002 | CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION  | 4 000 000  | -  | 4 000 000         |
| 4.2.2.0.0.42.003 | ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION   | 8 700 000  | 6 000 000                                  | 14 700 000        |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU HAUT COMMISSARIAT AU PLAN</b>   | <b>18 700 000</b>                                | <b>6 000 000</b>                           | <b>24 700 000</b> |
|                  | <b>HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION</b>   |  |  |                   |
| 4.2.2.0.0.45.002 | SERVICE DE LA VALORISATION DES PRODUITS FORESTIERS  | -  | -  | -                 |
| 4.2.2.0.0.45.003 | PARC NATIONAL DE SOUSS-MASSA  | -  | -  | -                 |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION</b>  | -  | -  | -                 |
|                  | <b>MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL</b>  |  |  |                   |
| 4.2.2.0.0.48.001 | SERVICE D'ACCUEIL , D'ASSISTANCE ET D'EVALUATION DES PROGRAMMES   | -  | -  | -                 |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL</b>                                       | -  | -  | -                 |

| Code             | Désignation  | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2012 | Crédits d'engagement pour 2013 et suivants | TOTAL              |
|------------------|--|--|--|--------------------|
| 4.2.2.0.0.51.001 | <b>DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION</b><br>SERVICE AUTONOME DES UNITES DE PRODUCTION DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE<br><b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION</b> | -<br>-   | -<br>-                                     | -<br>-             |
|                  | <b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME</b>  | <b>741 710 000</b>                               | <b>142 000 000</b>                         | <b>883 710 000</b> |

**TABLEAU (G)**  
**(Article 55)**  
**DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2012**  
**(En dirhams)**

| Code             | DESIGNATION DES COMPTES   | Dépenses pour l'année budgétaire 2012 |
|------------------|---|---------------------------------------|
|                  | <b>3.1- COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE</b>  |                                       |
| 3.2.0.0.1.00.001 | Fonds spécial des prélèvements sur le pari mutuel   | 90 000 000                            |
| 3.2.0.0.1.00.003 | Fonds de soutien aux services de la concurrence, du contrôle des prix et des stocks de sécurité   | 5 000 000                             |
| 3.2.0.0.1.00.004 | Fonds de la lutte contre les effets de la sécheresse  | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.1.00.005 | Fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes  | 640 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.00.006 | Fonds d'accompagnement des réformes du transport routier urbain et interurbain  | 300 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.04.002 | Fonds pour le développement rural et des zones de montagne  | 1 000 000 000                         |
| 3.2.0.0.1.04.003 | Fonds de promotion des investissements  | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.1.04.005 | Fonds de service universel de télécommunications  | 300 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.04.006 | Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain  | 2 325 000 000                         |
| 3.2.0.0.1.06.001 | Fonds spécial pour le soutien des juridictions  | 280 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.06.002 | Fonds d'entraide familiale  | 160 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.08.003 | Fonds spécial pour la sauvegarde de la cité de Fès  | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.1.08.004 | Part des collectivités locales dans le produit de la T.V.A  | 22 910 143 000                        |
| 3.2.0.0.1.08.005 | Fonds spécial pour la promotion et le soutien de la Protection Civile   | 200 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.08.006 | Fonds spécial relatif au produit des parts d'impôts affectées aux régions   | 712 141 000                           |
| 3.2.0.0.1.08.007 | Fonds de péréquation et de développement régional   | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.1.08.008 | Financement des dépenses d'équipement et de la lutte contre le chômage  | 566 500 000                           |
| 3.2.0.0.1.08.009 | Fonds de soutien à la sûreté nationale  | 30 000 000                            |
| 3.2.0.0.1.08.010 | Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage   | 443 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.08.011 | Fonds d'assainissement liquide et d'épuration des eaux usées  | 500 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.08.012 | Fonds de lutte contre les effets des catastrophes naturelles  | 300 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.09.002 | Fonds pour la promotion du paysage audiovisuel national   | 370 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.10.001 | Fonds national de soutien à la recherche scientifique et au développement technologique   | 22 500 000                            |
| 3.2.0.0.1.12.001 | Fonds spécial de la pharmacie centrale  | 860 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.13.003 | Fonds de remploi domanial   | 1 439 000 000                         |
| 3.2.0.0.1.13.004 | Fonds spécial du produit des loteries   | 100 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.13.005 | Fonds des tabacs pour l'octroi de secours   | 70 000 000                            |
| 3.2.0.0.1.13.006 | Fonds de rémunération des services rendus par le ministère chargé des finances au titre des frais de surveillance et de contrôle des entreprises d'assurances et de réassurance | 24 000 000                            |
| 3.2.0.0.1.13.008 | Masse des services financiers   | 320 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.13.009 | Fonds de la réforme agraire   | 100 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.13.012 | Bénéfices et pertes de conversion sur les dépenses publiques en devises étrangères  | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.1.13.017 | Fonds spécial de la zakat   | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.1.13.018 | Fonds de solidarité des assurances  | 932 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.13.019 | Fonds de soutien à certains promoteurs  | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.1.13.021 | Fonds de soutien des prix de certains produits alimentaires   | 1 000 000 000                         |
| 3.2.0.0.1.13.022 | Fonds de gestion des risques afférents aux emprunts des tiers garantis par l'Etat   | 240 300 000                           |
| 3.2.0.0.1.13.023 | Fonds national de soutien des investissements   | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.1.13.024 | Fonds d'appui à la cohésion sociale   | 1 000 000 000                         |
| 3.2.0.0.1.17.001 | Fonds spécial routier   | 2 200 000 000                         |

| Code             | DESIGNATION  | Dépenses pour l'année budgétaire 2012 |
|------------------|--|---------------------------------------|
| 3.2.0.0.1.17.003 | Fonds de délimitation du domaine public maritime et portuaire                            | 16 000 000                            |
| 3.2.0.0.1.20.005 | Fonds de développement agricole  | 500 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.20.006 | Fonds de développement de la pêche maritime  | 100 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.21.001 | Fonds national du développement du sport   | 800 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.27.001 | Fonds pour l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable des populations rurales  | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.1.27.002 | Fonds national pour la protection et la mise en valeur de l'environnement                | 200 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.27.003 | Fonds de développement énergétique   | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.1.29.001 | Fonds national pour l'action culturelle  | 20 000 000                            |
| 3.2.0.0.1.30.002 | Fonds solidarité habitat et intégration urbaine  | 2 000 000 000                         |
| 3.2.0.0.1.33.001 | Fonds de modernisation de l'Administration publique                                      | 10 000 000                            |
| 3.2.0.0.1.34.001 | Fonds de participation des Forces Armées Royales aux missions de paix                    | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.1.34.002 | Fonds de soutien à la Gendarmerie Royale   | 40 000 000                            |
| 3.2.0.0.1.45.001 | Fonds national forestier   | 300 000 000                           |
| 3.2.0.0.1.45.003 | Fonds de la chasse et de la pêche continentale   | 14 000 000                            |
| 3.2.0.0.1.50.001 | Fonds de soutien à l'action culturelle au profit des marocains résidant à l'étranger     | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.1.51.001 | Fonds spécial pour le soutien des établissements pénitentiaires                          | 120 000 000                           |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES D'AFFECTION SPECIALE</b>                               | <b>43 559 584 000</b>                 |
|                  | <b>3.4- COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX</b>                             |                                       |
| 3.2.0.0.4.13.021 | Compte d'adhésion aux institutions de Bretton woods                                      | 42 000 000                            |
| 3.2.0.0.4.13.022 | Compte d'adhésion aux organismes arabes et islamiques                                    | 243 000 000                           |
| 3.2.0.0.4.13.023 | Compte d'adhésion aux institutions multilatérales  | 209 000 000                           |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX</b>           | <b>494 000 000</b>                    |
|                  | <b>3.5- COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES</b>  |                                       |
| 3.2.0.0.5.13.001 | Différence de change sur ventes et achats de devises                                     | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.5.13.003 | Compte des opérations d'échanges de taux d'intérêt et de devises des emprunts extérieurs | Mémoire                               |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES</b>                            | <b>Mémoire</b>                        |
|                  | <b>3.7- COMPTES DE PRETS</b>   |                                       |
| 3.2.0.0.7.13.004 | Prêts aux coopératives agricoles   | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.7.13.008 | Prêts à des Etats étrangers  | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.7.13.017 | Prêts aux collectivités locales  | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.7.13.019 | Prêts à la Ligue nationale de lutte contre les maladies cardio-vasculaires               | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.7.13.020 | Prêts à l'Office national de l'eau potable   | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.7.13.054 | Prêts à l'ONCF   | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.7.13.059 | Prêts à la Société marocaine d'assurance à l'exportation                                 | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.7.13.063 | Prêts aux régies de distribution d'eau et d'électricité                                  | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.7.13.064 | Prêts aux établissements bancaires   | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.7.13.065 | Prêts aux établissements d'aménagement de terrains et d'habitat                          | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.7.13.066 | Prêts à la société de financement "JAIDA"  | 70 000 000                            |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES DE PRETS</b>   | <b>70 000 000</b>                     |
|                  | <b>3.8- COMPTES D'AVANCES</b>  |                                       |
| 3.2.0.0.8.13.005 | Avances à la Banque nationale pour le développement économique                           | Mémoire                               |

| Code             | DESIGNATION   | Dépenses pour l'année budgétaire 2012 |
|------------------|---|---------------------------------------|
| 3.2.0.0.8.13.008 | Avances à l'Office national interprofessionnel des céréales et des légumineuses et aux coopératives agricoles | Mémoire                               |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES D'AVANCES</b>   | <b>Mémoire</b>                        |
|                  | <b>3.9- COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS</b>   |                                       |
| 3.2.0.0.9.04.001 | Fonds spécial de développement régional   | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.9.04.002 | Dépenses particulières au développement des provinces sahariennes   | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.9.08.001 | Fonds de développement des collectivités locales et de leurs groupements                                      | 80 000 000                            |
| 3.2.0.0.9.34.001 | Acquisition et réparation des matériels des Forces Armées Royales   | 10 200 000 000                        |
| 3.2.0.0.9.34.002 | Fonds de la Direction générale des études et de la documentation  | Mémoire                               |
| 3.2.0.0.9.42.001 | Fonds de relations publiques  | 500 000                               |
|                  | <b>TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS</b>   | <b>10 280 500 000</b>                 |
|                  | <b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>  | <b>54 404 084 000</b>                 |

**Décret n° 2-12-80 du 24 jourmada II 1433 (16 mai 2012)  
portant délégation de pouvoir, au ministre de l'économie  
et des finances, en matière d'emprunts intérieurs.**

LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu l'article 90 de la Constitution ;

Vu l'article 53 de la loi de finances n° 14-97 pour l'année budgétaire 1997-1998, promulguée par le dahir n° 1-97-153 du 24 safar 1418 (30 juin 1997) ;

Vu l'article 48 de la loi de finances n° 22-12 pour l'année budgétaire 2012, promulguée par le dahir n° 1-12-10 du 24 jourmada II 1433 (16 mai 2012) ;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 15 rabii II 1433 (8 mars 2012),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Délégation de pouvoir est donnée au ministre de l'économie et des finances pour déterminer les modalités des emprunts intérieurs émis pour couvrir, pendant l'année budgétaire 2012, l'ensemble des charges du Trésor.

ART. 2. – Délégation de pouvoir est également donnée au ministre de l'économie et des finances ou à la personne spécialement habilitée par lui à cet effet pour émettre des emprunts intérieurs afin d'effectuer des opérations de rachat, d'échange et de mise en pension des bons du Trésor.

ART. 3. – Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

*Fait à Rabat, le 24 jourmada II 1433 (16 mai 2012).*

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing :

*Le ministre de l'économie  
et des finances,*

NIZAR BARAKA.

**Décret n° 2-12-81 du 24 jourmada II 1433 (16 mai 2012)  
portant délégation de pouvoir, au ministre de l'économie  
et des finances, en matière de financements extérieurs.**

LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu l'article 90 de la Constitution ;

Vu l'article 47 de la loi de finances n° 22-12 pour l'année budgétaire 2012, promulguée par le dahir n° 1-12-10 du 24 jourmada II 1433 (16 mai 2012) ;

Après délibération en Conseil du gouvernement réuni le 15 rabii II 1433 (8 mars 2012),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Délégation de pouvoir est donnée au ministre de l'économie et des finances ou à la personne spécialement habilitée par lui à cet effet aux fins de conclure, au nom du gouvernement du Royaume du Maroc, des accords de coopération financière, de contracter des emprunts extérieurs avec des gouvernements étrangers ou des organismes étrangers ou internationaux et d'émettre des emprunts sur le marché financier international pendant l'année budgétaire 2012.

ART. 2. – Délégation de pouvoir est également donnée au ministre de l'économie et des finances ou à la personne spécialement habilitée par lui à cet effet aux fins de signer, pendant l'année budgétaire 2012, au nom du gouvernement du Royaume du Maroc, les accords, conventions ou contrats de garantie à conclure avec des gouvernements étrangers ou des organismes étrangers ou internationaux.

ART. 3. – Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

*Fait à Rabat, le 24 jourmada II 1433 (16 mai 2012).*

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing :

*Le ministre de l'économie  
et des finances,*

NIZAR BARAKA.

**Décret n° 2-12-82 du 24 jourmada II 1433 (16 mai 2012)  
portant délégation de pouvoir, au ministre de l'économie  
et des finances, en vue de conclure des contrats d'emprunts  
pour le remboursement de la dette extérieure onéreuse et  
des accords de couverture de risques de taux d'intérêts et  
d'échange de devises.**

LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu l'article 90 de la Constitution ;

Vu l'article 47 de la loi de finances n° 22-12 pour l'année budgétaire 2012 promulguée par le dahir n° 1-12-10 du 24 jourmada II 1433 (16 mai 2012) ;

Après délibération en Conseil du gouvernement réuni le 15 rabii II 1433 (8 mars 2012),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Délégation de pouvoir est donnée au ministre de l'économie et des finances ou à la personne spécialement habilitée par lui à cet effet aux fins de :

- contracter, au nom du gouvernement du Royaume du Maroc, des emprunts extérieurs afin de procéder au remboursement par anticipation des emprunts contractés à des taux plus onéreux que ceux pratiqués sur le marché ;
- conclure au nom du gouvernement du Royaume du Maroc, des contrats d'échange de devises ou de taux d'intérêts pour stabiliser le coût du service de la dette.

ART. 2. – Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

*Fait à Rabat, le 24 jourmada II 1433 (16 mai 2012).*

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing :

*Le ministre de l'économie  
et des finances,*

NIZAR BARAKA.



**Décret n° 2-12-83 du 24 jourmada II 1433 (16 mai 2012) abrogeant le décret n° 2-87-749 du 8 jourmada I 1408 (30 décembre 1987) instituant au profit du centre cinématographique marocain une taxe parafiscale sur les spectacles cinématographiques.**

LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution, notamment son article 90 ;

Vu le décret n° 2-98-401 du 9 moharrem 1420 (26 avril 1999) relatif à l'élaboration et à l'exécution des lois de finances, tel qu'il a été modifié et complété, notamment son article 5 ;

Sur proposition du ministre de l'économie et des finances et du ministre de la communication porte parole du gouvernement ;

Après délibération en Conseil du gouvernement réuni le 15 rabii II 1433 (8 mars 2012),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Sont abrogées les dispositions du décret n° 2-87-749 du 8 jourmada I 1408 (30 décembre 1987) instituant au profit du centre cinématographique marocain une taxe parafiscale sur les spectacles cinématographiques.

ART. 2. – Le ministre de l'économie et des finances et le ministre de la communication porte-parole du gouvernement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui prend effet à compter de la date de sa publication au *Bulletin officiel*.

*Fait à Rabat, le 24 jourmada II 1433 (16 mai 2012).*

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing :

*Le ministre de l'économie  
et des finances,*

NIZAR BARAKA.

*Le ministre de la communication,  
porte-parole du gouvernement,*

MUSTAPHA KHALFI.

**Décret n° 2-12-84 du 24 jourmada II 1433 (16 mai 2012) abrogeant le décret n° 2-87-750 du 8 jourmada I 1408 (30 décembre 1987) instituant au profit de l'entraide nationale une taxe parafiscale sur les spectacles cinématographiques.**

LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution, notamment son article 90 ;

Vu le décret n° 2-98-401 du 9 moharrem 1420 (26 avril 1999) relatif à l'élaboration et à l'exécution des lois de finances, tel qu'il a été modifié et complété, notamment son article 5 ;

Sur proposition du ministre de l'économie et des finances, du ministre de la communication porte-parole du gouvernement et de la ministre de la solidarité, de la femme, de la famille et du développement social ;

Après délibération en Conseil du gouvernement réuni le 15 rabii II 1433 (8 mars 2012),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Sont abrogées les dispositions du décret n° 2-87-750 du 8 jourmada I 1408 (30 décembre 1987) instituant au profit de l'entraide nationale une taxe parafiscale sur les spectacles cinématographiques.

ART. 2. – Le ministre de l'économie et des finances, le ministre de la communication porte-parole du gouvernement et la ministre de la solidarité, de la femme, de la famille et du développement social sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui prend effet à compter de la date de sa publication au *Bulletin officiel*.

*Fait à Rabat, le 24 jourmada II 1433 (16 mai 2012).*

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing :

*Le ministre de l'économie  
et des finances,*

NIZAR BARAKA.

*Le ministre de la communication,  
porte-parole du gouvernement,*

MUSTAPHA KHALFI.

*La ministre de la solidarité,  
de la femme, de la famille et du  
développement social,*

BASSIMA HAKKAOU.

**Décret n° 2-12-85 du 24 jourmada II 1433 (16 mai 2012) modifiant et complétant le décret n° 2-06-574 du 10 hija 1427 (31 décembre 2006) pris pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée prévue au titre III du Code général des impôts.**

LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu le décret n° 2-06-574 du 10 hija 1427 (31 décembre 2006) pris pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée prévue au titre III du Code général des impôts, tel que complété par le décret n° 2-08-103 du 30 chaoual 1429 (30 octobre 2008) ;

Après délibération en Conseil du gouvernement, réuni le 15 rabii II 1433 (8 mars 2012),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Les dispositions de l'article 8-II du décret susvisé n° 2-06-574 du 10 hija 1427 (31 décembre 2006), sont complétées comme suit :

« Article 8 - II. – Les formalités prévues au I du présent « article s'appliquent également aux exonérations prévues aux « articles 92- I (11°.....25°, 37° et 44°) et 123 (27°..... « 38°, 39° et 43) du code ..... « la Banque islamique de développement, l'université Al Akhawayn « d'Ifrane et la Fondation Mohammed VI pour la promotion des « œuvres sociales des préposés religieux ».

ART. 2. – Sont abrogées les dispositions de l'article 2 du décret précité n° 2-06-574 du 10 hija 1427 (31 décembre 2006).

ART. 3. – Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 24 jourmada II 1433 (16 mai 2012).

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing :

Le ministre de l'économie  
et des finances,

NIZAR BARAKA.

**Décret n° 2-12-86 du 24 jourmada II 1433 (16 mai 2012) modifiant et complétant le décret n° 2-05-1017 du 12 jourmada II 1426 (19 juillet 2005) relatif aux procédures d'exécution des dépenses prévues dans le cadre du compte d'affectation spéciale intitulé «Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain».**

LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la Constitution, notamment son article 89 ;

Vu le décret n° 2-05-1016 du 12 jourmada II 1426 (19 juillet 2005) portant création du compte d'affectation spéciale n° 3.1.04.06 intitulé « Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain » ratifié par l'article 47 de la loi de finances n° 35-05 pour l'année budgétaire 2006, promulguée par le dahir n° 1-05-197 du 24 kaada 1426 (26 décembre 2005), tel qu'il a été modifié par l'article 21 de la loi de finances n° 22-12 pour l'année budgétaire 2012 promulguée par le dahir n° 1-12-10 ;

Vu le décret n° 2-05-1017 du 12 jourmada II 1426 (19 juillet 2005) relatif aux procédures d'exécution des dépenses prévues dans le cadre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain », tel qu'il a été modifié par l'arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre des finances et de la privatisation n° 802-07 du 5 rabii II 1428 (23 avril 2007) modifiant la liste des rubriques budgétaires des dépenses prévues dans le cadre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain » ;

Vu le décret n° 2-06-52 du 14 moharrem 1427 (13 février 2006) relatif au rattachement du contrôle des engagements de dépenses de l'Etat à la Trésorerie générale du Royaume et au transfert des compétences du contrôleur général des engagements de dépenses au trésorier général du Royaume ;

Sur proposition du ministre de l'économie et des finances ;

Après délibération en Conseil du gouvernement réuni le 15 rabii II 1433 (8 mars 2012),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Les dispositions des articles 2, 3 et 8 du décret susvisé n° 2-05-1017 du 12 jourmada II 1426 (19 juillet 2005) sont modifiées et complétées ainsi qu'il suit :

« Article 2. – Les crédits inscrits.....

« Lesdits crédits ..... humain :

- programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural ;
- .....
- .....
- programme transversal ;
- programme de mise à niveau territoriale ;
- soutien à la mise en œuvre de l'initiative nationale pour le développement humain.

« Article 3. – Les crédits inscrits.....

«..... en vigueur.

« Ces délégations de crédits et notifications de recettes « doivent être visées par le comptable assignataire dans un délai « de deux jours ouvrables à compter de leur réception.

« Après réception ..... suivantes :

| Désignation des programmes  | Rubriques budgétaires   |
|---|---|
| Programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Promotion des activités génératrices de revenus et d'emploi.</li> <li>• Soutien à l'accès aux équipements et services de base.</li> <li>• Animation sociale, culturelle et sportive.</li> <li>• Renforcement de la gouvernance locale et appui aux équipes d'animation communales.</li> </ul>  |
| Programme de lutte contre l'exclusion sociale en milieu urbain                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Promotion des activités génératrices de revenus et d'emploi.</li> <li>• Soutien à l'accès aux équipements et services de base.</li> <li>• Animation sociale, culturelle et sportive.</li> <li>• Renforcement de la gouvernance locale et appui aux équipes d'animation de quartiers.</li> </ul>  |
| Programme de lutte contre la précarité  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Enquêtes et études en matière de précarité.</li> <li>• Mise à niveau des centres d'accueil.</li> <li>• Construction et équipement des centres d'accueil.</li> <li>• Renforcement des capacités et assistance technique.</li> <li>• Subvention aux associations à titre de contribution au fonctionnement des centres d'accueil.</li> </ul>   |
| Programme transversal   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutien aux projets à fort impact retenus dans le cadre des appels à projets : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Promotion des activités génératrices de revenus et d'emploi ;</li> <li>• Soutien à l'accès aux équipements et services de base ;</li> <li>• Animation sociale, culturelle et sportive ;</li> <li>• Renforcement de la gouvernance locale.</li> </ul> </li> <li>• Dépenses afférentes à la mise en œuvre de l'initiative nationale pour le développement humain au niveau local : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation et renforcement de capacités ;</li> <li>• Assistance technique ;</li> <li>• Communication ;</li> <li>• Suivi et évaluation et contrôle a posteriori ;</li> <li>• Appui aux divisions chargées de l'action sociale relevant des provinces, des préfectures et des préfectures d'arrondissements.</li> </ul> </li> <li>• Soutien aux associations de micro-crédits dans le cadre de la convention conclue avec la fédération nationale des associations de micro-crédits.</li> </ul> |
| Programme de mise à niveau territoriale   | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Désenclavement routier.</li> <li>• Amélioration de l'accès à l'eau potable.</li> <li>• Généralisation de l'électrification.</li> <li>• Amélioration de l'offre de soins de base.</li> <li>• Appui à l'éducation et à la scolarisation.</li> </ul>  |
| Soutien à la mise en œuvre de l'initiative nationale pour le développement humain | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dépenses afférentes à la mise en œuvre de l'initiative nationale pour le développement humain au niveau national : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation et renforcement de capacités ;</li> <li>• Etudes, enquêtes et assistance technique ;</li> <li>• Communication ;</li> <li>• Suivi et évaluation ;</li> <li>• Organisation de manifestations.</li> </ul> </li> <li>• Contribution aux dépenses de fonctionnement de la coordination nationale de l'INDH.</li> </ul>  |

« La répartition par le sous-ordonnateur des crédits qui lui sont « délégués est transmise par celui-ci pour prise en charge au comptable « assignataire concerné.

« Le sous-ordonnateur peut modifier la répartition précitée après « certification de la disponibilité des crédits par les services du « comptable assignataire concerné.

« La liste des rubriques budgétaires susvisées peut-être modifiée « par arrêté conjoint des ministres chargés de l'intérieur et des « finances. »

« Article 8. – Sauf cas d'indisponibilité des crédits, les « propositions d'engagement de dépenses au titre du compte « peuvent donner lieu soit à un visa du comptable assignataire, « soit à un visa avec observations sans que ce visa ne soit « suspensif du paiement de la dépense concernée. »

ART. 2. – Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

*Fait à Rabat, le 24 jourmada II 1433 (16 mai 2012).*

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing :

*Le ministre de l'économie  
et des finances,  
NIZAR BARAKA.*

**Décret n° 2-12-114 du 24 jourmada II 1433 (16 mai 2012) instituant une rémunération au titre des prestations effectuées par l'unité de fabrication de masques de la Gendarmerie Royale relevant de l'administration de la défense nationale.**

LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu le dahir n° 1-12-04 du 14 rabii I 1433 (7 février 2012) portant délégation de pouvoir en matière d'administration de la défense nationale ;

Vu la loi organique n° 7-98 relative à la loi de finances promulguée par le dahir n° 1-98-138 du 7 chaabane 1419 (26 novembre 1998), telle qu'elle a été modifiée et complétée, notamment son article 16 bis ;

Vu le décret n° 2-98-401 du 9 moharrem 1420 (26 avril 1999) relatif à l'élaboration et à l'exécution des lois de finances notamment son article 4 ;

Vu le décret royal n° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique, tel qu'il a été modifié et complété ;

Sur proposition du ministre de l'économie et des finances ;

Après délibérations en Conseil du gouvernement réuni le 15 rabii II 1433 (8 mars 2012) ;

Après délibérations en Conseil des ministres réuni le 15 rabii II 1433 (8 mars 2012),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Est instituée une rémunération des services effectués par l'unité de fabrication de masques de la gendarmerie Royale relevant de l'administration de la défense nationale au titre des prestations suivantes :

- prestations relatives à la production des masques de protection ;
- prestations relatives à la production des masques chirurgicaux.

ART. 2. – Les tarifs des prestations visées à l'article premier ci-dessus sont fixés par arrêté conjoint du ministre de l'économie et des finances et de l'autorité gouvernementale chargée de l'administration de la défense nationale.

ART. 3. – Le ministre de l'économie et des finances et l'autorité gouvernementale chargée de l'administration de la défense nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

*Fait à Rabat, le 24 jourmada II 1433 (16 mai 2012).*

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing :

*Le ministre de l'économie  
et des finances,  
NIZAR BARAKA.*